

# INPRECOR

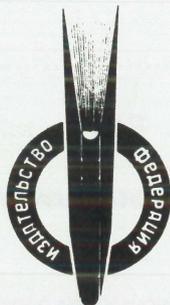
Correspondance de presse internationale

Numéro 283  
du 6 mars 1989

## SPECIAL PAYS DE L'EST

UNION SOVIETIQUE  
Les Fronts  
populaires baltes

TCHECOSLOVAQUIE  
Le Manifeste  
du HOS



UNION SOVIETIQUE  
Les réformes  
de Gorbatchev

YOUGOSLAVIE  
Un Etat au bord  
de l'éclatement

POLOGNE  
La table ronde

20 FF - 5 FS - 100 FB

**ХВАТАЙТЕСЬ  
ЗА ЭТОТ  
СПАСАТЕЛЬНЫЙ  
КРУГ!**



**ДОБРОКАЧЕСТВЕННО  
ДЕШЕВО!  
ИЗ ПЕРВЫХ РУК!**

АГЕНТСТВО РЕКЛАМНО-ПРОМОЦИОННОЕ

# INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée  
sous la responsabilité du Secrétariat unifié  
de la IVe Internationale.

Editée par Presse-Edition-Communication (PEC) .  
Administration : 2 rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte.  
Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.  
Imprimé par Rotographie.

## NUMERO SPECIAL PAYS DE L'EST 36 pages

SOMMAIRE DU NUMERO 283  
Du 6 mars 1989

- 3 INTRODUCTION  
Crise à l'Est  
*Ernest MANDEL*
- 5 UNION SOVIETIQUE  
Sur les Fronts populaires baltes  
*Boris KAGARLITSKY*
- 9 Pour un débat  
sur la question nationale en URSS  
*Catherine VERLA*
- 10 Le programme  
du Front populaire d'Estonie  
**DOCUMENT**
- 11 Montée des conflits du travail  
*David SEPPÖ*
- 13 IVe INTERNATIONALE  
Les réformes en URSS  
**DOCUMENT**
- 16 YOUGOSLAVIE  
L'étrange mort de la Yougoslavie de Tito  
*Michèle LEE*
- 22 TCHECOSLOVAQUIE  
La démocratie pour tous  
Manifeste du HOS  
**DOCUMENT**
- 25 La démocratie pour quelques-uns  
Critique du Manifeste du HOS  
*Petr UHL*
- 31 POLOGNE  
Autour de la table ronde  
*Cyril SMUGA*
- 34 La nouvelle gauche polonaise  
*Joseph PINIOR*
- 36 Le PPS-RD dans les entreprises

Les articles signés ne représentent pas nécessairement  
le point de vue de la rédaction.

Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat  
unifié de la IVe Internationale.

**Hugo BLANCO libéré !**

**Toujours sans nouvelles de Garcia GOMEZ !**

SOUS LA PRESSION de la mobilisation et des pressions internationales, le gouvernement péruvien a relâché notre camarade Hugo BLANCO, le 24 février. Il s'agit donc d'une première victoire de la solidarité internationale (plus de détails dans le prochain numéro d'*Inprecor*).

En revanche, nous sommes toujours sans nouvelles de notre camarade mexicain Garcia GOMEZ qui a été enlevé il y a près de 3 mois. Cependant, il y a de fortes raisons de croire que Garcia GOMEZ est toujours en vie, mais que le gouvernement mexicain n'ose pas le relâcher, de peur des révélations qu'il pourrait faire sur les conditions de son arrestation et de sa détention. La campagne internationale pour sa réapparition en vie doit donc se poursuivre plus que jamais.

Nos camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) ont organisé à Cuautla, le 25 février dernier, un forum qui a rassemblé 2 500 personnes, avec la participation de 250 représentants de syndicats, d'organisations communales, d'universités, etc. 82 organisations et 50 communautés paysannes étaient également représentées.

Plusieurs initiatives sont en cours, partout en Europe. En Belgique, en Suisse, en Autriche, en Italie et en France, plusieurs personnalités, des députés, des sénateurs, des groupes parlementaires, des présidents de partis, de syndicats, d'associations démocratiques, des universitaires, etc. ont déjà envoyé des lettres ou signé des pétitions. Amnesty international a également fait circuler un appel d'action d'urgence. Une journée de solidarité internationale sera organisée le 15 avril.

6 mars 1989

## ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom .....

Numéro et Rue .....

Commune .....

Code postal ..... Pays .....

Abonnement  Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC",  
à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.  
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris,  
93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.  
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :  
140 francs pour six mois ; 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :  
155 francs pour six mois ; 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :  
180 francs pour six mois ; 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :  
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :  
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :  
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire  
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -  
Tél : 45.32.06.23

**D**ANS TOUS LES AUTRES pays, on assiste à une dialectique entre crise politique et crise économique. Elle combine le réveil politique de secteurs importants de la population, des tentatives de la bureaucratie gouvernante aux abois de coopter, à des degrés divers, l'opposition politique et de trouver une solution pragmatique à la crise allant dans le sens d'un démantèlement des conquêtes sociales de la classe ouvrière, une ouverture plus large vers le marché mondial et un élargissement du secteur privé de l'économie qui, à leur tour entraînent des réactions de plus en plus fortes de la classe ouvrière et des jeunes contre les conséquences que ces solutions bureaucratiques-libérales ont pour la population.

Ce processus ne peut être compris si on ne le restitue dans son contexte international : pressions du Fonds monétaire international (FMI) pour le paiement de la dette et pour des mesures d'austérité en échange de nouveaux crédits ; répercussions en Europe de l'Est des réformes de Gorbatchev en Union soviétique qui rendent plus insupportable le maintien de régimes néo-staliniens aux yeux de la population ; répercussions des effets de la réforme politique mise en pratique dans certains de ces pays sur ceux où elle n'a pas encore été projetée ; répercussion de l'ensemble de ces mouvements sur la situation en URSS et au sein de l'appareil du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) lui-même.

### Fin de l'Europe de Yalta ?

Peut-on parler de la fin de l'Europe telle qu'elle fut dessinée à Yalta après la Deuxième Guerre mondiale ?

En tout état de cause, une intervention militaire de l'URSS telle qu'elle s'est produite en Tchécoslovaquie en 1968, semble peu probable, sinon impossible compte tenu de l'opinion publique en Union soviétique même. De l'autre côté, on assiste à la coordination d'une sorte de "front international" anti-gorbatchévien, incluant ceux que l'on nomme les "conservateurs" dans les pays d'Europe de l'Est — Roumanie, Tchécoslovaquie, Allemagne de l'Est, minorités néo-staliniennes en Pologne et en Hongrie — et des Partis communistes de pays capitalistes qui ne manifestent guère d'enthousiasme pour la *perestroïka* et la *glasnost*.

Contrairement à ce qu'un jugement superficiel pourrait faire croire, la bourgeoisie européenne ne voit pas d'un bon œil cette déstabilisation. Elle n'a pas l'espoir de récupérer l'Europe de l'Est au capitalisme. Tout au plus espère-t-elle une "finlandisation" militaire, c'est-à-dire



## Crise à l'Est

**L'EUROPE DE L'EST est actuellement secouée par une crise sans égale depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. C'est sans doute en Roumanie qu'elle est la plus grave mais, dans ce pays, la chape de plomb du régime Ceausescu pèse pour l'instant d'une manière telle, que les aspects politiques de cette crise en restent étouffés, sauf pour la minorité hongroise.**

**En Allemagne de l'Est, où le niveau de vie est le plus élevé, cette crise n'a pas encore éclaté ouvertement.**

**Mais la stabilité toute relative de ces deux pays ne durera sans doute guère.**

Ernest MANDEL

le retrait des troupes soviétiques de certains pays, Allemagne de l'Est exceptée. D'autre part, elle est profondément inquiète de l'effet "déstabilisateur" de la crise en Europe orientale sur la situation dans ses propres pays.

Il y a deux volets à la "réforme politique". D'une part, il y a la reconnaissance officielle de la pluralité des partis en Hongrie, mais avec maintien d'une association contrôlée avec le Parti communiste — qui connaît lui-même un processus de différenciation interne accélérée. D'autre part, il y a différenciation au sein de l'opposition, de laquelle se dégage une force ouvrière prête à défendre ses propres intérêts immédiats, sans les subordonner à une tactique de gradualisme réformiste, voire de pacte social avec la bureaucratie.

Explosion de grèves en Yougoslavie, dont la grève des mineurs du Kosovo

est jusqu'ici l'exemple le plus radical ; vague de grèves, minoritaires sans doute, mais résolues et dirigées par des jeunes, en Pologne ; constitution de syndicats indépendants et d'une organisation de jeunesse indépendante en Hongrie : la bureaucratie doit faire face à une situation de plus en plus explosive.

Les partisans radicaux de l'emploi des mécanismes de marché, tels le Premier ministre polonais Rakowsky et le chef du gouvernement yougoslave, accusent les travailleurs de "déstabiliser" la situation politique en lançant des grèves en pleine négociation pour la "réforme". Mais les véritables "déstabilisateurs" ce sont manifestement les gouvernants eux-mêmes. En pleine négociation de la réforme, ils continuent à décréter des hausses de prix ou annoncent des fermetures qui sont autant de bastions du mouvement ouvrier, véritables provocations contre les travailleurs.

### Répression

Lorsque ces derniers, excédés et désespérés par tant de misère, ripostent par des grèves et des manifestations, le Premier ministre polonais et le Premier ministre yougoslave se disent fermement résolus à défendre "l'ordre" par la répression. Ils matraquent les manifestants ; ils envoient la police contre les grévistes ; ils arrêtent les militants ouvriers.

Ainsi se manifeste clairement l'hypocrisie de l'argument selon lequel les adversaires d'un recours excessif aux mécanismes de marché — une aire importante de relations marchandes dans l'agriculture et les services est de toute façon inévitable et corrige les disproportions inéluctables d'une allocation planifiée des ressources avant l'avènement d'une

société d'abondance — seraient partisans d'une société de contrainte.

La réalité est inverse : les marxistes-révolutionnaires sont adversaires de toute société de commandement qu'il soit le fait d'une bureaucratie étatique ou des managers et des prétendus experts. Ils sont opposés à l'injustice criante d'une "solution" à la crise qui consiste à dire aux uns "enrichissez-vous" et à interdire à coups de matraques aux autres, c'est-à-dire l'immense majorité de la population, de défendre même leur pouvoir d'achat de misère.

Aucune "loi économique objective" n'impose cette injustice. Derrière ces prétendues "lois économiques objectives", il y a un choix de priorités sociales, dicté par les intérêts divergents de forces sociales différentes : travailleurs, paysans, bureaucrates, entrepreneurs privés. Dire qu'il n'est d'autre

moyen pour arrêter la gabegie et le marasme, que la baisse des salaires et la consigne "travaillez plus et gagnez moins" sous la contrainte du chômage, n'est que mensonge.

Il existe d'autres moyens de sortir du marasme sans toucher aux salaires et au plein emploi.

Il faut d'abord couper drastiquement tous les gros investissements, sauf dans les industries de biens de consommation, dans l'agriculture et les services, jusqu'à ce qu'une révision générale, publique, contradictoire et démocratique du plan ait lieu. Puis, il faut décréter un moratoire de la dette extérieure, couper toutes les dépenses d'apparat de l'Etat, réduire de façon radicale les dépenses militaires, arrêter toutes les dépenses de luxe et fermer les magasins de luxe qui fleurissent comme autant d'insultes à une population à qui l'on prêche l'austérité.

Ces premières mesures d'urgence permettraient de freiner l'inflation et de discuter une réforme économique sans que les intérêts des travailleurs soient lésés.

### Sortir du faux dilemme

Il faut sortir du faux dilemme économie de marché contre planification bureaucratique. La démocratie socialiste implique la détermination des priorités économiques par le peuple travailleur lui-même, organisé en conseils démocratiquement élus grâce à un système pluripartiste et aux libertés démocratiques les plus larges, aux droits civils sans limites.

Aucun argument technique ne plaide contre ces solutions-là, seuls des intérêts spécifiques s'y opposent dissimulés sous "les lois économiques objectives".

Voilà pourquoi il faut dire oui sans réserves à la *glasnost* tout en agissant pour qu'elle ne s'arrête pas à mi-chemin, pour qu'elle soit poussée jusqu'au bout, pour que la classe ouvrière retrouve la plénitude des libertés d'organisation et d'action dont la bureaucratie usurpatrice et parasitaire l'a expropriée.

La légalisation de Solidarité est une victoire pour la classe ouvrière, quel que soit le prix que les dirigeants réformistes s'apprentent à payer pour elle. Mais le pluralisme syndical doit être pleinement restauré, avec liberté d'organisation, droit de grève, liberté de réunion, de manifestation, de presse, sans entraves pour les travailleurs.

Le début d'élections véritables qui se manifeste aujourd'hui en URSS est un énorme pas en avant. Mais il faut qu'il y ait des élections réellement libres, avec candidats multiples pour tous les postes de députés du Congrès du peuple, et pas seulement dans quelques cas, avec droit des citoyens de proposer les candidats de leur choix partout, avec droit de ces candidats de se regrouper autour



de plates-formes distinctes, c'est-à-dire liberté de constituer des tendances, des fractions et des partis divers, sans restrictions idéologiques.

Derrière la dynamique encore limitée et restreinte de la réforme politique et de la *glasnost*, se profile un conflit de forces sociales.

### Défendre les intérêts des travailleurs

C'est pourquoi il est à la fois significatif et attristant de constater que les partisans radicaux de la *glasnost* ne s'orientent pas, en tout cas pas encore, vers une défense un tant soit peu conséquente des intérêts des travailleurs. L'hebdomadaire soviétique *Les Nouvelles de Moscou*, dans des numéros successifs, a publié les plates-formes de nombreux "radicaux". C'est déjà un progrès réel que des plates-formes différentes existent et qu'elles soient publiées. Elles contiennent beaucoup d'éléments positifs : attaques en règle contre la bureaucratie, dénonciation du stalinisme, défense de l'idée "tout le pouvoir aux soviets", défense initiale du pluripartisme, dénonciation de la "nouvelle pauvreté", propositions pour l'amélioration prioritaire du sort des plus pauvres ....

Mais ces plates-formes ne contiennent pas une seule proposition pour défendre les intérêts des travailleurs : pas un mot sur le droit de grève ; pas un mot

sur le droit des travailleurs à s'organiser horizontalement, à l'échelle locale, régionale, nationale, fédérale dans des organismes librement élus ; pas un mot sur l'échelle mobile des salaires ; pas un mot sur la garantie du plein-emploi et, surtout pas une seule allusion au seul mot d'ordre meurtrier pour la bureaucratie : contrôle ouvrier et populaire public sur la production, les transports, la distribution des biens.

Comment s'étonner dans ces conditions qu'une bonne partie de la classe ouvrière reste sceptique, dans l'expectative, passive envers les réformes ?

Comment s'étonner que son "héros" soit plus que jamais Boris Yeltsine dont la candidature aux élections, écartée par le Comité central, a été avancée par des dizaines d'entreprises surtout à Moscou et a fini par s'imposer ?

Les attaques populistes brutales de Yeltsine contre les privilèges bureaucratiques plaisent aux ouvriers. Qu'il commence à soulever la question de la pluralité des partis indique tout le potentiel explosif des réformes politiques en cours. Mais Yeltsine incarne pour le moment une ligne "pour les ouvriers" et non une perspective d'auto-organisation. C'est pourtant vers cette seule voie qu'il faut aller pour résoudre cette crise dans le sens de l'émancipation de tous, du socialisme. ■

2 mars 1989

# Sur les Fronts populaires baltes

**BORIS KAGARLITSKY est l'un des principaux animateurs du Front populaire de Moscou. (voir *Inprecor* numéros 275 et 276 des 31 octobre et 14 novembre 1988)**

**Il est l'un des animateurs du Club d'initiatives socialistes (KIS) à Moscou et du regroupement d'associations informelles qui ont donné naissance à la Fédération des clubs socialistes, à l'origine du Front populaire de Moscou. C'est avec une délégation de ce Front qu'il a assisté aux congrès des Fronts populaires baltes.**

## Boris KAGARLITSKY

**T**OUT LE MONDE attendait l'événement. Le Congrès du Front populaire d'Estonie (FP), prévu pour le mois d'octobre 1988, allait être un tournant pour le développement du mouvement social, au-delà de l'Estonie et de la région balte. Pour la première fois, dans la période post-stalinienne, une organisation politique indépendante avait la possibilité de proclamer ouvertement et officiellement son existence, de tenir un congrès et de s'adresser à la société en se servant des médias officiels.

### Le printemps estonien

La montée du Front populaire a commencé en Estonie au printemps 1988, lorsqu'une rude lutte s'est engagée dans cette république et dans d'autres parties de l'Union soviétique, autour de l'élection des délégués pour la XIXe Conférence du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS). Cependant, alors qu'en Russie, il n'était même pas possible de rejeter la candidature des délégués les plus impopulaires, en revanche, en Estonie, un bouleversement complet de toute la direction du Parti était annoncé avant même le début de la Conférence.

A Tallin, avant le départ à Moscou de la délégation locale, une foule de cent mille partisans de la *perestroïka* s'est rassemblée sur la Place des chants (1) pour lancer, aux nouveaux dirigeants de la république, un appel à la lutte afin qu'ils obtiennent des changements radicaux à Moscou, ainsi qu'une réelle indépendance de l'Estonie. Le Groupe d'initiative du Front populaire était au cœur de tous ces événements ; tous les espoirs étaient placés sur lui. Un journaliste qualifia cet énorme rassemblement de "révolution chantante". Et en réalité, tout était conforme à ce que l'on pourrait attendre d'une révolution : l'enthousiasme des masses, un changement de dirigeants, la formation d'une nouvelle organisation de masse

Dans les rues de Tallin et des autres villes, les drapeaux nationaux blanc, noir et bleu étaient ouvertement déployés, ce qui, peu de temps auparavant, était encore considéré comme un crime contre l'Etat. L'intelligentsia moscovite discutait du "mouvement de libération nationale en Estonie", la presse occidentale parlait du "phénomène estonien", les journaux soviétiques montraient cette république comme un exemple de "réussite de la *perestroïka*".

Mais le phénomène estonien avait un revers de la médaille qui n'était pas visible au premier coup d'œil pour un observateur étranger. Le rapide succès du FP était facilité par une évidente sympathie d'une grande partie du parti local et de l'appareil économique qui essayait de s'assurer une plus grande indépendance par rapport aux autorités centrales de Moscou. Dans ce sens, le FP était devenu un important facteur dans les luttes de pouvoir au sein du Parti.

### Un soutien de masse

Le FP a pu avancer des revendications que les apparatchiks locaux soutenaient entièrement, sans pour autant être déjà prêts à les reprendre à leur compte. Finalement, il a pu mobiliser un soutien de masse, unir des milliers de personnes autour de ses revendications, gagner pour l'appareil local, en réalité, une base de masse plus large, telle qu'il n'en avait jamais eue.

Bien entendu, l'appareil administratif de la république n'était pas homogène. En dehors des contradictions entre les autorités centrales et celles de la république, il y avait également le conflit tra-

ditionnel entre les Estoniens "authentiques" et les Estoniens "sibériens".

Dans les années 40, Staline, qui n'avait pas confiance dans les cadres locaux, avait préféré former son appareil administratif avec des gens qui n'avaient pas vécu dans le cadre d'une république "bourgeoise". La colonie estonienne de Sibérie, qui était implantée depuis l'époque tsariste, lui offrait un instrument idéal pour résoudre ce problème. D'un côté, les "cadres nationaux" (dont certains parlaient à peine l'estonien) passaient au premier plan, et de l'autre, la bureaucratie locale était débarrassée de l'héritage de "l'ancienne société".

### La compétition s'aggrave

Il n'est pas étonnant qu'à partir du moment où les Estoniens "authentiques" commencèrent à entrer dans la bureaucratie locale, la compétition s'aggrava entre les deux groupes. Les "nouveaux arrivants" s'appuyaient sur le soutien de Moscou qui voyait en eux des instruments fiables pour exécuter ses propres desseins.

En revanche, les cadres "indigènes" cherchaient un soutien dans l'intelligentsia, en mettant l'accent sur leurs inspirations libérales et patriotiques.

La "révolution chantante" a pu se faire car les fondateurs du FP ont pu rapidement avoir accès aux publications en langue estonienne et plus tard à la radio et à la télévision. Le soutien des membres haut placés de la direction du Parti, y compris le secrétaire à l'idéologie I. Toome, n'était plus un secret pour personne.

Les militants du FP de Moscou et de Leningrad se rendaient compte des contradictions du "miracle estonien". Malgré tout, les événements de la Baltique avaient de quoi susciter l'optimisme. Comme si de fortes tendances nationales-bureaucratiques n'existaient pas, les gens ont pu parler d'un mouvement de masse démocratique commençant à faire partie du processus de transformation politique en Union soviétique.



1) Site des festivités folkloriques annuelles. Cet événement était l'une des institutions majeures créées par le "réveil national" estonien du début du siècle.

Le projet de programme préparé par les experts du FP estonien contenait toute une série de revendications de réformes radicales, destinées à élargir les libertés civiques, à former un gouvernement constitutionnel et assurer des élections démocratiques aux Soviétiques.

D'après ce projet, "l'objectif du FP est de créer une Estonie où tous les citoyens pourront se sentir libres et en sécurité". Tout en défendant les droits historiques des Estoniens, en tant que nation indigène sur le territoire de la république, les auteurs du projet précisait qu'il "serait inadmissible de violer les droits démocratiques des citoyens d'autres nationalités". (*Vestnik Narodnogo Fronta* [Lettre du FP], numéro 4, 1988).

### Le programme économique du FP

Le programme économique du FP était clairement influencé par les idées de la social-démocratie scandinave. D'un côté, il prônait un "développement libre des coopératives et de la propriété individuelle et privée", ainsi que des "garanties constitutionnelles" pour l'entreprise privée ; de l'autre, il parlait de renforcer la sécurité sociale, les systèmes de santé et d'éducation, les garanties étatiques pour assurer un niveau de vie minimal pour tous les citoyens et défendait les principes de la justice sociale.

D'après les auteurs du projet de programme, la transition vers l'économie de marché devait se faire en maintenant un rôle majeur pour l'Etat. En fait, à bien des égards, les positions des organes dirigeants de la république allaient être renforcées par le transfert à l'Estonie de droits appartenant précédemment à Moscou. Il a été proposé que les leviers administratifs soient laissés aux autorités de la République pour intervenir dans l'économie au niveau des prix, des salaires, etc. En dernier lieu, le projet de programme du FP soulignait la nécessité d'une décentralisation, et d'une organisation à plus petite échelle des entreprises du secteur public. Le projet ne faisait absolument pas référence à l'auto-gestion des collectifs de travailleurs, ni à

la participation des travailleurs aux décisions économiques.

Même si les intérêts des autorités et des ministères de la république étaient incontestablement parmi les principaux facteurs pris en considération dans la formulation de ce document, on peut dire que les idéologues du Front sont restés sur les positions du socialisme démocratique et ont défendu les mêmes conceptions que celles de l'aile modérée de la gauche occidentale.

Naturellement, le Front populaire de Moscou, où l'influence des idées marxistes est beaucoup plus forte, ne pouvait endosser tous les points du programme estonien, mais était prêt à se solidariser avec lui sur toute une série de positions. Par conséquent, lorsqu'une délégation de moscovites a pris le train pour aller au congrès constituant des Estoniens, l'ambiance était à la joie. Le succès attendu des Estoniens semblait être le prologue des succès communs.

Pour les gens de Moscou, Léninegrad, Yaroslav, Minsk et autres, membres d'organisations "informelles" et représentants des comités d'organisation des Fronts populaires des républiques "slaves", la grandiloquence et le triomphalisme du Congrès estonien a été un réel choc. L'ordre parfait qui régnait dans ce gigantesque hall, où 3 500 délégués écoutaient attentivement la douzaine d'intervenants, formait un contraste radical avec ce que nous étions habitués à voir chez nous, bien que les militants de Yaroslav et de Kuibychev aient déjà une expérience de grands rassemblements et que ceux de Moscou et de Léninegrad aient tenu plus d'une "réunion" ou d'une "conférence".

### Ménager la chèvre et le chou

L'introduction prononcée par un des dirigeants du Front estonien, E. Saviisaara, était savamment équilibrée. Il a assez clairement fait allusion à la nécessité d'une transition à un système pluraliste, tout en signalant qu'il serait "inacceptable" d'aborder cette question "à la légère". Il a lancé un appel pour un dialogue avec la population de langue russe de la république. Il a critiqué les staliniens, les nationalistes et même les technocrates, en conseillant au Front "d'abandonner la politique des ultimatums". (*Vestnik Narodnogo Fronta*, numéro 11, 1988)

Il parlait assez calmement et sobrement, optant pour les formules les moins controversées, à tel point que les Russes qui sont habitués à des discussions passionnées et tranchantes et à une ambiance survoltée, ont rapidement trouvé son discours ennuyeux. Cependant, nous n'avons pas mis beaucoup de temps à saisir que derrière la placidité apparente du congrès, se dissimulaient de réelles passions. Les intervenants qui ont succédé à Saviisaara se sont mis à avancer reven-

dications sur revendication, dont seule une petite partie portait sur des questions sociales. Malgré l'appel au dialogue avec les résidents russes de la république, les représentants du Front ont adopté une position extrêmement tranchée envers ceux qu'ils qualifièrent dédaigneusement "d'immigrés".

La possibilité de chasser les Russes hors de la république fut envisagée. Le moins que l'on puisse dire, c'est que certains des moyens proposés ne se distinguaient pas par leur originalité. On proposa d'établir une citoyenneté de la république qui ne soit accessible qu'à ceux qui parlaient l'estonien, vivaient en Estonie depuis au moins 10 ans et qui "étaient loyaux envers la république" (!).

### Les primes de retour

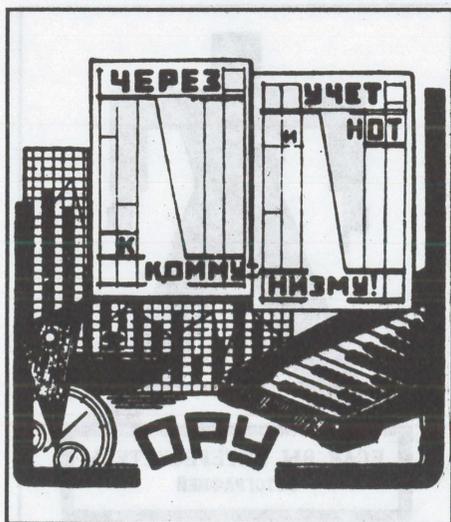
On discuta sur la possibilité de fermeture des grandes entreprises industrielles qui emploient une grande majorité de travailleurs russes. En même temps, on proposa qu'une somme de 10 000 roubles soit allouée, en guise de "frais de voyage", à chaque Russe quittant la république. Réunir cette somme dans chaque cas ne posera aucun problème à la république, puisque 16 000 roubles lui sont versées du budget central pour chaque travailleur russe venant en Estonie.

Aucun compromis ne fut accordé au nom de l'égalité nationale. Il ne devait y avoir qu'une seule langue officielle, l'estonien. Les 40% de la population qui parlent le russe allaient être privés du droit à la reconnaissance officielle de leur langue. On déclara, par ailleurs, que "l'objectif de chaque Estonien était une Estonie indépendante" (*Vestnik Narodnogo Fronta*, numéro 10, 1988) et que "nous voulons ressembler à la Finlande et à la Suède".

Cependant, comme tout le monde le sait, la Finlande ne dénie pas à sa minorité de langue suédoise le droit à l'égalité linguistique, alors que le mouvement national estonien ne laisse clairement aux voisins Russes établis dans la république, que le choix entre partir ou devenir des citoyens de seconde classe.

Il est clair qu'il ne s'agit pas ici des points de vue extrêmes dont l'expression est inévitable dans des organisations de masse. Les milieux officiels de la république ont pratiquement laissé entendre explicitement qu'ils partageaient la même opinion. Lorsque le Présidium du Soviet suprême de l'Estonie a formé une commission sur les problèmes linguistiques, seuls 3 de ses 20 membres étaient Russes. Et comme on pouvait s'y attendre, les conclusions de cette commission n'étaient que très légèrement différentes des propositions exprimées lors du Congrès du FP. Comme les *Izvestia* l'ont reconnu, les autorités de la république ont été incapables de surmonter la "méfiance de la population de langue russe". (*Izvestia*, 18 octobre 1988)

En réalité, la montée du nationalisme



estonien a provoqué une réaction correspondante chez les Russes et les autres minorités nationales. A Tartu, fut formé le "Mouvement internationaliste" (MI), dirigé par P. Kogan et l'Estonien sibérien A. Saj. Les dirigeants du MI ont déclaré qu'ils s'apprêtaient à soutenir les principes de base du programme économique et politique du FP. Mais ils se sont catégoriquement opposés à toute forme de discrimination contre la population de langue russe.

Les documents du MI précisent que la communauté de langue russe compose l'écrasante majorité de la population du nord-est de la république, et que toute politique qui porterait préjudice aux intérêts de cette population paralyserait le développement économique de cette région du pays. A bien des égards, le programme du MI semblait plus démocratique que celui du FP. C'est l'idée de droits civiques et culturels égaux et le multi-nationalisme qui y sont mis en avant.

### Un moindre mal

Certains ont avancé l'idée que le MI, avec ses mots d'ordre démocratiques et son attitude de dialogue avec le FP, pourrait devenir un "moindre mal", même pour les Estoniens. Si le MI échoue, alors son vide sera comblé par un nationalisme russe débridé. C'est ce que reflètent ouvertement les documents du "Front internationaliste" (FI) qui reconnaît le danger du développement "d'organisations chauvines et extrémistes" au sein de la population russe. (*Vpered*, 1er octobre 1988)

Cependant il faut bien reconnaître que malgré toutes les expressions démocratiques de leur programme, les dirigeants du FI sont perçus par l'opinion publique comme des conservateurs. Leurs formulations relèvent d'une franche nostalgie pour la "stabilité" du bon vieux temps, lorsque les droits de la population non-indigène étaient garantis en toute sécurité. Arnold Saj qui a discuté avec la délégation du Front populaire de Moscou lors de son passage au Congrès du FP, a donné l'impression d'être une personne totalement honnête mais fondamentalement conservatrice.

Une partie significative de l'intelligentsia technique et des travailleurs russes ne se sont pas réunis autour du MI mais du "Conseil unifié des collectifs ouvriers" (CUCO). L'élan pour la formation de cette organisation est venu d'un discours prononcé par le directeur de l'usine Dvigatel de Tallin (2). Dans ce cas-là, les revendications étaient des plus élémentaires : égalité entre les nations et les deux langues officielles, le russe et l'estonien. Sous la pression des dirigeants de la république et après discussion avec les représentants les plus modérés du FP, la direction de Dvigatel était prête à faire marche arrière sur ses formulations initiales, mais n'a plus été suivie, à ce moment-là, par les travailleurs. Près de 80% d'entre eux déci-

dèrent de continuer la lutte. Dans plusieurs autres usines, tant la force de travail que l'encadrement se mirent à l'œuvre pour soutenir la "déclaration" de Dvigatel.

Le CUCO qui est né au cours de cette campagne reconnut que "les intérêts de la population indigène avaient la priorité" mais déclara catégoriquement, par ailleurs, qu'il n'admettrait aucune "violation des droits de l'Homme" et demanda "l'adoption d'une loi qui protégerait les minorités nationales de tout débordement". (*Izvestia*, 18 octobre 1988) Derrière cette belle unanimité des travailleurs et de l'encadrement, se cachent des intérêts non seulement nationaux, mais aussi économiques.

L'usine en question est essentiellement sous le contrôle de l'Etat central, produit pour le marché russe, en relation avec des dizaines de fournisseurs et de clients dans les autres républiques. D'après la direction de l'entreprise, "l'estonisation" de l'affaire "pourrait tourner à une catastrophe économique".

La situation a empiré et ce qui s'est passé lors des sessions du Congrès du FP n'a pas calmé les passions. Une représentante de l'organisation du FP de la région de Kohtla-Jarve (partie de l'Estonie à prédominance russe) a déclaré ouvertement à la tribune qu'elle "commençait à avoir peur". Une autre victime de l'euphorie nationaliste a été l'aile gauche du Front. Rem Bljum, un philosophe marxiste de Tartu, l'un des fondateurs du premier groupe d'initiative du FP dans la république, n'a même pas été élu au comité dirigeant du Congrès.

"Avez-vous remarqué qu'aucun délégué n'a utilisé le terme 'camarade' lors de son intervention au Congrès ?" demandait-il aux invités russes égarés, "c'est symptomatique". Ce n'est pas seulement le courant marxiste du Front, déjà traditionnellement assez faible, qui a reculé, mais même les idées social-démocrates ont perdu leur influence. Plusieurs des propositions économiques qui ont été avancées par les délégués et mécaniquement intégrées dans la conception de "l'auto-financement de la république" et du "miracle estonien", revenaient à barricader l'économie estonienne contre le marché de l'Etat central, à réduire au minimum les échanges avec les autres républiques, dans l'attente impatiente des grands succès que remporterait l'Estonie sur les marchés étrangers, c'est-à-dire en Occident.

### Pas d'idées générales

Tous les idéologues du FP étaient convaincus qu'un tel succès serait magnifique, bien que nul n'ait formulé ne serait-ce que l'esquisse des idées générales d'une future politique du commerce extérieur. Comme le disait V. Ponomarev, un économiste du Front populaire de Moscou, "ce programme n'est ni de droite, ni de gauche, il est tout simplement incompetent".



Ce fut un curieux congrès dont l'étrangeté n'a pas frappé que les Russes mais aussi les journalistes étrangers. Presque personne ne critiqua les dirigeants du Front. Il n'y eut pratiquement pas de débat stratégique ou tactique. Seules des formulations individuelles sur le programme furent discutées. Les candidats à la direction du FP furent automatiquement inclus dans le Conseil des plénipotentiaires, sans même un vote à bulletin secret, et malgré le fait que certains d'entre eux n'aient reçu que très peu de voix. L'administration et le Conseil des plénipotentiaires, fraîchement élus, montèrent sur scène avec un accompagnement musical et entourés de belles filles en costume national. Des portraits de Savisaara et du "numéro deux dans le FP", Marju Lauristan apparurent tous les jours dans les pages du *Vestnik Narodnogo Fronta*, qui devint quotidien durant le congrès. Tout cela était des réminiscences de théâtre, même si le metteur en scène semblait être assez naïf.

### Des pensées politiques différentes

Dans le train qui ramenait les invités à Moscou, l'ambiance n'était malheureusement plus aussi joyeuse qu'à l'aller. Les différences entre le Front populaire estonien et celui de Moscou avaient éclaté au grand jour, et pas uniquement au niveau des formulations programmatiques (plus "à gauche", moins "à droite"), mais au niveau de la pensée politique. Presque tous les invités étaient remplis de sentiments contradictoires en rentrant à la capitale.

D'un côté, ils avaient vu des rassemblements de masse à Tallin, une réelle confrontation d'idées et de programmes, et des activités légales de plusieurs organisations de masse non-officielles. A côté des 60 000 membres du FP et du MI fort de ses 12 000 membres, les "Verts" sont aussi actifs, tout comme un petit parti pour l'indépendance na-

2) Une usine de locomotive fondée en 1893 et traditionnellement l'un des principaux centres de l'industrie estonienne.

tionale. Tout cela témoignait d'une réelle démocratisation qui aurait été impensable sans le succès du FP. Mais d'un autre côté, il était difficile de ne pas voir de nouveaux dangers, des tendances antidémocratiques créées par l'effervescence des sentiments nationaux, du provincialisme et en même temps l'incompétence de plusieurs des dirigeants du FP.

Une image semblable accueillait, quelques semaines plus tard, les militants moscovites qui se rendirent au congrès du Front letton. De retour chez eux, ils dirent lors d'une réunion du Front populaire de Moscou, que "c'était la même chose qu'en Estonie, mais avec une organisation encore pire que là-bas".

Malgré de radicales résolutions sur la justice sociale, les droits civiques et la démocratisation, fut également adoptée lors de ce congrès, la résolution numéro 8 sur la "limitation de l'immigration", qui caractérise les Russes qui viennent dans la république comme une "grande masse de gens mal éduqués et non-qualifiés" qui menacent les intérêts vitaux du peuple letton. La résolution précise que "seuls les résidents permanents de la république" seraient autorisés à étudier dans les institutions scolaires lettonnes et que toutes les organisations du Front populaire devaient "adopter une attitude intransigeante sur cette question".

### Des inquiétudes chez les Russes

Bien entendu, de telles résolutions ont d'abord suscité des inquiétudes, puis des protestations chez les Russes, surtout dans la mesure où un certain ton insultant se dégageait du Congrès. L'un des intervenants a proposé que l'on érige des statues partout dans le pays, au dictateur d'avant-guerre, Ulmanis, (3) et un autre déclara que finalement, les occupants allemands n'avaient pas été aussi mauvais qu'on avait bien voulu le dire.

Le 14 octobre, fut constitué le comité organisationnel du Front international letton (FIL), avec des représentants de 154 instituts et entreprises de Riga, Liepaja, Cesis et Kraslava.

Le 16 octobre, dans le programme radiophonique intitulé *Labvakar* (Bonsoir), fut lue une brochure d'une association nommée "Slaves", appelant les Russes à descendre dans la rue le 22 octobre pour "faire face" aux Lettons.

L'appel des "Slaves" n'a pas reçu le soutien du FIL qui a appelé ses partisans "à vaquer à leurs occupations quotidiennes le 22 octobre, à ne pas faire de 'contre-manifestations' ou de 'contre-rassemblés' et à ne pas se laisser manipuler par des provocateurs" (*Sovietskaya Latvija*, 10 octobre 1988). Par rapport à l'agitation provocatrice des "Slaves", le FIL est apparu comme un mouvement modéré et constructif. Mais la confrontation entre les communautés russes et lettonnes avait déjà commen-

cé à se développer conformément aux lois inhérentes à ce genre de situation. Dans ce contexte, le Congrès du Mouvement lituanien pour la *perestroïka*, "Sajudis" (l'équivalent local du FP) s'est distingué par le réalisme et la modération de ses revendications nationales. La résolution numéro 7 sur les relations interethniques a été formulée dès le départ de façon à rassurer la population non-indigène, en insistant sur sa position d'égalité dans la république.

Il faut signaler que les Lituaniens avaient beaucoup moins de raisons de s'inquiéter. Ils forment la majorité écrasante dans leur pays. Par ailleurs, les Russes, les Juifs et les Polonais n'ont jamais formé un ensemble et n'ont donc jamais eu la possibilité de faire de la concurrence aux Lituaniens. Des brochures anti-Russes et anti-Polonais, déposées à la place centrale de Vilnius, la capitale, ont été déchirées par les militants du Sajudis et condamnées lors du Congrès comme "provocatrices".

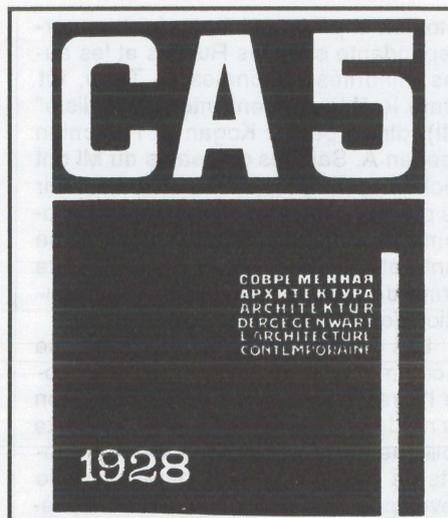
Malgré tout, l'enthousiasme national était également à l'honneur lors du Congrès du Sajudis. Les uns après les autres, les intervenants ont fait de jolis discours, poétiques mais plutôt abstraits, sur "notre Lituanie natale". Avant l'ouverture du Congrès, la direction lituanienne officielle a décidé de restaurer le drapeau national qui a été hissé sur l'ancienne tour Gediminas. Peu après, A. Brazauskas, le dirigeant du Parti qui venait d'être élu, a annoncé à la grande joie des militants du Sajudis, que la vieille cathédrale de Vilnius allait être restituée à l'Eglise catholique.

Durant le Congrès, une atmosphère de vacances régnait dans toute la ville. Les gens marchaient dans les rues en arborant le drapeau national et en chantant des chants nationaux. Des festivités nationales ont eu lieu le soir, place de la Cathédrale, et des feux d'artifices ont été tirés de la tour Gediminas. Le Congrès a été retransmis par la radio et la télévision et des haut-parleurs ont été installés dans les rues où la foule se bousculait pour pouvoir entendre ce qui se passait dans la salle du Congrès. Personne n'a manifesté d'hostilité envers les Russes. Mieux encore, tout le long du Congrès, les militants du Sajudis et les représentants de Moscou ont pu établir de proches relations de camaraderie.

### Un programme vague

Ceci dit, il est plus facile d'exhiber le drapeau national dans la capitale que de résoudre les vrais problèmes. Le ton abrupt et le caractère abstrait du programme du Sajudis ont peut-être permis de rassembler les couches les plus larges de la population mais constituent également ses points faibles.

Les autorités, quant à elles, ont immédiatement senti la vulnérabilité du mouvement et ont fait tout leur possible, appelant au dialogue et à la coopération,



pour s'assurer qu'il se limiterait à des gestes symboliques. Un représentant de la ville de Kaunas, le militant ouvrier K. Uokas, nous en a parlé amèrement. Les autorités ont répondu aux mots d'ordre du Sajudis par d'autres mots d'ordre appelant à la loyauté envers la mère-patrie, à faire vœu de loyauté envers notre Lituanie natale, avec des gestes et des revendications symboliques.

Même si les dirigeants du Sajudis faisaient référence aux options socialistes de leur programme, ils n'ont pas été en mesure de soumettre aux délégués du Congrès leur propre stratégie de développement du socialisme en Lituanie et en réalité, ils ont laissé l'initiative à la nouvelle direction du Parti, qui n'a pas non plus été capable de présenter quelque chose de concret.

### Apprendre des erreurs des autres

De toute façon, le mouvement lituanien était avant tout préoccupé par ses propres problèmes. Un membre du groupe d'initiative, Arvidas Juozaitis, a ouvertement déclaré aux gens de Moscou qu'il "ne s'intéressait pas aux problèmes russes". Par conséquent, beaucoup de militants de Moscou qui espéraient que les Fronts baltes allaient devenir des locomotives qui "pousseraient tout le mouvement en avant" ont vu manifestement leur rêve s'effondrer.

"Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes", laissa échapper le philosophe Mikhail Malyutin, en résumant les discussions au sein de la gauche moscovite : "malgré toute la faiblesse du Front populaire de Moscou, nous avons au moins un avantage, nous pouvons tirer des leçons des erreurs des autres peuples".

Octobre 1988

3) Le général Ulmanis était à la tête du gouvernement qui proclama l'indépendance en 1918. Il a combattu les bolchéviques avec l'aide des corps francs allemands et d'une armée germano-balte. Dirigeant d'abord la Ligue paysanne et Premier ministre, il fit un coup d'Etat en 1934, abolit la vie parlementaire et installe une féroce dictature. Il devient Président en 1936.

# Pour un débat sur la question nationale en URSS

A propos de l'article de Boris Kagarlitsky

**IL FAUT ECLAIRER** autant que possible de "l'intérieur" les problèmes qui se posent en URSS et la façon dont ils sont perçus. L'interview sur les Fronts populaires et l'article ci-joint de Boris Kagarlitsky versent au dossier d'un débat nécessaire, le point de vue d'un dirigeant du Club d'initiative socialiste (KIS) de Moscou. C'est précisément parce qu'il s'agit d'un militant connu pour son point de vue de classe et internationaliste, qu'il est important de discuter certains aspects de son jugement.

Catherine VERLA

**N**OUS NE SOULEVERONS ici qu'un seul point : il n'y a pas d'égalité des nations et des langues en URSS. Kagarlitsky revendique dans ce texte une telle égalité. Mais il le fait sans prendre en compte le statut différent dès le départ, de la langue russe par rapport à toutes les autres. Il traite donc de façon symétrique les questions (réelles) que posent les minorités russes hors de la république russe, et les autres nationalités et langues. La dissymétrie existante suggère au contraire un traitement différent des problèmes selon qu'il s'agit de nationalités/langues dominantes ou dominées.

## Se garder de tout simplisme

Le russe a été, comme on le sait bien, un véhicule de la domination stalinienne. Il demeure, notamment au sein de l'armée, un instrument de centralisme bureaucratique.

Mais il convient de se garder de tout simplisme :

D'une part, pour la bureaucratie l'essentiel tient à ses privilèges et donc au pouvoir politique, et les moyens importants : sur ce plan-là, le pragmatisme est la règle. Si le nationalisme grand-russe a bien "collé" aux caractéristiques centralistes oppressives de la montée du stalinisme, le constat des tensions nationales centrifuges a pu et pourra imposer à la bureaucratie la recherche de médiations nationales (voire nationalistes) pour consolider son propre pouvoir.

La bureaucratie "nationale" brejné-

vienne la plus corrompue a dominé le Kazakhstan ou encore aujourd'hui l'Ukraine.

## "La question russe"

D'autre part, la domination russe ne signifie pas que la population russe soit favorisée. Elle ne l'est pas nécessairement quant aux choix de développement planifiés. Et elle a "partagé" avec les autres, et même aux premières loges, la répression et l'oppression stalinienne.

L'impact de l'organisation nationaliste grand-russe antisémite Pamiat et de ses écrivains "villageois" de renom, comme Valentin Raspoutine, exprime d'une façon réactionnaire, les sentiments diffus d'une population au départ massivement paysanne et religieuse dans sa culture, brutalement soumise à la collectivisation forcée et à la répression bureaucratique contre l'Eglise, elle interprète sa propre oppression comme une "question russe".

Boris Kagarlitsky a également raison de dire dans cette interview que les Russes hors de Russie sont loin d'être toujours et partout en position dominante. Et il est vrai que les travailleurs immigrés d'Estonie sont des ouvriers russes non-qualifiés et qu'ils composent de fait la majorité de la classe ouvrière des grandes entreprises de cette République. Ils ne sont pas responsables de cet état de fait. La politique de russification n'en est pas non plus totalement (ni même peut-être d'abord) la cause : le pouvoir attractif d'une république plus développée que la Russie (offrant un meilleur niveau de vie et des emplois) est suffisant pour comprendre cette



tendance. Le centralisme bureaucratique a facilité le processus en finançant de façon planifiée les embauches et les logements de ces travailleurs.

Mais il n'en demeure pas moins une situation dominante du russe au plan de la Fédération, et parfois régionalement. Dès lors, même en dehors d'une politique volontaire de russification, les automatismes favorisent le russe par rapport à toute autre langue, même si le droit est égal. Autrement dit, dans ces conditions d'inégalités, la liberté de choix est oppressive pour les langues minoritaires. Concrètement, le russe étant un véhicule socio-économique facilitant la mobilité d'une République à l'autre, le libre choix de la langue pousse à apprendre plutôt le russe.

## Quelle égalité ?

Kagarlitsky utilise dans son article un argument "d'égalité des droits civils et culturels" que les anglophones utilisent aussi au Québec, prenant appui sur la liberté (individuelle) de choix et le droit (de chacun, supposé être l'égal de l'autre...) d'utiliser "sa" langue. Les droits individuels se heurtent ici à la protection de communautés menacées. La minorité anglophone du Québec qui est dominante au Canada, comme la minorité russe en Estonie qui est dominante centralement (et qui s'avère déjà ou peut s'avérer être aussi majorité dans certaines régions d'Estonie ou de Lettonie) ne peut pas être traitée de la même façon que les "vraies" minorités en général. En bref, il y a un problème de protection spécifique contre la force du russe.

A cela se mêle évidemment les crimes politiques du passé stalinien. L'assimilation forcée des républiques baltes à l'URSS impose une reconnaissance particulière des sentiments nationaux qui s'y expriment. Le rôle de la gauche en Russie notamment, consiste sans aucun doute d'abord à expliquer ce passé à la classe ouvrière russe d'Estonie et à lui faire admettre le nécessaire respect de la priorité à la langue esto-

nienne au sein de la république et au-delà, le droit à l'autodétermination des Estoniens.

Certes, réciproquement, les Estoniens ont tout intérêt à gagner à leur cause la classe ouvrière de leur république et de l'URSS en général, ne serait-ce même que pour établir un rapport de forces face à la bureaucratie. Le contexte actuel de la *glasnost* favorise la généralisation de la lutte antibureaucratique à toute la Fédération, et aux autres pays de l'Est. Mais il impose aussi qu'on lie indissolublement questions sociales et revendications démocratiques, politiques et nationales.

C'est pourquoi Kagarlitsky a raison de s'inquiéter de la dimension sociale du programme du Front estonien (mais le problème se pose partout) et de la lutte pour une redéfinition d'ensemble des rapports entre nationalités au sein de l'URSS et, nous ajouterons, entre pays dits socialistes. Les manipulations bureaucratiques peuvent exploiter les sentiments nationaux des uns et des autres dans le sens de diviser pour mieux régner. On ne doit avoir à cet égard aucune complaisance. Sur ce plan également, l'article de Kagarlitsky est utile. En revanche, il ne faudrait pas que le point de vue de la classe ouvrière (russe) se traduise par le traitement symétrique d'une réalité nationale profondément inégale.

Tout cela ne dit pas quelle serait la meilleure forme démocratique des liens entre nationalités et comment il convient de combiner un point de vue de classe et des points de vue nationaux au sein d'une Fédération soviétique démocratique. La reconnaissance d'un droit de veto pour les républiques sur les questions les concernant, accompagné de formes de contrôle populaire réel sur les représentants "nationaux", serait sans doute un moyen d'établir la confiance. (Les votes majoritaires peuvent être éminemment oppressifs en matière nationale...).

C'est aux intéressés eux-mêmes d'en décider et de constater si la bataille est vaine ou non au sein de la Fédération... Mais l'acceptation de l'union avec les nations dominantes implique nécessairement pour ces dernières des concessions et la pleine reconnaissance de l'identité et des droits des nationalités jusque-là dominées. ■

13 février 1989



## URSS

# Programme du Front populaire D'Estonie

**CE PROGRAMME comporte neuf chapitres : principes généraux, système politique, éthique, question nationale, économie, justice sociale et bien-être, droit de l'Homme, culture et perspectives. (1)**

**En voici quelques extraits :**

### DOCUMENT

● **I** - Le FP (...) est un mouvement tendant à la restructuration de l'ensemble de la société socialiste d'après les principes de la démocratie et de l'humanisme, à la réalisation de la volonté du peuple à travers ses représentants élus et au contrôle par la société de l'activité des institutions étatiques. Le FP représente la garantie sociale de l'édification d'un Etat de droit (...)

Le programme vise en premier lieu à la réalisation, dans les faits, de la souveraineté politique, économique et culturelle de la République socialiste soviétique d'Estonie au sein de l'URSS en tant qu'union de républiques. Cela signifie... (et aussi) le passage de la RSS d'Estonie à une totale autonomie économique (...).

Le Parti communiste agit sur le FP par la voie démocratique de l'activité des communistes membres du FP (...).

● **II** - (...) Il convient de réaliser pleinement le slogan politique originel "tout le pouvoir aux soviets". Pour cela, il faut en premier lieu assurer une base démocratique au système électoral soviétique (...). Le FP considère qu'il est contraire à l'expérience démocratique internationale, qu'une seule organisation politique ait le droit de diriger l'Etat et la vie sociale sans en avoir reçu les pleins pouvoirs, du peuple, au travers d'élections générales et démocratiques (...).

● **III** - (...) Le FP exige la suppression de tous les actes normatifs qui limitent, directement ou indirectement, les libertés civiques garanties par la Constitution, il reconnaît le rôle de l'Eglise dans l'assainissement moral de la société et la diffusion des valeurs humanistes communes (...).

● **IV** - (...) Le FP juge nécessaire d'apporter à la Constitution de l'URSS des modifications qui garantissent la

souveraineté des républiques fédérées, c'est-à-dire leur autonomie en matière de développement de leur nationalité et de résolution des problèmes de la république, notamment de développement sans entraves de tous les peuples soviétiques, leur langue et leur culture. La garantie en serait la reconnaissance par la Constitution de la langue nationale comme langue d'Etat des républiques, l'établissement d'une citoyenneté de la république fédérée et la défense des symboles nationaux (...).

● **V** - (...) Le FP soutient la lutte des organismes dirigeants et des entreprises de la RSS d'Estonie en faveur de l'attribution aux instances compétentes de la république de la direction de l'économie. Il convient que deviennent de la compétence de la république la détermination des prix et tarifs, le montant des impôts, des salaires, comme la politique des crédits (...) Le FP considère comme répondant le mieux aux intérêts de notre république et de notre peuple le concept IME (2) de l'autonomie régionale de la RSS d'Estonie, dont la mise en vigueur constitue la condition indispensable et la part intégrante de la souveraineté de la RSS d'Estonie (...) Le FP soutient (donc) la pluralité des formes de propriété, y compris le libre développement de la propriété coopérative, individuelle et privée.

● **VI** - (...) Le FP juge nécessaire d'établir l'égalité complète pour la femme, partant du droit de la femme elle-même à choisir le rôle social qui lui convient. La société doit fournir les conditions pour le libre accomplissement du rôle de la mère. Il est impossible, par le seul moyen d'appels, d'obtenir l'accroissement de la natalité, de résoudre le problème de l'activité professionnelle des femmes et autres questions sensibles.

(...) Le FP lutte pour la paix, et soutient la proclamation de tous les pays de la Baltique et de la mer en tant que zone dénucléarisée du Nord ainsi que le retrait des armements nucléaires placés sur le territoire de la RSS d'Estonie.

1) Nous en reproduisons ici la traduction faite pour La Nouvelle Alternative, par Tania Mathan.

2) Nom du plan ébauché par 4 économistes estoniens allant dans le sens d'une économie de marché. IME., signifie à la fois économie autonome et merveille.

● **VII** - (...) Le FP exige que les répressions massives de 1941 et 1949 ainsi que les autres crimes du stalinisme soient déclarés crimes contre l'humanité et que soit rendus publics les noms des coupables et des exécutants. Il convient de publier des listes de victimes des crimes staliniens et de pérenniser leur souvenir, de dédommager ceux qui ont souffert de préjudices matériels et moraux (3).

(...) Le FP considère que le service militaire actif n'est pas adapté à la situation actuelle. Il demande que la possibilité soit donnée aux appelés d'accomplir leur service sur le territoire de leur propre république et qu'ils puissent utiliser leur langue maternelle aussi bien que le russe. Le FP soutient le projet d'un service civil pour les jeunes gens qui, en raison de leurs convictions religieuses ou autres, refusent de porter les armes (...)

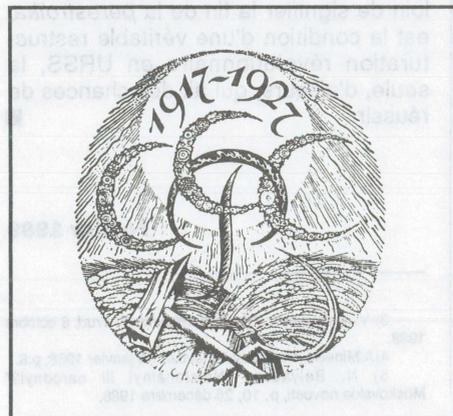
● **VIII** - (...) Le but du FP est que tous les groupes nationaux vivant en Estonie se sentent assurés de leur culture nationale. Le véritable internationalisme, dont la signification première est la tolérance entre nations, naît de la connaissance de sa propre culture nationale et du respect qui lui est dû.

(...) Le FP défend l'extension dans tous les domaines de la langue estonienne comme premier porteur de la culture nationale et son rétablissement dans tous les secteurs de la vie publique.

● **IX** - (...) Estimant que le pluralisme politique est le fondement de la démocratie, le FP se considère comme le point de départ de nouveaux groupements politiques susceptibles d'apparaître. Il se fixe comme but l'édification d'une Estonie nouvelle, fondée sur un pouvoir authentiquement populaire, et admet en conséquence qu'au cours du développement d'une société démocratique un mouvement populaire fondé sur l'initiative civique puisse ne plus avoir sa place dans l'avenir de l'Estonie (...). ■

**Molodej Estonie;**  
19 août 1988

3) Plus loin, le programme réclame également la réhabilitation — après révision de leur procès — des "dissidents" de l'époque plus récente.



**URSS**



## Montée des conflits du travail

**DEPUIS PLUS D'UN AN, L'URSS connaît sa plus grande montée de conflits du travail depuis un quart de siècle. La source du mécontentement est la réforme salariale, une restructuration en profondeur des rapports à l'intérieur des entreprises, qui vise à resserrer le rapport entre le travail fourni et la rémunération, devenu trop lointain, surtout sous Brejnev.**

**David SEPPO**

**E**N EFFET, dans le "système dirigiste", les rapports conflictuels entre les travailleurs et la direction étaient atténués par la forte collusion existant entre les deux parties pour cacher les réserves de productivité existantes aux instances supérieures qui décident des objectifs de production des entreprises. La direction faisait de son mieux pour donner aux travailleurs un salaire stable et relativement plus élevé (quoique fortement rongé par l'inflation). Elle tolérait également certaines infractions à la discipline. De leur côté, les travailleurs aidaient la direction à atteindre les objectifs du plan en tolérant le non-respect de la législation du travail et de mauvaises conditions de travail.

### Lier les revenus aux performances

La réforme veut aussi lier le revenu des travailleurs à la performance des entreprises, qui auront plus d'autonomie dans un contexte de marché. Le but est de créer un intérêt commun entre la direction et les travailleurs pour trouver et utiliser des réserves de productivité, afin d'augmenter l'efficacité économique des individus et des entreprises et de produire des biens de qualité qui répondent aux intérêts de la société.

Les mesures d'autogestion qui font partie de la réforme découlent logiquement de ce dernier but. Selon Gorbatchev, les travailleurs devraient pouvoir influencer le choix du directeur et contrôler son activité, puisque leur bien-être va dépendre des capacités de la direction. C'est une condition politique nécessaire pour que les travailleurs ac-

ceptent les autres aspects de la réforme. Mais il y a également une logique économique : le but de l'autogestion est de surmonter l'aliénation des travailleurs face à la direction, de cultiver un sentiment de responsabilité commune envers le destin de l'entreprise.

La réforme envisage deux mesures d'autogestion : l'élection des gestionnaires et l'élection de conseils des travailleurs qui participeront à la prise des décisions et contrôleront leur exécution. De plus, une campagne se mène dans la presse syndicale pour la démocratisation des syndicats. Qu'en est-il en pratique ? Le directeur de l'Institut des sciences sociales du Parti communiste a avoué que "*la participation des travailleurs à la gestion reste un vœu, un but, plutôt que d'être une réalité*" (1). Selon les sondages, les conseils des travailleurs ont peu d'impact sur la vie des entreprises. Quant aux syndicats, ils restent, comme avant, solidaires de la direction. Un sondage mené par le Conseil central des syndicats n'a trouvé qu'un ou deux travailleurs sur cent rapportant leurs griefs salariaux au syndicat (2).

### La réforme a élargi le gouffre

Au lieu de créer une nouvelle solidarité entre les travailleurs et les gestionnaires pour améliorer la performance des entreprises, la réforme a élargi le gouffre entre travailleurs et direction, a renforcé l'attitude du "*nous contre eux*" et augmenté le nombre de conflits du travail. Elle a miné les anciennes bases de collusion et de corruption, sans pourtant créer de nouvelles bases de collaboration économiquement saine.

Cela explique sans doute les faibles résultats des appels à la démocratisation des syndicats : dans des conditions où les conflits vont en s'intensifiant, ni la direction politique ni, bien sûr, les directeurs d'entreprise, ne voient d'intérêt réel à faciliter l'organisation indépendante des travailleurs. Cela pourrait non seulement saboter la réforme (telle que présentement conçue), mais aussi menacer la stabilité politique.

Quelles sont les différentes sources de conflits ? L'une des sources importantes est l'application arbitraire et illégale de la réforme salariale. Agissant à l'encontre de la loi, sans consulter les travailleurs, les directeurs annoncent une rétrogradation générale à des niveaux de qualification inférieurs. C'est un moyen facile pour se conformer, formellement, à la réforme qui exige une augmentation des salaires de base, accompagnée d'un resserrement des normes et d'une vérification soignée des qualifications des travailleurs. Le résultat est un accroissement des cadences (*speed-up*) sans contrepartie salariale.

1) ZH. Toshchenko, "Soznanie, nastrœenie, deistrivie" *Agitator*, numéro 12, 1988, p. 11.

2) E. Terentev, "Sotsialnaya sfera i profsoyuzy" *Trud*, 8 juillet 1988.

En l'absence de syndicats pour les défendre, les travailleurs ont recours aux journaux, aux instances politiques supérieures, et à la grève, de plus en plus fréquente. Dans les rapports publiés, les autorités supérieures interviennent pour corriger les choses. Il est difficile de savoir si cela se produit souvent.

Mais le problème va plus loin que l'arbitraire des directions. La réforme veut mettre fin à la pratique d'assigner aux travailleurs des grades plus élevés que ceux mérités. C'était un moyen couramment utilisé par les entreprises dans les conditions de pénurie de main-d'œuvre créées par les systèmes "dirigistes" pour attirer des travailleurs. De façon plus générale, la réforme demande aux travailleurs d'accepter un *speed-up* ou une baisse des primes afin de mettre fin aux "injustices du passé" et pour restaurer le principe de "justice sociale" — "à chacun selon son travail" (une formule ouverte à des interprétations divergentes, selon les intérêts en question).

### Faire payer aux travailleurs

Du point de vue des travailleurs, la véritable injustice consiste à leur faire payer des pratiques issues d'un système de gestion économique introduit et maintenu dans l'intérêt, non pas des travailleurs, mais de la bureaucratie. Pourtant, le régime ne demande pas aux véritables responsables des "injustices du passé" de faire des sacrifices. On parle d'une réduction importante du personnel administratif, mais cela touchera à peine les rangs supérieurs, tandis que les privilèges matériels de la bureaucratie, envers lesquels la haine populaire est très profonde, restent largement intacts.

Par conséquent, les travailleurs, réagissant contre ce qu'ils considèrent comme une abrogation unilatérale d'une entente qui a longtemps réglé les rapports à l'intérieur des entreprises, abandonnent leur ancienne attitude conciliatrice envers les carences de la direction et ses violations de la législation du travail. En même temps, la libéralisation politique et le discours officiel concernant la démocratie politique sont en train de créer un sentiment nouveau de ce qui est possible dans un affrontement avec la direction. Des conditions et des pratiques qui ont été tolérées, bon an mal an, dans le passé, deviennent donc maintenant des motifs de conflits ouverts.

C'est le cas surtout des heures supplémentaires, conséquences de l'incapacité du système d'assurer un rythme normal de production : au "temps mort" du début du mois ou du trimestre succèdent les cadences précipitées à la fin de ces périodes. Cela nécessite de longues heures supplémentaires durant la semaine et les week-ends. Mais même quand ce temps supplémentaire est payé à un taux plus élevé, cela ne compense pas toujours la perte de salaire due au "temps mort" ni les ravages causés dans

la vie personnelle des travailleurs. Si ces pratiques, pour la plupart illégales, ont été plus ou moins tolérées sous l'ancien système, c'est de moins en moins le cas aujourd'hui. Les travailleurs demandent aux gestionnaires de "mettre de l'ordre" dans la production.

Quant à l'autogestion, cet aspect de la réforme se heurte à la résistance des directeurs. On peut les comprendre : puisque l'ancien système de gestion centralisée reste encore en place, avec toutes les contraintes et les pressions extérieures sur l'entreprise que cela entraîne, donner une voix réelle aux travailleurs compliquera trop la vie des directeurs, les privant de la flexibilité nécessaire pour atteindre les objectifs du plan dans des conditions d'approvisionnement matériel irrégulier.

Mais même dans les rares cas où la direction encourage la participation ouvrière, les travailleurs sont souvent peu enclins à mordre à l'hameçon. Dans des conditions où les ministères déterminent encore largement le destin de l'entreprise, l'autogestion est perçue comme un piège pour convaincre les travailleurs d'assumer la responsabilité d'une situation qu'ils ne peuvent pas contrôler. Ainsi, dans les rares entreprises où l'autogestion fonctionne, un nouveau type de conflit surgit : travailleurs et directeur contre ministère, autour des objectifs du plan et des tentatives de rejoindre des entreprises faibles à des entreprises performantes, etc.

### L'autonomie des entreprises

Il y a effectivement des travailleurs, dans la couche la plus qualifiée et dans les usines qui seraient bien placées dans le cadre d'une réforme du marché, qui considèrent l'autonomie des entreprises, dans un contexte de marché, comme la bonne solution. Mais, l'exemple de la Yougoslavie a montré que cela n'est qu'une impasse. En dernière analyse, le marché est en contradiction avec l'autogestion, puisque les travailleurs, quand ils détiennent le pouvoir dans l'entreprise, s'en servent pour garantir leurs emplois et leurs salaires. En d'autres termes, avec l'autogestion on ne peut avoir ni marché du travail, ni marché du capital.

En réalité, la plupart des travailleurs se méfient de la réforme du marché, telle que conçue actuellement par le régime. Ils craignent que cette réforme ne mine les garanties sociales existantes. Selon un spécialiste de l'Institut syndical à Moscou : "*Le nouveau système de comptabilité des entreprises et la nouvelle législation du travail posent, sous une forme plus urgente, le problème de la protection sociale des individus : L'humanisme des principes socialistes ne sera-t-il pas sacrifié, en pratique, sur l'autel du gain économique ?*" (3). Il ne s'agit pas de rejeter le marché en tant que tel. La question est de savoir si le

marché imposera ses critères de rationalité à la société ou si la société subordonnera le mécanisme du marché au type de développement qu'elle aura collectivement choisi. La question est celle de la démocratie — à tous les niveaux de la gestion économique.

La réforme salariale, en brisant les liens de collusion, a, en quelque sorte, libéré la conscience ouvrière. Pour l'instant, les conflits restent locaux. Mais déjà il y a des tentatives d'organisation ouvrière indépendante au niveau des villes.

### La formation des groupes ouvriers

Dans la ville de Yaroslavl, un "groupe ouvrier", composé de délégués des entreprises, a adhéré au "Front populaire" de la ville. (Ce dernier est un mouvement indépendant de citoyens formé suite à un meeting de masse, le 8 juin 1988, convoqué pour protester contre l'"élection" à la 19e conférence du Parti du premier secrétaire, détesté, du comité provincial.) La force agissante de ce "groupe ouvrier" est le club des travailleurs de l'immense usine de moteurs, qui a connu une grève de sept jours à la fin 1977 contre la tentative de la direction d'imposer 15 samedis travaillés en 1988. Un autre "groupe ouvrier" a été formé dans la ville d'Andropov (4). Vers la fin 1988, à Kaunas en Lituanie, 300 délégués de 70 entreprises ont fondé l'Union des travailleurs de Kaunas, dont le but est de "*lutter pour la restructuration des comités syndicaux, pour la restructuration correspondante du contenu des journaux locaux des entreprises, et pour la défense des droits des travailleurs contre l'arbitraire des directions*" (5). D'autres unions sont en train de se former à Vilnius et Klaipeda, également en Lituanie.

Une mesure impopulaire, venant du centre, et qui touche directement la situation des travailleurs, comme la réforme des prix, pourrait fournir l'étincelle à une mobilisation ouvrière à grande échelle. Dans la population, l'opposition à une telle réforme est très forte. Déjà la colère populaire monte face à l'inflation qui ronge les salaires et à la tendance des entreprises à cesser de produire les biens de consommation les moins chers. Une telle mobilisation populaire, loin de signifier la fin de la *perestroïka*, est la condition d'une véritable restructuration révolutionnaire en URSS, la seule, d'ailleurs, qui ait des chances de réussir. ■

Février 1989

3) V. Vishnyakov, "Prostilili trebovat ?", *Trud*, 6 octobre 1988.

4) A. Mineev, *Moskovskie novosti*, 15 janvier 1988, p.8.  
5) N. Belyaeva, "Natsionalnyi ili narodnyi?" *Moskovskie novosti*, p. 10, 25 décembre 1988.

# Les réformes en URSS



**REUNI AU MOIS de décembre 1988, le Comité exécutif international (CEI) de la IVe Internationale a discuté et adopté la ligne générale de la résolution suivante, comme première étape de la discussion pour le Congrès mondial. Le débat se poursuit. Des contributions seront faites, notamment sur la question nationale et la politique extérieure.**

## DOCUMENT

### I — Cadre général

**1** — Les bouleversements qui s'opèrent aujourd'hui en URSS sont un des événements majeurs de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle : crise sans précédent de la domination bureaucratique tant en URSS que dans les pays du glacie et dans leurs rapports réciproques ; nouvelle expression de la politique de coexistence pacifique aux effets contrastés dans les pays dépendants et transformant l'image de l'URSS. (Voir par exemple le retournement de l'opinion publique dans les pays capitalistes développés).

**2** — L'aspect cumulatif d'échecs économiques est évidemment un élément majeur de la crise que traverse l'Union Soviétique, mais ce qui en fait la profondeur, c'est la crise de légitimité sans précédent que connaît le régime. Ses conséquences sont encore difficilement mesurables.

**3** — Dans un climat de mécontentement de toute la société, les sources du bouleversement actuel combinent une pression sociale croissante de couches de la nouvelle génération de la bureaucratie et de l'intelligentsia pour un mieux être matériel et culturel — voir moral — avec la prise de conscience du sommet de l'appareil bureaucratique que laisser les choses en l'état mènerait au chaos. Ce sommet n'a pas — et ne peut avoir — de vision cohérente sur la société à restructurer ni sur les moyens à employer (Cf. ses divisions internes sur ce dernier point). Pour l'instant, il s'appuie sur une alliance de fait entre ceux qui veulent une extension du marché et considèrent la démocratie comme un pis aller et ceux qui veulent la démocratie et voient le marché comme un mal nécessaire : ces derniers pensent à la lumière des expériences précédentes que c'est le seul moyen non volontariste (non bureaucratique) de lutter contre la bureaucratie. S'il n'y a aucun doute que les réformes proposées (et même imposées)

par en haut ont pour but de maintenir l'essentiel : les privilèges (redéfinis) d'une bureaucratie (restructurée), il faut aussi comprendre la dynamique du mouvement :

**4** — dans la situation de crise présente, les effets pratiques des réformes entreprises par Gorbatchev sont tout autres : pour la première fois depuis les années trente — si l'on excepte la Deuxième Guerre mondiale — on assiste au début d'une mobilisation en profondeur des masses soviétiques. Prémices encore dans la classe ouvrière, réalité dans l'intelligentsia et dans certaines nationalités. Quelle que soit l'issue à court terme des batailles en Union soviétique, une situation nouvelle est créée qui exclut tout retour au *statu quo ante*.

### II — Les enjeux.

**1** — La faillite des anciens mécanismes de planification et particulièrement celle des stimulants administrativement distribués (matériels et idéologiques) est manifeste. L'intéressement des producteurs apparaît donc comme la seule solution radicale. Pour des raisons sociales et politiques évidentes, cet intéressement est essentiellement conçu par les réformateurs officiels sous l'angle le plus étroit : il s'agit de lier "naturellement" les revenus des travailleurs à la production qui est effectivement réalisée et écoulée par l'entreprise. Quelles que soient les précautions de langage, la logique de la réforme veut que ce soient les prix et les salaires, libérés de la tutelle administrative et déterminés par le jeu de réforme ne se distingue pas de celle des années 60 ; elle reste d'ailleurs encore dans une large mesure sur le papier.

**2** — Les résistances à la réforme combinent : a) l'opposition en pratique de millions de bureaucrates "conservateurs" dont la position ne permet pas d'avoir la hauteur de vue d'un Gorbatchev, et qui n'ont évidemment rien à gagner au mot d'ordre " *the right man at*

*the right place*" mais aucune alternative à opposer avec, b) l'expectative du gros de la classe ouvrière qui constate que la vie quotidienne matérielle est toujours aussi (si ce n'est plus) difficile et s'inquiète des menaces sur l'intensification du travail et sur l'emploi.

**3** — Le projet actuel se distingue des réformes des années 60 par sa dimension politique. L'équipe Gorbatchev a compris, au vu des obstacles qui s'accumulaient, que pour gagner il fallait à la fois rabattre la puissance des conservateurs de l'appareil et mobiliser une certaine base. D'où l'importance accordée en haut lieu à la *glasnost*, à certaines vérités historiques, au mot d'ordre d'autogestion — essentiellement réduit à l'élection des directeurs — et à la "revitalisation" contrôlée des soviets.

**4** — La politique internationale de Gorbatchev continue à être régie par le principe de "ce qui est bon pour le Kremlin (ou paraît l'être), est bon pour le monde". Ce qui a changé, c'est l'échelle de préférence. Pressée d'obtenir des résultats immédiats, la diplomatie soviétique s'est fixée pour objectifs : a) de créer des conditions pour réduire les dépenses d'armements, b) d'obtenir des Occidentaux des technologies et des crédits. Le désengagement afghan, les déclarations officielles allant jusqu'à dire qu'une bonne image de l'URSS est plus efficace pour sa défense que ses fusées, la libéralisation en URSS même, sont évidemment des points globalement positifs : l'administration américaine est en position politique plus défavorable pour la Guerre des Etoiles, par exemple.

Dans les autres pays du "glacie", l'idée prévaut qu'une intervention soviétique est aujourd'hui politiquement plus difficile que jamais, ce qui va contraindre les oppositions à redéfinir leur stratégie. Dans l'immédiat, la nouvelle politique pourra redonner du crédit aux "réformateurs", mais élargit globalement les marges d'initiatives d'en-bas.

Dans les pays sous-développés, l'affairisme pragmatique de la diplomatie soviétique, aujourd'hui dépouillé de toute phraséologie "socialiste" rend plus évidente la fragilité de l'"aide" soviétique. C'est maintenant en Amérique centrale que se manifeste le plus le cynisme bureaucratique prêt à sacrifier tout soutien aux luttes anti-impérialistes sur l'autel de la détente.

**5** — Débureaucratiser la bureaucratie, et pour ce faire, mobiliser une partie des forces qui lui sont extérieures tout en dominant le processus : telle est la quadrature du cercle qu'essaye empiriquement de résoudre l'équipe Gorbatchev. Pour éviter de jouer à l'apprenti-sorcier comme le fit Dubcek en son temps, Gorbatchev doit faire en sorte que le Parti soit l'instrument essentiel de la restructuration ; ce dernier doit, à

cette fin, lui-même être restructuré et épuré de sa "bureaucratie criminelle", la mafia. L'Etat de Droit vise simultanément à garantir — et limiter — l'initiative privée, protéger le citoyen de l'arbitraire bureaucratique et protéger en retour les bureaucrates des initiatives "incontrôlés".

**6** — Mais dans la situation partiellement chaotique que connaît l'Union soviétique, bien des forces libérées ont acquis leur propre autonomie ; des individus de la *nomenklatura* ou même des institutions entières du Parti ou de l'Etat peuvent — provisoirement ou pas — basculer. Comprendre l'importance politique considérable de tels clivages ne signifie aucunement nourrir des illusions sur la réformabilité du système : l'établissement d'une démocratie socialiste suppose la révolution.

### III — "Le trotskysme"

**1** — Le réexamen du rôle de Trotsky est maintenant inévitable. Ce réexamen est pour la bureaucratie beaucoup plus déchirant que celui des autres dirigeants bolcheviks : derrière Trotsky, il y a la lutte de l'opposition de gauche puis de la IV<sup>ème</sup> Internationale, interdisant par là l'excuse qu'en ces temps difficiles tout le monde s'était trompé ou avait capitulé. La dernière ligne de bataille officielle sera donc de distinguer l'homme, qui sera lavé des accusations les plus grotesques, de son activité politique. Après avoir toujours assimilé Trotsky et trotskysme, on va maintenant en montrer la différence. Le paradoxe est même qu'après avoir été condamné pour son opposition à Staline, Trotsky se soit vu maintenant reprocher d'avoir eu en fait la même orientation.

La lutte pour le rétablissement de la vérité sur Trotsky est donc un combat politique important : il touche aux racines même du stalinisme, il est la condition de sa critique radicale. Ce combat, beaucoup de Soviétiques le mèneront pour des raisons de salubrité morale (au-delà d'un accord avec des idées qui sont encore peu connues) : Léon Trotsky incarnant la seule filiation historique avec la Révolution d'octobre et la lutte intransigeante contre le stalinisme.

Aussi, beaucoup d'attaques contre Trotsky n'émaneront plus tant de nostalgiques du stalinisme, que de ceux qui ne pouvant — tactiquement encore — attaquer Lénine de front, remettront en cause la révolution d'Octobre. Chaque fois davantage, la défense de l'une ne pourra se faire que par la défense de l'autre. Voilà pourquoi le réexamen du programme de l'Opposition de gauche sera un point de passage obligé pour ceux qui veulent continuer à défendre le socialisme en URSS.

**3** — Mais le "trotskysme" n'est pas principalement la défense d'un homme assassiné ou de ses écrits. Par notre existence d'organisation impliquée nous avons pu tirer des leçons de l'histoire du mouvement ouvrier ; nous avons suivi en particulier toutes les convulsions liées à la "dé-stalinisation". Ceci représente un capital réel, pas une vérité qu'il nous importerait de révéler en URSS. Il y a des débats réellement existants en URSS, nous devons nous y intégrer pour, à la fois, y apprendre et y apporter, les deux se conditionnant.

**4** — A la lumière de ce que nous avons appris du passé et de ce que l'expérience peut enseigner aujourd'hui aux travailleurs soviétiques nous devons aider à sortir du choix truqué : rafistolage de l'ancien système ou fuite en avant vers le développement du marché (ou toute combinaison bizarre entre les deux). Nous défendons donc les points suivants :

### IV — Notre rôle

#### La *perestroïka*

**1** — Comme l'impasse de Solidarité en Pologne l'a bien mis en valeur, la conception d'ensemble de la société à construire qu'avance l'opposition, est une question beaucoup plus brûlante que dans les pays capitalistes où la production sociale est de toute façon décidée par le marché. Mais il y a plus : les choix qui doivent être faits aujourd'hui, au-delà de leurs implications futures, conditionnent tout de suite les possibilités de mobilisation sociale.

**2** — En effet, l'extension significative du marché en URSS signifierait en pratique une montée colossale des prix, une intensification du travail et la menace du chômage sans pour autant apporter au plus grand nombre d'amélioration significative de l'approvisionnement. Les expériences prudentes faites en ce sens jusqu'à présent choquent le sentiment de justice des travailleurs : ils se voient pénalisés pour des ratés de production en amont dont ils ne sont pas responsables. Inversement, pour des conditions de marché dont ils ne sont pas non plus responsables, des produc-

teurs de biens finis ou de services peuvent se procurer des revenus sans aucune commune mesure avec la quantité de travail fourni : sous bien des aspects il s'agit de la légalisation des combines et des spéculations déjà existantes. (Voir "le succès" très contradictoire des premières coopératives). Les travailleurs ne peuvent se sentir concernés par un tel programme.

C'est pour cette raison que la *perestroïka* qui se réclame sans cesse de la démocratie, introduit ses réformes autoritairement, par le haut (même si le prétexte invoqué en est la résistance des bureaucrates de bas niveau). Les développements ultérieurs révéleront sans cesse davantage la naïveté de l'identification du marché à la démocratie.

**3** — Le marché comme antidote "naturel" à la bureaucratie n'est donc convaincant que pour ceux qui ne comprennent pas la nécessité de la mobilisation ouvrière, seule force capable de briser le pouvoir de la bureaucratie. Malgré les apparences, c'est à l'heure actuelle une réponse abstraite aux problèmes actuels de la lutte antibureaucratique.

Quant aux solutions à plus long terme, l'expérience yougoslave prouve que le marché change les caractéristiques de la bureaucratie, mais ne la supprime pas. Il a fini par vider l'autogestion ouvrière de sa substance.

Dans les Etats ouvriers bureaucratifiés qui ont pour l'essentiel aboli la loi du marché, les revendications démocratiques acquièrent vite une dynamique révolutionnaire : politique et économie sont intimement mêlées. Un des espoirs des réformateurs officiels est que l'extension des rapports marchands émolle et atomise les conflits. En bref, dans la situation de crise actuelle, le marché constitue davantage une bouée de sauvetage pour la bureaucratie qu'une menace.

**4** — Cette opposition à l'extension des rapports marchands en tant que solution à la crise de la planification actuelle ne devra pas pouvoir être assimilée à une quelconque idéalisation de la planification stalinienne qui a abouti au gâchis actuel. Elle n'est pas non plus le refus pur et simple de l'utilisation de catégories et de mécanismes marchands ou même d'initiatives privées, notamment dans le commerce de détail et certains services. Elle doit être à chaque fois argumentée de façon concrète.

**5** — Trois grands domaines permettent, à partir de thèmes centraux des réformes actuelles, d'illustrer une démarche à la fois anti-bureaucratique et anti-marché :

a) Les questions de l'emploi : le plein-emploi produit par la planification bureaucratique n'est ni le bon emploi, ni un



travail désaliéné, responsable et qualifié. Remplacer ce plein-emploi là, par le chômage est évidemment une détérioration de la situation des travailleurs concernés et contrairement aux affirmations des "experts", cela n'implique pas pour autant une amélioration de la productivité et de l'efficacité d'ensemble du système.

Une logique solidaire implique :

1) un jugement sur l'efficacité des productions existantes qui ne soit pas seulement local et à court terme, et qui prenne explicitement en compte le jugement direct des producteurs et utilisateurs concernés (le rendement optimal social n'est pas la somme des rentabilités locales mesurées par le profit) ;

2) des mécanismes de reconversion qui assurent un autre poste de travail après requalification, avec contrôle par des syndicats et soviets démocratiques.

b) L'écologie : la protection de l'environnement — et de l'avenir — impose des formes de contrôle social qui mobilisent à la fois les savoir-faire paysans, les chercheurs scientifiques et les populations. Ce nécessaire contrôle s'oppose autant à la logique bureaucratique qu'à celle du profit. En URSS, il interfère immédiatement avec la question des rapports entre républiques et centre dans la prise de décision et le contrôle des choix.

c) Les services publics : la santé et l'éducation gratuites, les logements et les transports non marchand assurés par la planification bureaucratique ne signifient pas des services en quantité et qualité suffisantes. Leur distribution se fait donc sur la base de privilèges de fonction et/ou de "bakchichs". La privatisation des services remplacerait (ou doublerait seulement) ces anciens privilèges par ceux, légalisés, de l'argent — le minimum assuré par les services publics restant par ailleurs toujours d'aussi mauvaise qualité.

Il est possible de s'opposer à cette logique :

1) en demandant un débat national sur les grandes priorités d'investissements publics ;

2) en développant là aussi le rôle des soviets aux différents niveaux du territoire et l'auto-organisation des producteurs et utilisateurs concernés — en premier lieu des femmes subissant les premières l'état actuel déplorable de la santé et des services sociaux. Le contrôle public de la qualité des services produits et de leur mode de distribution s'opposera frontalement aussi bien au bureaucratisme qu'à une étroite logique de rentabilité marchande inappropriée et injuste.

6 — En bref, à la fois contre les tenants du marché qui se parent des vertus du radicalisme et les conservateurs qui prétendent maintenir les acquis sociaux, nous opposerons la voie non encore empruntée en URSS du socialisme, celle qui combine la démocratie politi-



que et économique : celle de l'électrification plus le pouvoir des soviets.

### La glasnost

7 — Pour la première fois depuis des décennies, l'activité politique est devenue un phénomène de masse en URSS. La nouveauté des conditions ouvertes par les réformes, la rapidité de leur évolution et la spécificité de l'URSS par rapport aux voisins de l'Est signifie aussi un manque d'accumulation d'expériences et de recul qui doit rendre prudent sur bien des questions politiques — *a fortiori* tactiques.

a) A l'expérience, la lutte anti-bureaucratique combine des mots d'ordre de remise en cause de certaines institutions existantes, de démocratisation radicale pour d'autres et de création de formes d'auto-organisation. Se joindre aux batailles quand elles sont réellement menées pour la démocratisation d'institutions existantes, n'implique nullement qu'on se fasse des illusions sur leur parachèvement : dans bien des cas ces institutions exploseront. Mais ce peut être une étape de prise de conscience nécessaire.

La nécessité de syndicats défendant les travailleurs deviendra d'une actualité brûlante avec l'application de la réforme. Les mots d'ordre officiels de démocratisation des organisations de masse et de revitalisation des soviets visent à canaliser les mouvements d'embas — mais ils peuvent aussi les favoriser : les Fronts populaires nationaux en sont un témoignage.

La démocratisation des organismes de masse pose nécessairement la question du pluralisme des choix — notamment du pluralisme de partis et de leur fonction. Elle débouchera sur l'exigence 1) d'une séparation du/des partis et de l'Etat ; 2) la démocratisation du PCUS lui-même dont la logique est son éclatement ; et 3) le droit de création d'autres organisations politiques.

b) Les relations entre nationalités.



C'est à l'évidence une des questions les plus explosives. C'est aussi une des questions les plus complexes où la réflexion marxiste-révolutionnaire en reste à un niveau beaucoup trop général.

Le centralisme stalinien a eu besoin d'une russification de l'URSS — mais dans un contexte de résistances nationales puissantes à un tel processus, la bureaucratie a su également s'appuyer sur des relais "nationaux" corrompus (comme l'a fait Brejnev).

Nous soutenons sans restriction les droits démocratiques d'autodétermination jusqu'au droit de séparation — ce qui ne signifie pas qu'un mot d'ordre séparatiste soit actuellement à l'ordre du jour ou qu'il nous paraisse opportun. Il peut le devenir si le cadre soviétique évoluait trop lentement par rapport à la dynamique de démocratisation dans les républiques. La question doit être analysée dans son contexte historique et politique, et en se demandant quel mot d'ordre favorise le plus leurs luttes contre l'oppression nationale et sociale.

Les réformes actuelles stimulent pour l'instant une dynamique prédominante d'autonomie au sein de la Fédération — du moins tant que les perspectives de démocratisation apparaissent crédibles localement et à l'échelle de l'Union.

Les relations entre républiques soviétiques, de même que celles entre Etats "frères" du COMECON, imposent à nouveau qu'on rejette l'alternative bureaucratie/marché : les formes démocratiques de relations planifiées peuvent reposer sur des solidarités et des interdépendances acceptées. Elles impliquent une transparence des choix faits en commun et un contrôle public par les intéressés.

La confiance réciproque entre nationalités implique un retour critique transparent sur l'histoire — et une renégociation du Pacte de Varsovie. Le préalable en est évidemment le retrait de ses troupes de Tchécoslovaquie.

8 — La lutte pour une démocratie socialiste en URSS passe par le développement de courants marxistes-révolutionnaires, donnant à la lutte anti-bureaucratique sa pleine portée émancipatrice et assurant sa liaison politique avec tous ceux qui, dans le reste du monde, luttent contre l'exploitation et l'oppression. Ainsi, ces courants pourront enrichir les luttes anticapitalistes de leur expérience antibureaucratique en même temps qu'ils pourront recevoir de l'extérieur une vision internationale qu'il est difficile, mais indispensable, de se forger à l'intérieur même des frontières de l'URSS. Ils devront aussi se lier à leurs camarades qui dans les dites "démocraties populaires" poursuivent le même combat ; par leur prise de position anti-grand-russe, ils aideront à combattre les tendances nationalistes réactionnaires.

Paris, le 20 décembre 1988

# L'étrange mort de la Yougoslavie de Tito

**LA DEMISSION des trois dirigeants de la province du Kosovo, nommés d'en haut par le pouvoir serbe, a mis fin à la grève de la faim que plus d'un millier de mineurs avaient entreprise à quelque 1 000 mètres sous terre. C'est une première victoire dans un conflit explosif qui est loin d'être terminé. Pour la remporter, il a fallu non seulement que les mineurs mettent en jeu leur vie, mais qu'ils soient soutenus par une population albanaise en grève générale — des usines aux collèges — et par la montée croissante d'actes de solidarité, émanant principalement de Slovénie et de Croatie. Dans cette dernière république, en particulier, vient de se constituer une "Société yougoslave pour l'initiative démocratique", soutenant les revendications des mineurs et proposant, en outre, la mise provisoire de la province sous la tutelle de la Fédération et l'organisation d'un référendum d'auto-détermination dans la population albanaise du Kosovo. Le conflit sur ces deux points sera frontal avec les autorités serbes et — malheureusement — aussi avec une population serbe très soudée derrière son dirigeant de l'heure, Milosevic. Le Kosovo fait partie du passé prestigieux des Serbes : il a été le terrain de leurs luttes contre l'opresseur turc. La fibre nationaliste joue sur ce passé pour légitimer un front commun anti-Albanais aux relents souvent racistes et passionnels. Au plan constitutionnel, le statut de la province qui vient d'être pratiquement remis en cause, était très proche de celui d'une république (la province ayant même acquis dans les années 70, le droit de veto sur les décisions de la république serbe la concernant). C'est précisément cela que les Serbes ressentent comme intolérable (pour leur propre souveraineté nationale) et injuste (ils sont la seule république dont le pouvoir ait été atténué par celui de deux provinces autonomes). Mais ils ne mesurent pas, ce faisant, l'injustice bien plus grande et l'oppression qu'ils font subir à la population albanaise du Kosovo, en refusant de lui reconnaître le droit national de se constituer en république sur un territoire qu'elle peuple désormais à 90% (voir l'article ci-contre de Michèle LEE). Un tel droit ne résoudrait certes pas, en soi, les problèmes de développement du Kosovo, la plus pauvre des régions yougoslaves. La bureaucratie albanaise, gérant de façon aberrante l'aide considérable reçue depuis 20 ans, serait alors davantage la cible des critiques nécessaires. Mais ce droit est indispensable pour la dignité et la protection des Albanais qui observent quotidiennement le triste sort réservé, en Macédoine, à leurs co-nationaux laissés sans protection. ■**

**28 Février 1988**  
**Catherine VERLA**

**L'ANNEE 1988 a été l'une des plus dramatiques de l'histoire de la Yougoslavie d'après-guerre. Au mois d'octobre, le pays semblait au bord de l'éclatement.**  
**Michèle LEE**

**E**N REALITE, 1988 n'était rien d'autre que l'aboutissement du processus de décomposition lente du parti au pouvoir, la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY), le parti communiste. Sa fragmentation devait inévitablement entraîner une crise politique généralisée, étant donné les liens très étroits entre ce parti de masse de la classe ouvrière et l'Etat yougoslave.

La société toute entière vit dans un état de schizophrénie aiguë. En novembre 1988, par exemple, l'Assemblée fédérale a adopté un chant pan-slave du 19e siècle, "*Hej, Slaveni !*" (Gloire aux slaves !), comme hymne national officiel du pays. Ainsi, les bases révolutionnaires de l'Etat, avant tout, mais aussi l'importante population non-slave du pays, essayaient une sérieuse rebuffade symbolique. Trois jours plus tard, était célébré d'une façon solennelle (mais avec moins de pompe cette année), le 45e anniversaire de la naissance, en pleine guerre, de cet Etat révolutionnaire — dont l'un des piliers avait été, bien entendu, son engagement à assurer l'égalité nationale entre Slaves et non-Slaves.

Et le comble, c'est que quelques jours après, le pays célébrait pour la première fois le 70e anniversaire de la fondation du premier Etat yougoslave, précisément, celui contre lequel avait été mené la révolution de 1941-45 ! Par une amère ironie de l'histoire, la personnalité choisie pour monter à la tribune à cette occasion, s'était rendue tristement célèbre pour avoir conseillé, d'abord au régime royaliste d'avant-guerre et ensuite aux socialistes, d'expulser la plus grande partie de la population non-slave, jugée "peu fiable" (1).

## **Les émeutes du Kosovo**

D'aucuns diront que la crise a commencé en 1979 avec, pour la première fois depuis 20 ans, le début de la pénurie de biens comme le café et les détergents. Mais les premiers symptômes spécifiquement politiques de cette crise remontent, en fait, aux manifestations du Kosovo, au printemps 1981 (voir Catherine Verla, "*Après les émeutes du Kosovo*", dans *Inprecor* numéro 104 du 22 juin 1981). Cette région, la plus pauvre de Yougoslavie, au cœur d'une question nationale non-résolue, a enregistré le séisme à venir avec la sûreté d'un sismographe. En 1985, la direction a reconnu elle-même, que le pays traversait une crise économique. La dette extérieure atteignait les 20 milliards de dollars, l'inflation flambait (plus de 250% en

1988), la croissance industrielle stagnait (plongeant parfois au-dessous de zéro). En 1987, le Kosovo, la Macédoine et le Monténégro, régions situées dans la partie la plus méridionale du pays, se déclaraient en faillite. D'autres républiques faisaient connaître le déclin de leur production et du niveau de vie. Dans cette situation, le consensus institué dans la LCY et le délicat système d'équilibres se sont tout simplement effondrés. La crise économique s'est de plus en plus exprimée sous forme de crise politique, en fait, comme une crise de l'ensemble du projet socialiste.

### Perte de confiance

La classe ouvrière a été très sévèrement frappée avec la fin de la croissance industrielle. Le chômage est apparu sur une large échelle et les conditions de vie sont retombées au niveau du milieu des années 60. En même temps, la confiance en soi, déjà bien entamée, du "parti d'avant-garde de la classe d'avant-garde" disparut totalement, détruisant au passage, ce qui restait de l'autorité du centre fédéral du parti. Avec le recours des travailleurs à la grève générale, l'alliance entre le parti et la classe ouvrière commença à éclater (voir Michèle LEE, dans *Inprecor* numéros 239 et 255, des 30 mars et 14 décembre 1987). Un puissant sentiment de malaise envahit l'intelligentsia, favorisant les courants droitiers et nationalistes (2). L'armée y trouva un encouragement à s'attribuer le rôle de gardien de l'Etat : en mars 1988, par exemple, elle annonça, sans chercher l'accord préalable de la direction du parti, qu'"une contre-révolution" était en train de se produire en Slovénie, et qu'il fallait arrêter un certain nombre d'éminents intellectuels (3).

Mais surtout, la crise a renforcé la tendance, omniprésente, chez les partis des républiques et des provinces, à se retrancher dans leurs positions nationales locales. Le résultat en fut très divers, étant donné les grosses disparités économiques et les traditions nationales différentes. La Slovénie, de loin la république la plus prospère, qui ne connaît pratiquement pas le chômage, a vu se développer une démocratisation importante : les "mouvements alternatifs" y ont été actifs, depuis le début des années 80, et l'Alliance de la jeunesse socialiste (jeunesse communiste) a créé des liens originaux entre ces mouvements et la politique officielle (4). Le Comité pour la défense des droits de l'Homme, formé pour défendre quatre intellectuels arrêtés en mai 1988 et condamnés sous l'allégation de détention de documents militaires secrets, est aujourd'hui en train d'acquiescer rapidement le caractère d'un Front du peuple slovène. Le Comité a poursuivi le dialogue avec le parti, maintenant le consensus politique sur tous les principaux problèmes touchant à la démocratie et à la souveraineté nationale slovène. Mais la démocratisation slovène n'a pas du

tout connu un progrès linéaire. Lors de récentes élections à un poste dans l'appareil d'Etat, Igor Bavcar, membre dirigeant du Comité, a été fermement "écarté" de la procédure électorale bien qu'ayant obtenu une majorité à la base.

En Macédoine, d'un autre côté, l'effondrement économique a conduit le parti local à limiter les droits nationaux de la minorité de 20% d'Albanais et à susciter des sentiments anti-Albanais parmi les travailleurs macédoniens. Tout d'abord la signalisation bilingue des rues a disparu, puis les prénoms purement albanais furent interdits, ensuite les droits sociaux furent réduits pour les familles ayant plus de deux enfants, et finalement l'éducation secondaire en albanais fut soumise à de sévères restrictions. Quand professeurs, parents et élèves se mirent à protester contre ces mesures anticonstitutionnelles, ils furent exclus, renvoyés de l'école, condamnés à des amendes ou même emprisonnés.

Mais c'est en Serbie, cependant, que le retour à la nation a pris la forme la plus virulente : avec l'accession de Slobodan Milosevic à un pouvoir incontesté dans la Ligue des communistes de Serbie, à la fin 1987, la primauté de la politique de classe fut formellement abandonnée au profit de la consolidation nationale.

### La Constitution de 1974

La Constitution fédérale de 1974 avait considérablement renforcé l'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine, les deux provinces étant situées dans la république de Serbie, en les faisant parties constitutives de la Fédération yougoslave. La direction serbe, coresponsable de cette décision, l'avait favorisée en expliquant que la restauration de l'ordre au Kosovo faisait peser une lourde menace sur la démocratie interne de la Serbie elle-même, alors qu'aucun progrès économique ne pourrait être envisagé au Kosovo sans "l'albanisation" du parti et des cadres étatiques de cette province (5). C'était là une direction qui voyait le bien-être serbe comme part intégrale du progrès général de la Yougoslavie, et qui était favorable à la recherche d'un consensus fédéral sur tous les grands problèmes. Mais, cette direction a été expurgée dans le cadre d'une croisade à l'échelon national, contre le "libéralisme". Son limogeage a ouvert, au sein du parti serbe, une lutte de pouvoir qui était restée largement indéfinie jusqu'à l'arrivée de Milosevic, même si un consensus de travail avait été établi pour arriver à une recentralisation de la

république. L'autonomie élargie des deux provinces avait affaibli l'importance de Belgrade, et une nouvelle détermination au retour au *statu quo ante* se fit jour. La décentralisation de l'Etat fédéral, qui s'exprimait dans la Constitution de 1974, et surtout la dévolution de pouvoir aux provinces, ont été désignées par plusieurs dirigeants serbes, comme causes premières des troubles économiques et politiques en Serbie.

### "L'albanisation"

La rapide "albanisation" de l'administration provinciale, qui a suivi le renforcement de l'autonomie de cette province, a été parachevée par l'instauration de quotas nationaux, qui réduisaient les emplois disponibles pour les Slaves dans la fonction publique où ils avaient été, jusqu'alors, privilégiés. De plus, grâce à leur taux de naissance élevé, la prépondérance ethnique des Albanais augmentait, transformant les conditions linguistiques, éducatives et culturelles de cette nouvelle ère démocratique, repoussant la frontière ethnique vers le nord. Cependant, en 1981, après les manifestations des Albanais du Kosovo, réclamant le statut de république pour la province, l'Etat fédéral envoya la troupe, et 12 personnes furent tuées. L'état d'urgence fut proclamé pendant une courte période et le parti, l'Etat et les institutions culturelles furent purgés des "nationalistes", des "séparatistes" et des "irréductibles". Un programme d'investissement pan-yougoslave destiné uniquement aux communes habitées par des Serbes, fut adopté bien qu'il soit contraire à la Constitution, afin d'empêcher leur émigration. Mais cela n'améliora guère l'état désespéré de l'économie de la province, et l'émigration des deux nationalités se poursuivit. Pire encore, la direction fédérale du parti fit une erreur majeure : elle décrivit le conflit ethnique dans la province comme une contre-révolution conduite par les nationalistes albanais. Ce qui permet, aujourd'hui, au parti serbe de se présenter en gardien de la révolution.

Au printemps 1987, Slobodan Milosevic se rendit à Kosovo Polje, le centre organisateur du nationalisme serbe et monténégrin, pour faire un discours virulent dans lequel il offrit le soutien du parti au comité nationaliste du Kosovo, fondé à la fin 1986 par les Serbes et les Monténégrins qui se plaignaient d'un "génocide" et qui réclamait la purge des dirigeants albanais et l'instauration de la loi martiale dans la province. En débarquant ainsi, dans la province, sans en

1) *Mladina*, Ljubljana, 17 novembre 1988, a publié certains de ces documents.

2) Un témoignage très vivant sur ce sujet peut être trouvé dans le "Livre blanc", publié en 1984, pour l'usage interne du CC du parti croate qui a librement cité les travaux et interviews de nombreux "travailleurs culturels". Comme d'habitude, les idéologues du parti amalgamèrent, sous un dénominateur commun, les réelles différences entre les intellectuels créatifs. Cependant, ce livre donne un aperçu panoramique et significatif du climat idéologique de l'époque.

3) Voir *Labour Focus on Eastern Europe*, mars 1988, Londres et l'interview avec Miha Kovac dans *New Left Review* numéro 171 de septembre/octobre 1988.

4) Pour un exposé compétent sur ces événements, voir l'interview de Kovac, cité ci-dessus.

5) Latinka Perovic, alors dirigeante du parti serbe, a obtenu, après son expulsion du parti, un grade de docteur avec une thèse intitulée "Du centralisme au fédéralisme", dans laquelle elle rationalise la décentralisation de la Yougoslavie en faisant référence à la politique léniniste sur la question nationale.

avoir d'abord informé, au préalable, le parti du Kosovo, non seulement Milosevic violait le protocole du parti, mais il démontait sa volonté d'accéder à un pouvoir incontesté au sein du parti serbe. Lors de la 8e session du Comité central de ce dernier, en décembre 1987, Ivan Stambolic et le dirigeant du parti à Belgrade, Dragisa Pavlovic, furent expulsés (6).

La soudaineté de cette purge, la manière brutale dont elle fut opérée et le ton ultra-nationaliste du débat (télévisé) ont choqué le pays. Mais la victoire ne fut pas si facile, comme en témoigne la persévérance de la campagne qui lui a succédé contre la fraction vaincue du parti, et la dimension prise par la purge dans des organes clés du parti et de l'Etat. Une attention toute particulière fut prêtée aux médias. De façon tout à fait stalinienne, toutes les personnes critiques, potentielles et réelles, furent accusées d'être "anti-Serbes" et "contre le peuple". Au même moment, une prompt expression de loyauté totale envers la nouvelle direction, avec y compris les attaques obligatoires contre les opposants, devint la condition de la survie politique et/ou de la sauvegarde de son emploi. Milosevic fut élevé au rang de dirigeant infaillible du parti. Après la "normalisation" en Serbie, les critiques contre Milosevic ne pouvaient plus venir que des autres républiques, ce qui fut utilisé comme nouvelle preuve de l'existence d'une coalition anti-Serbe.

### Manifestations serbes

Lors de ce processus orchestré d'homogénéisation nationale, un rôle extrêmement important a été joué par les rassemblements de masse en solidarité avec les Serbes et les Monténégrins du Kosovo. Ostensiblement spontanés, ils étaient soigneusement organisés et financés par l'appareil de l'Etat-parti. Pendant les six derniers mois, de tels rassemblements, forts de dizaines de milliers de personnes, ont eu lieu dans pratiquement toutes les grandes villes ou villages de Serbie.

En même temps, croissait la mauvaise volonté du parti serbe à se soumettre à l'autorité du parti fédéral. La mobilisation nationale en Serbie et le ton agressif de sa presse entraînaient des tensions croissantes dans tout le pays et à l'été 1988, la Présidence fédérale exigea de Belgrade que les manifestations nationalistes soient stoppées. La direction de la république refusa. Ses représentants déclinaient simplement

toute participation aux réunions de la Présidence, jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites. Et au contraire, pendant l'automne, la fréquence des rassemblements qui devinrent de plus en plus militants, s'accrût au lieu de di-

minuer. Des slogans exigeant des armes, des poursuites judiciaires contre d'autres dirigeants yougoslaves, et leur exécution, dans le cas de dirigeants albanais, devinrent de plus en plus fréquents.

### Le putsch de Voïvodine

La promptitude du parti serbe à utiliser la menace de guerre civile pour régler ses divergences internes fut surprenante. Début octobre, la direction du parti de la province de Voïvodine fut renversée par une action de masse soigneusement planifiée et orchestrée. Deux aspects de cet événement capital méritent qu'on les rapporte ici. Tout d'abord, bien avant le putsch de Voïvodine, le parti fédéral avait déjà accepté les revendications constitutionnelles de la Serbie, sentant probablement qu'il n'avait guère le choix. Ce faisant, il ouvrait la porte à une solution constitutionnelle du problème. Mais cette option fut rejetée par le parti serbe au profit d'une démonstration de force, signifiant par là, à la Fédération, que les affaires intérieures de la république de Serbie étaient sa prérogative exclusive.

En fait le parti fédéral était sans doute au courant de ce qui allait se passer, car, rompant avec la pratique habituelle, il n'envoya aucun représentant à la réunion du comité du parti de Voïvodine, prévue le jour de la démission forcée de la direction provinciale, la laissant seule face à la colère des manifestants. Il donnait donc ainsi son consentement tacite à une méthode anti-démocratique et illégale pour opérer des changements dans la Constitution du pays. Le second fait découle du premier : c'était la première fois qu'une procédure anticonstitutionnelle avait ouvertement été utilisée pour changer une direction locale du parti. Cette action avait concrètement été organisée par des groupes de pouvoir locaux, dont tous n'étaient pas membres du parti. En les laissant agir, le parti fédéral permettait à des organes étrangers d'intervenir dans sa vie interne, au point de pouvoir renverser des dirigeants au sommet du parti.

Ceci à son tour, a ouvert la voie à une pratique où des groupes non officiels et non élus s'arrogent le pouvoir de décision sur des questions cruciales pour la vie du pays. Ce qui peut mener très loin, et a été dramatiquement illustré, un jour seulement après les événements de Voïvodine, quand, à Titograd, une manifestation de travailleurs monténégrins en colère a été exploitée comme toile de fond d'une tentative déterminée de remplacer la direction locale de la république par des hommes de Milosevic. L'éventualité que toute la structure fédérale de la république puisse s'effondrer a poussé les dirigeants slovènes, croates et bosniaques à passer à l'action. Sous leur pression, la direction fédérale du parti (à l'unanimité !) a condamné les manifestations de Titograd, et a donné

au parti local le feu vert pour une démonstration de force.

Mais si les événements de Voïvodine ont pu être pudiquement couverts de la feuille de vigne de l'approbation préalable du parti de la Fédération, le 17e plénum télévisé du Comité central (CC) de la LCY, qui s'est tenu du 17 au 19 octobre, a ouvert une rupture dans le parti dirigeant, sous les yeux du pays entier. La présidence du parti fédéral, elle-même en butte aux attaques de Belgrade, demanda, fait sans précédent, un vote de confiance de l'assemblée du CC. Il résultait du vote que seul Dusan Krcbic, proche collaborateur de Milosevic, avait été éliminé. Milosevic refusa d'accepter le résultat de ce vote et rejeta publiquement l'autorité du CC. La presse de Belgrade se mit à dénoncer le CC pan-yougoslave comme une "alliance sans principes" dirigée contre la Serbie ! Un mois plus tard, la direction serbe organisa un rassemblement public de 300 000 personnes à Belgrade, où l'esprit "combattif" de la nation serbe fut une fois de plus saluée, les autres dirigeants yougoslaves attaqués et une Yougoslavie "unie" (par opposition à fédérale) fut proclamée. "Aucune force ne peut aujourd'hui arrêter l'unification de la Serbie" proclamaient les gros titres de la presse (7).

C'est dans ce contexte que doivent être jugées les manifestations qui se déroulaient simultanément au Kosovo.

### Mariage sans viande

Le 17 novembre 1988, la veille de la manifestation de Belgrade, un meeting du Comité provincial de la Ligue des communistes du Kosovo devait être convoqué dans la capitale de la province, Pristina, pour débattre du projet de démission de Kaqusha Jashari et Adem Vlasi, respectivement présidente en exercice du parti et son prédécesseur immédiat. Leurs démissions avaient été arrangées dans le cadre de l'accord sur la Constitution adopté précédemment entre les directions fédérale et serbe. Finalement, après des années de disputes, les dirigeants fédéraux avaient donné leur accord, sous la contrainte, à une recentralisation de la Serbie et donc également à une réduction significative des droits durement gagnés de la nation albanaise, forte de ses deux millions d'individus, faisant ainsi reculer la pendule yougoslave de deux décennies. Le meeting de Pristina était censé légitimer cette évolution. Ces démissions venaient à l'appui de l'idée que le parti de la province, qui n'a pas accepté l'accord, n'opposerait cependant aucune résistance aux changements constitution-

6) La section de Belgrade du parti est bien entendu la plus importante et la plus nombreuse. Depuis, Pavlovic a publié un compte-rendu de sa chute, où il fait part de ses critiques sur les promesses faites par Milosevic de résoudre "rapidement" la question du Kosovo.

7) Titre à la une dans *Politika*, Belgrade, le 20 novembre 1988. On doit souligner que les rassemblements et manifestations serbes n'ont jamais abouti à des actions violentes, malgré leur ton très musclé.



nels destinés à accroître le contrôle serbe sur le Kosovo.

Ce matin-là, des mineurs de l'équipe de nuit de la mine de "Stari Trg" près de Titova Mitrovica, centre industriel du Kosovo, émergèrent de leur puits à 38°C, dans l'aube glaciale (les premières neiges de l'hiver étaient tout juste tombées sur le Kosovo), joignirent leurs forces à celles de l'équipe de jour et entreprirent une marche de 70 kilomètres vers Pristina. Ils formaient l'avant-garde de ce qui allait devenir les plus grosses manifestations albanaises depuis la guerre : un demi-million de participants au cours des cinq jours qui ont suivi.

### Les mineurs albanais

Les journalistes les rencontrèrent à mi-chemin. *"Ils portaient leurs pauvres vêtements de mineurs et semblaient épuisés. Le premier rang portait un portrait de Tito, deux drapeaux des mineurs, le drapeau du parti, les drapeaux yougoslave, albanais et turc. Leurs mots d'ordre : 'Le Parti de Tito !'; 'Jashari-Vllasi !'; 'Tito-Kardelj !'; 'Nous ne lâcherons pas nos cadres !'"* (8).

Au Kosovo le chômage dépasse les 50%. Le produit social par personne employée est de 30% de la moyenne du pays. Le salaire moyen dans le complexe minier-industriel de "Trepca" (dont Stari Trg fait partie), basé sur l'un des plus importants gisements de plomb et de zinc d'Europe, bien qu'aujourd'hui pratiquement épuisé, est d'environ 55 dollars par mois. Cela suffit à peine à éviter la famine à une famille de mineurs. Un correspondant du quotidien *Borba* (La Lutte), l'un des rares journalistes capables de parler l'albanais, demanda à l'un d'entre eux s'ils allaient à Pristina pour se plaindre de leurs salaires. *"Tout le monde l'entoura pour écouter. Le mineur répondit que c'était une journée consacrée à la politique, pas aux larmes. Le journaliste dit que la politique était une affaire dangereuse, les 'spéciaux' étaient devant et il pouvait y avoir des problèmes. L'homme au visage sévère répondit avec colère : 'Journaliste, as-tu déjà vu des noces sans viande ?'"* (9).

Une fois arrivés à Pristina, les mineurs furent rejoints par d'autres ouvriers, puis par les étudiants et la jeunesse, suivis des enfants des écoles primaires et secondaires (80% des participants avaient moins de 20 ans) et bientôt arriva également la vieille génération, en provenance de tous les coins du Kosovo (comme de la Macédoine occidentale) pour manifester durant 5 jours leur détermination nationale. Pendant les nuits glaciales, ils campèrent devant le local du Comité provincial, coupant les branches des jeunes arbres plantés dans la cour pour se faire du feu. Leur protestation avait deux objectifs : exprimer leur rejet des changements proposés dans la Constitution de la république de Serbie ; empêcher, dans ce contexte, la démission forcée des deux dirigeants provinciaux.

Bien que le Comité provincial ait pris acte des démissions (il n'y eut pas de vote, le résultat étant décidé ailleurs) et que les mineurs aient donc échoué dans leurs objectifs, le fait que la police ne les ait pas chargés, suivant l'ordre exprès du gouvernement provincial, suggère qu'ils ont gagné les honneurs de la bataille et peut-être une victoire plus durable. La classe ouvrière du Kosovo et la direction locale du parti et de l'Etat ont sans doute encore des divergences à aplanir. Mais une démonstration d'unité était indispensable face à l'hystérie anti-Albanaise déversée par Belgrade : une semaine seulement auparavant, un membre de l'Alliance syndicale serbe avait publiquement déclaré que la "contre-révolution" était profondément enracinée dans les organes du parti et de l'Etat au Kosovo et à l'université de Pristina, mais surtout dans la classe ouvrière albanaise, ce qui suscita la colère des mineurs de Trepca, les poussant à l'action. Après la manifestation, le parti serbe a décrit les événements de Pristina comme le dernier exemple de l'escalade de la "contre-révolution". Le parti fédéral fut à deux doigts de se déclarer d'accord avec lui. Cependant la direction du parti au Kosovo expliqua qu'elle restait sur la "ligne du 17<sup>e</sup> plénum du parti".

### Une véritable avant-garde

La force qui se trouvait derrière la manifestation du Kosovo a peut-être été la défense des droits nationaux, mais cette défense a été exprimée non pas en termes de nationalisme, mais de démocratie. Dans des interviews données librement, les mineurs ont clairement exposé que si le statut de la province devait être modifié, si sa direction albanaise devait être expurgée, cela devait être fait à travers un débat ouvert et démocratique et non pas imposé par la force. Les travailleurs ont dit ce que le parti fédéral aurait dû dire — mais qu'il n'a pas dit. Durant ces jours et ces nuits froids de novembre, les ouvriers en marche, les étudiants et les enfants ont agi comme une véritable avant-garde socialiste, en héritiers du meilleur de la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière balkanique.

Simultanément, bien qu'agissant en totale dissociation avec le rassemblement de Belgrade ou les manifestations du Kosovo, le Comité slovène pour la défense des droits de l'Homme a tenu un rassemblement public de masse à Ljubljana, pour défendre la démocratie et la souveraineté nationale slovène. En

# MACT AAPT 4YB

novembre dernier, il semblait vraiment que toute la Yougoslavie était en marche. Assistons-nous, en réalité, à "l'étrange mort" de la Yougoslavie de Tito ? Pour répondre à cette question il faut brièvement examiner sa nature et son évolution.

### La révolution yougoslave

Le Parti communiste yougoslave, PCY, (Ligue des communistes à partir de 1952) a dirigé le pays depuis la Guerre, largement avec le consentement populaire. Il tient sa légitimité historique du rôle dirigeant qu'il a joué lors de la révolution de 1941-45 et de la lutte de libération nationale contre l'occupation étrangère. Certes, l'Etat bourgeois en Yougoslavie a été détruit, "techniquement parlant", non pas par une insurrection de masse dirigée par le PC, mais par l'envahisseur fasciste. Cependant, la résistance dirigée par les communistes n'aurait pas pu être victorieuse sans créer simultanément un pouvoir d'Etat alternatif. Autrement dit, ce qui a rendu la révolution possible, n'a pas été la déconfiture temporaire de la bourgeoisie locale, sous les coups de butoir de la guerre, mais l'intense opposition des masses à une quelconque restauration de l'ordre bourgeois.

Bien que condamné à la clandestinité après 1921, le PCY émargea en 1941 comme étant *le seul parti pan-yougoslave*. Le Parti entra dans la guerre avec un programme qui investissait la classe ouvrière d'une mission qui trans

8) Josip Broz, dit Tito (1892-1980), Secrétaire général du PCY depuis 1937. Principal dirigeant de la révolution yougoslave, il se trouva à la tête de l'Etat jusqu'à sa mort. Il rompit avec l'Union soviétique en 1948. Son nom devint une "insulte" dans la bouche des staliniens de l'époque.

Kardelj, l'un des principaux théoriciens du régime, proche collaborateur de Tito, était le principal architecte de la Constitution de 1974 donnant l'autonomie au Kosovo et à la Voïvodine.

9) *NIN*, Belgrade, 10 novembre 1988.

M: A T E A L C  
T B O

RPYT

C. A  
11

cevait les "seules questions de classe". Il en sortit comme étant le parti hégémonique, la référence centrale pour une large majorité de la population yougoslave. La guerre de classe a été conduite simultanément avec une guerre de libération nationale, pas seulement pour la Yougoslavie, mais aussi pour les nationalités qui la composent, et leur fusion a été un tournant pour le rôle du PCY dans la période qui a suivi la Guerre. Les tendances objectives vers la "nationalisation" du parti de la classe ouvrière n'ont fait que se renforcer en l'absence d'une internationale révolutionnaire (10).

### Prépondérance du centre

Le PCY était aussi un parti qui possédait un monopole politique et de là, le contrôle de l'Etat. Il arriva au pouvoir avec la ferme conviction qu'un Etat centralisé était une forme privilégiée de la dictature du prolétariat. Il a cependant adopté un modèle étatique fédéral afin de s'accommoder du caractère multinational de la population. On supposait que le centralisme strict du parti aurait contrebalancé une quelconque tendance désintégrante, inhérente à un Etat polycentrique. Cependant, dans les 20 premières années, l'aspect fédéral du pays est resté subordonné à la direction absolue du centre. Le parti fédéral a conservé l'autorité suprême sur les partis des républiques ou des provinces. Même si les républiques étaient censées être des Etats souverains, leur partis ont été initialement de simples branches régionales : ils n'étaient pas autorisés à déterminer, d'eux-mêmes, leurs priorités nationales et étatiques.

La centralisation initiale, justifiée par les besoins de la reconstruction dans l'après-guerre et l'isolement international de la Yougoslavie, n'a pas évité qu'une lutte féroce ne soit engagée au sujet des maigres ressources économiques du pays, mais elle a néanmoins réussi à la confiner au sommet de la direction du parti. La Yougoslavie étant formée d'éléments hautement hétérogènes, ses différentes parties ont atteint des stades

de développement différents, à des moments différents. Les partis des républiques, responsables du développement séparé des différentes unités fédérales, sont inévitablement devenus les défenseurs actifs des intérêts régionaux. Ils ont en permanence essayé de peser sur les autorités centrales pour que soit adoptée une politique économique plus conforme à leurs propres besoins. Et ils ont de plus en plus articulé cette revendication de manière à la faire coïncider avec les intérêts des travailleurs dans chaque république nationale. Comme les intérêts différenciés de chaque Etat-nation de la Yougoslavie avaient commencé à s'exprimer au sein des institutions de l'Etat-parti, l'unité de la direction elle-même du parti national a commencé à être menacée.

Le PCY a toujours été pris entre deux forces contradictoires. Les vingt années de centralisme ont également permis l'émergence d'une puissante bureaucratie fédérale, solidement implantée dans son contrôle des fonds d'investissements centraux et du service de sécurité d'Etat. Pour des raisons historiques, entre autres, ses priorités ont toujours été perçues comme une manifestation de domination serbe et de menace renouvelée contre l'égalité nationale. L'introduction des principes du marché, la décentralisation de l'économie et la séparation formelle entre le parti et l'Etat, initiées au début des années 60, comme un programme de réformes de grande envergure, avaient pour but d'une part, de soulager la direction du parti de la pression des intérêts conflictuels et d'autre part, de limiter les pouvoirs de la bureaucratie fédérale, symbolisée par Alexandre Rankovic, secrétaire fédéral à l'Intérieur (11).

### Dynamique centrifuge

La réforme a, à la fois, élargi la liberté des partis des républiques et renforcé leurs contraintes. Autrement dit, la politique séparée de chaque nation a gagné une nouvelle et irrésistible autonomie. Les partis locaux ont simultanément utilisé cette situation pour répondre à — et pour contrôler — l'effervescence due à la pression démocratique venant d'en bas, et pour renforcer leur camp dans la négociation sur la réforme. Ce processus d'interaction entre le parti, l'Etat et

la nation a inévitablement pris des formes différentes dans chaque république et l'absence d'une synthèse pan-yougoslave s'est avérée fatale. Une telle synthèse aurait nécessité une réelle démocratisation du parti lui-même, mais cela ne faisait pas partie de la réforme. Finalement, la réforme elle-même fut abandonnée.

La dialectique des intérêts nationaux et de classe, impulsée par la réforme, n'a pas pu être assumée par le centre fédéral. Au début des années 70, dans une tentative désespérée pour asseoir son autorité, la direction du parti a mené une purge dans les partis des républiques. Des milliers d'intellectuels, de dirigeants, de cadres du parti et de l'Etat ont dû quitter la scène politique et ont parfois même été emprisonnés, ce qui a radicalement changé la composition du parti et de l'Etat (particulièrement en Croatie et en Serbie). La campagne pour la "désétatisation, décentralisation et débureaucratiation" a été remplacée par une attaque en règle contre les "nationalistes, les technocrates et les anarcho-libéraux".

### La purge

Cette purge a été menée au nom de la classe ouvrière et a reçu son soutien, puisqu'elle mettait fin à la réforme à laquelle elle était hostile. L'alliance partit-classe, soutenue par l'énorme autorité de Tito dans le parti et l'armée, a permis de casser le pouvoir local dans les républiques. Mais ce fut aussi la dernière occasion où les deux agirent à l'unisson.

La purge dans le parti a suivi de près la répression d'un mouvement étudiant radical "post soixante-huitard" (12), galvanisé par l'idée d'un renouveau révolutionnaire de la politique yougoslave. La disparition simultanée de ces deux solutions alternatives, que l'on peut définir en gros comme social-démocrate et révolutionnaire, a engendré un vide idéologique durable dans la LCY.

L'objectif immédiat de la purge était de resserrer le contrôle du parti sur toutes les sphères de la vie du pays. Mais elle a permis une montée sans précédent du pouvoir bureaucratique qui n'était plus centralisé, mais non moins destructeur pour autant. Loin de colmater les brèches au sein du parti, la résurgence bureaucratique les a simplement renforcées : le processus des différenciations internes du parti n'en a pas moins suivi, d'une façon perverse, les frontières fédérales de l'Etat. Après que la mort de Tito, en 1980, ait balayé la der-

10) L'Union soviétique a toujours joué un rôle important dans l'évolution de la Yougoslavie. Après la victoire de leur révolution, les communistes yougoslaves croyaient fermement que la révolution en Europe et dans le Tiers-monde était imminente. L'expulsion du PCY du Kominform a été un coup dur, puisque cela signifiait aussi la rupture des relations avec tous les autres partis communistes. La Yougoslavie s'est dès lors tournée résolument vers la révolution coloniale et une politique de non-alignement.

11) Alexandre Rankovic a été ministre de l'Intérieur sans interruption, de 1945 jusqu'à sa chute en 1966. Il était responsable des abus policiers durant cette période, sur-

tout au Kosovo. Par ailleurs, dans la période de l'immédiat après-guerre, il devint un symbole de la domination Serbe, même si très peu de preuves attestent qu'il soit un chauvin. Dans les années 60, il a cependant résisté à la fois à la décentralisation et à la libéralisation ce qui, couplé à son contrôle sur l'appareil de la sécurité, a finalement causé sa chute.

12) Les "soixante-huitards" en Yougoslavie sont ceux qui ont participé, en juin 1968, aux occupations d'universités et aux manifestations anti-impérialistes, notamment en Serbie. Leurs revendications étaient inspirées par les idées de leurs professeurs marxistes de gauche de la revue Praxis.

nière source d'autorité d'un pouvoir central incompetent, le désarroi de la LCY a éclaté au grand jour.

Un système complexe d'équilibre et de contrôle, inscrit dans la nouvelle constitution promulguée en 1974, a remplacé le centralisme. Un des objectifs de ce changement était d'empêcher l'une des nations d'acquiescer une situation dominante. Les formalités des arrangements constitutionnels étaient soutenues par la présence mise en valeur, dans la vie politique du pays, de nationaux, Macédoniens, Musulmans, Monténégrins et Albanais, habitants les régions méridionales, moins développées, pour faire contre-poids aux Serbes, aux Croates et aux Slovènes, qui bénéficient d'une meilleure situation. Parallèlement à la reconnaissance des musulmans bosniaques comme nation à part (ce qui a renforcé la position de la Bosnie-Herzégovine en tant qu'acteur autonome), les minorités nationales ont reçu des droits égaux aux nations slaves du sud, reflétés dans l'autonomie croissante des deux régions où elles prédominent : la Voïvodine et le Kosovo. Cela représentait un réel progrès, avant tout parce que cela affaiblissait le caractère slave de l'Etat.

### Le "rôle dirigeant"

La Constitution semblait en même temps contourner la nécessité pressante d'une démocratisation de l'Etat et de la politique du parti. En réalité, pour la première fois depuis l'histoire d'après-guerre du parti, elle spécifiait le rôle dirigeant de la LCY, une innovation enregistrée au moment même où celle-ci était devenue incapable de jouer un tel rôle. La suppression de toutes les initiatives démocratiques dans le parti et dans la société, a forcé le "parti d'avant-garde de la classe d'avant-garde" à intérioriser les intérêts différenciés et contradictoires opérant dans la société yougoslave. Finalement il s'est enfermé dans une situation où il ne pouvait que succomber, miné par leur potentiel destructeur. Le parti n'a certes pas été une victime passive de ce processus. Au contraire, en s'associant plus étroitement que

jamais aux couches sociales privilégiées, les fonctionnaires du parti et de l'Etat, l'aristocratie ouvrière, les directeurs des branches industrielles les plus fortes, les régions les plus développées, il a contribué à renforcer sa propre incohérence de classe et idéologique.

### Différenciations sociales

Les différenciations sociales sont devenues assez dramatiques. *"En Yougoslavie, 20% des ménages les plus pauvres, les moins bien lotis, ne reçoivent que 6,6% de l'ensemble du revenu national. En Grande-Bretagne ce chiffre est de 7%, en Belgique 7,9%, au Japon 8%, en Suède 7,4%, aux Etats-Unis 5,3%. La tranche suivante de 20% dispose de 39% du revenu national, alors que dans les pays cités ci-dessus cela varie entre 36 et 40%. Et finalement les 10% de ménages les plus riches de Yougoslavie disposent de 23% du revenu national. En Grande-Bretagne ce chiffre est de 23,4%, au Japon de 22,4%, en Suède de 28% et aux Etats-Unis de 20%. Mais à l'inverse des pays capitalistes, nous n'avons pas un système d'imposition adéquat au caractère de notre système, ni même de politique de taxation social-démocrate, en vigueur dans certains pays"* (13).

Pour le moment, le noyau central de la base de la LCY reste la classe ouvrière où continuent à se recruter beaucoup d'officiers de l'Etat-parti et de dirigeants de l'économie. Ce qui s'opère actuellement au sein du parti est une crise de son identité historique. Il se définit toujours comme un parti marxiste de la classe ouvrière, précisant que la transition au socialisme nécessite une dictature du prolétariat. Mais il a peur que ceci ne lui fasse perdre sa prépondérance politique dans le pays. La classe ouvrière est dans la confusion, déchirée entre sa traditionnelle loyauté envers l'Etat-parti et son expérience de se voir abandonnée par lui. Les travailleurs quittent le parti en masse. Ils organisent des grèves, manifestent en face des bâtiments du gouvernement et du parti, envahissent le parlement central, exigent la démission de leurs dirigeants. En fait, ils sont en conflit ouvert avec la LCY. L'Etat-parti, quant à lui, évite une confrontation ouverte. A l'exception récente

et significative du Monténégro, il n'utilise pas la force contre les ouvriers qui manifestaient. Cependant l'affrontement est proche. La substance de l'Etat yougoslave d'après-guerre s'est construite sur son caractère de classe et le soutien critique de la classe ouvrière au parti dirigeant. Malgré ses réels succès, le système politique éta-

bli après la révolution devient rapidement incapable, non seulement d'assurer le progrès social, mais même de sauvegarder ses acquis révolutionnaires. Le fossé entre la classe ouvrière et l'Etat-parti s'approfondit chaque jour davantage. Leur relation historique a changé et ni l'un ni l'autre réellement saisi la signification de cette évolution ni où cela allait se terminer. Alors que les travailleurs manifestent invariablement avec les portraits de Tito, la LCY cherche un ancrage solide dans l'Etat-Nation, qu'il soit slave, serbe ou autre.

### La tempête qui vient

Sans même savoir comment faire face aux conséquences, Le parti s'est simultanément engagé dans une libéralisation radicale de l'économie, aux résultats désastreux pour la majorité des travailleurs, sans avoir aucune idée sur la portée d'un tel choix. Alors que le gouvernement fédéral n'a eu aucune peine à recruter 160 des plus éminents économistes du pays pour sa commission pour la réforme économique, il a en même temps échoué totalement dans sa tentative de mettre sur pied une commission parallèle sur le bien-être social. Les fédérations, les républiques et les communes locales sont en train de se renvoyer la balle pour savoir qui va la financer. Nul ne veut prendre la responsabilité de la tempête qui approche, et encore moins la direction du parti. La démission sans précédent du gouvernement sous la pression des syndicats à la fin de l'année 1988 est juste un signe de la puissance des turbulences actuelles.

Les problèmes auxquels doivent faire face la Yougoslavie et la LCY ne forment pas un cas unique, mais font partie d'un éventail plus général de changements en Europe de l'Est. La différence doit être recherchée avant tout dans l'extraordinaire élasticité de la composition de classe et nationale de la Yougoslavie, née d'une révolution autchtone. Les manifestations pour les droits nationaux, les grèves des travailleurs des transports, de l'industrie et des services publics, les incursions de la classe ouvrière dans la politique de l'Etat-parti, témoignent de sa vitalité persistante. La Yougoslavie de Tito approche de sa fin et la lutte s'est engagée pour son héritage. Telles que les choses se présentent actuellement, il n'y a aucune raison de penser qu'elle ne sera pas remportée par ses héritiers légitimes. Mais, comme cela a toujours été le cas en Yougoslavie, l'issue sera également déterminée par ce qui se passe en Union soviétique. ■

Janvier 1989

13) Interview avec Pero Jurkovic, professeur d'économie à l'Université de Zagreb, Start, Zagreb, 10 décembre 1988.

# La démocratie pour tous

## Manifeste du Mouvement pour la liberté civique

**LES MANIFESTATIONS d'août 1988 à Prague marquent la fin d'une époque, celle de la peur. Une nouvelle étape s'ouvre pour l'opposition : celle du débat et des définitions politiques. En octobre dernier fut publié le Manifeste du Mouvement pour la liberté civique (HOS) signé par une centaine de personnalités. (1)**

**Petr Uhl, militant marxiste-révolutionnaire, n'était pas du nombre. Dans un texte de réponse à ce Manifeste, il explique ses désaccords.**

**Nous publions ici de larges extraits de ces deux textes, où se retrouvent des débats qui touchent tous les pays de l'Est.**

### DOCUMENT

**L'**HEURE EST VENUE d'un travail véritablement politique. Pénétrons donc dans cet espace à l'égard duquel les gens nourrissent une méfiance générale par la faute de ceux qui, depuis des décennies, l'occupent par leur dictature et leur incompetence.

Cet espace doit être réhabilité. La politique doit redevenir le lieu de l'expression et de l'exercice des intérêts véritables de la société.

**"Le pouvoir est incapable d'aller au-delà de ses propres limites"**

Le bilan des résultats des soixante-dix ans d'existence de l'Etat tchécoslovaque n'est pas réjouissant. Nous vivons une époque de profonde décadence morale de toute la société ; nous vivons dans des conditions non-démocratiques, dans les conditions d'une souveraineté nationale et étatique limitée ; nous déclinons sur le plan économique et technologique ; le potentiel créateur de la société est constamment étouffé par une manipulation centralisée ; l'environnement devient chez nous de plus en plus repoussant ; nombre de représentants des jeunes générations, dégoûtés, quittent leur patrie ; notre pays, jadis l'un des plus développés d'Europe, régresse à présent au rang des plus arriérés.

Le pouvoir actuel se rend compte, jusqu'à un certain point, de cette crise et proclame ou prépare certaines réformes partielles. Mais il est incapable d'aller au-delà de ses propres limites et de renoncer à son mode totalitaire de gouvernement, lequel constitue la raison essentielle de cette crise.

C'est pourquoi il est grand temps que la société, c'est-à-dire nous tous, en-

trions en politique. A partir de cette nécessité de l'heure, nous appuyant sur les efforts faits depuis plusieurs années par la Charte 77 pour décrire scrupuleusement la situation de notre pays, encouragés par les activités d'autres initiatives indépendantes en Tchécoslovaquie et dans d'autres pays du bloc soviétique, nous avons décidé de constituer le *Mouvement pour la liberté civique*.

Nous le concevons comme une libre association de groupes et de clubs politiques qui ne seront subordonnés à aucun centre, qui se créent librement dans différents points de notre pays et qui rassemblent des gens auxquels l'avenir de notre patrie n'est pas indifférent, des gens prêts, dans le respect du pluralisme, à une discussion ouverte de tous les problèmes politiques et qui sont décidés à s'engager directement dans la lutte politique, que ce soit par l'organisation de forums de discussion sur les lieux de travail ou dans les communes, l'engagement pour des revendications générales ou locales, en tentant de présenter des candidatures indépendantes aux élections, ou encore autrement.

Le *Mouvement pour la liberté civique* devrait être le lieu où se manifeste de

façon véritablement libre la volonté politique des citoyens. Il devrait ainsi constituer la diversité des intérêts et des orientations politiques.

Nous proposons donc quelques idées de base et quelques objectifs sur lesquels nous nous sommes entendus jusqu'à présent comme point de départ aux réflexions, comme sujet à élaborer. Nous les proposons à tous nos concitoyens et donc aussi à tous les participants potentiels au *Mouvement pour la liberté civique*.

### ● 1. Notre tradition est la démocratie

Après les pénibles événements de notre histoire récente, nombre de Tchèques et de Slovaques se demandent s'il fut bien sage de démolir l'Autriche et de créer un Etat tchécoslovaque indépendant, lequel, en tant que petit pays au centre de l'Europe, peut difficilement résister aux pressions de voisins plus puissants. Ces gens oublient que Masaryk (2) et ses collaborateurs — des Tchèques et des Slovaques — concevaient la formation de notre République comme partie intégrante de la révolution démocratique de l'époque qui visait à constituer l'Europe comme une communauté d'Etats démocratiques évoluant vers leur union.

Leur conception prenait pour point de départ les nécessités d'un monde moderne où toutes les forces sociales souhaitent être représentées sur un pied d'égalité, où les frontières entre les peuples et les Etats perdraient inéluctablement de leur importance. Ce n'était donc en rien une conception provinciale ou chauvine. Même si l'histoire européenne des dernières décennies a été bien amère, la conception à long terme de Masaryk se confirme être pleine de sens : la preuve en est fournie, par exemple, par le profond processus d'intégration dans la diversité qui se déroule depuis un certain temps déjà dans la partie occidentale de notre continent.

Mais la grande menace, militaire ou écologique, auquel le monde et l'Europe doivent faire face, ne pourra pas être désamorcée de manière définitive si l'idéal d'une unification démocratique n'est en cours de réalisation que dans une seule partie de l'Europe. C'est pourquoi de plus en plus de gens, à l'Ouest comme à l'Est, se rendent compte que l'unique voie, pour nous, tous est de viser à une démocratie totale dans toute l'Europe, y compris dans la partie de l'Europe où nous vivons. Nous sommes persuadés que c'est aussi la seule voie possible pour la Tchécoslovaquie. Nous ne savons pas encore comment notre pays prendra la voie de la démocratie ni



1) Nous reproduisons ici le texte paru dans la *Nouvelle alternative* et traduit par Amber Bousglou.

2) Thomas Masaryk (1850-1937) : dirigeant de la lutte d'indépendance contre l'empire austro-hongrois, fondateur de l'Etat tchèque. Influencé par les idées positivistes d'Auguste Comte et l'humanisme chrétien, pense le modèle d'une démocratie idéale. Demeure une référence par son autorité morale.

quelles formes prendra un jour une telle démocratie. Un simple retour au passé est impossible. Néanmoins, nous pensons que l'idéal et les valeurs sur lesquels notre Etat est né et les expériences — bonnes et mauvaises — faites pendant les vingt premières années de son existence, constituent un grand héritage plein d'inspirations, héritage sur lequel il est possible de s'appuyer.

Ce qui devrait nous préoccuper avant tout, c'est une démocratie véritable, c'est-à-dire une démocratie pour tous, une démocratie en tant que système basé sur un pluralisme spirituel, politique et économique comme sur une tolérance réciproque.

Sans une renaissance morale globale de la société et un développement nouveau de ses capacités créatrices, aucune démocratie ne naîtra par une simple décision bureaucratique. Mais en même temps sans l'édification de structures démocratiques, l'énergie morale et créatrice de la société ne pourra jamais se développer et trouver son application. Le courage civique des individus et la création de nouvelles conditions ou structures sociales doivent donc aller de pair.

## ● 2. Le pluralisme politique

Partisans de la liberté d'esprit, nous voulons nous employer à ce que l'Etat ne place aucune idéologie au-dessus de toutes les autres et qu'une telle domination ne puisse pas s'appuyer sur la loi fondamentale ou sur d'autres lois. La seule limite à l'égalité des opinions, ou plutôt de leur manifestation, devrait concerner ceux dont on peut faire la preuve qu'ils ne reconnaissent pas cette égalité et qu'ils veulent la limiter. Parti-sans de la démocratie, nous nous opposons à ce que le rôle dirigeant du Parti communiste tchécoslovaque ou de tout autre parti ou association élargie d'organisations qui s'arrogeraient le droit de parler au nom de tous, soit codifié dans la Constitution.

Que gouverne celui qui obtiendra la confiance des citoyens et s'il la perd, qu'il transmette le pouvoir à ceux qui ont obtenu cette confiance. Pour des raisons de principe, nous refusons qu'un groupe quelconque de la société soit supérieur à d'autres groupes. Les citoyens ne doivent pas être divisés en catégories supérieures et inférieures, la *no-menklatura* et les restrictions concernant les cadres doivent être abolies ; aucune idéologie ne saurait être retenue comme critère de la capacité à exercer des fonctions publiques.

## ● 3. Une nouvelle constitution démocratique

La nouvelle constitution tchécoslovaque devrait s'inspirer de ces principes pour garantir, sans aucune équivoque, l'égalité de tous les citoyens devant la loi ainsi que tous les droits civiques essentiels, de rassemblement, d'associa-



tion et d'exercice de leur volonté politique. Une telle constitution ne devrait pas mettre en doute la souveraineté de l'Etat tchécoslovaque.

Il faut aussi assurer à tous les citoyens le droit de voyager librement, de quitter leur patrie comme d'y revenir ; le phénomène de l'exil devrait donc perdre son sens. Si dans quelques cas exceptionnels, il est indispensable de limiter ce droit, il faut que ces cas soient clairement définis dans la Constitution ; il est aussi nécessaire d'interdire formellement d'abuser de cette limitation, que ce soit par la promulgation d'une autre loi ou décret, ou par une interprétation arbitraire de la loi fondamentale. Aucun citoyen ne saurait, sans son accord, être privé de sa citoyenneté.

La Constitution devrait comporter la possibilité d'organiser des référendums sur certaines questions d'importance concernant toute la société. Elle devrait renforcer les pouvoirs du président de la République ; introduire le principe de son élection au suffrage universel ; créer une juridiction administrative. Il est indispensable de créer un conseil constitutionnel en tant qu'organe suprême veillant à la constitutionnalité.

### "La future constitution devrait être tout à fait claire et sans aucune équivoque"

Dans tous ses principes de base, la future constitution devrait être tout à fait claire et sans aucune équivoque, mais en même temps elle devrait être brève et ne devrait pas, par un excès de détails (concernant, par exemple, la structure de l'administration de l'Etat), empêcher les évolutions ultérieures.

Une nouvelle loi électorale et sur les organisations politiques devrait être promulguée en même temps que la nouvelle constitution ; cette loi, dans l'esprit de cette constitution démocratique, devrait rendre possible la libre activité politique et concrétiser les moyens par lesquels différentes sortes de représentations civiques peuvent se soumettre au verdict des électeurs et peuvent participer à la gestion des affaires publiques.

La vie associative est et a toujours été l'expression naturelle d'une société culturelle articulée et le terrain naturel de sa vie politique. C'est pourquoi il faudrait

promulguer, en même temps que la nouvelle constitution, une loi nouvelle sur les associations qui, au lieu de neutraliser ce domaine, lui permette, bien au contraire, de resurgir.

Nous savons, bien sûr, que même la meilleure des constitutions ne garantira pas automatiquement une démocratie véritable de par sa simple existence. Mais dans notre situation, la simple adoption d'une constitution démocratique constituerait indubitablement un grand pas vers la démocratie.

## ● 4. Rétablir l'Etat de droit

La culture juridique, la conscience juridique et le respect de la légalité se décomposent dans notre pays. Pour les raviver, le premier pas à faire devrait être une reconstruction progressive de tout le système juridique. Il doit être simplifié, clarifié et débarrassé de tous ses éléments totalitaires.

Pour cela, il faut d'abord que tout le système juridique soit rendu conforme aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, ce de manière inconditionnelle et sans laisser place à des manœuvres échappatoires. Il faut que notre législation respecte les traités sur les droits de l'Homme ainsi que les autres normes internationales que notre Etat a d'ores et déjà formellement adoptées.

Il nous faut un Code pénal, éliminant tous les éléments permettant des abus politiques contraires à une constitution démocratique. Il faut modifier le droit civil, économique et administratif, de façon à ce qu'un rapport équilibré soit instauré entre les droits de l'individu et ceux de la société.

Il faut rendre leur totale indépendance aux tribunaux, garantir tant les droits de la défense que le contrôle public de l'exercice de la justice. Le barreau devrait constituer une organisation autonome. Devant le tribunal, un avocat devrait jouir des mêmes droits qu'un procureur. La création d'une juridiction administrative permettrait que la fonction du procureur soit limitée à l'accusation publique dans les procès criminels.

Il faudrait élaborer une nouvelle réglementation de la détention qui corresponde aux connaissances et expériences modernes, qui transfère les lieux de détention à l'administration civile et qui les humanise. Sous prétexte de rééducation, le citoyen emprisonné ne doit être humilié ni physiquement, ni moralement et ne doit pas être exploité dans son travail. La détention provisoire ne devrait être appliquée que s'il est démontré qu'elle est indispensable et ses modalités devraient respecter le principe de la présomption d'innocence.

La loi sur la SNB (Sécurité d'Etat) amendée et une formation adéquate devraient amener tous les membres de la SNB à se conduire en citoyens dont le rôle est de protéger tous les autres et non de les dominer. La sécurité devrait être soumise au contrôle des corps re-



présentatifs et du public. La sécurité d'Etat, cet instrument énorme, tout puissant, redoutable et omniprésent de la manipulation autoritaire des citoyens et dont l'activité réelle déborde, dans de nombreux cas, même le cadre de ses pouvoirs actuellement définis, devrait être transformée en un service indispensable de contre-espionnage et d'anti-terrorisme, en conséquence de quoi le nombre de ses agents devrait diminuer de manière radicale.

La réforme du système économique nécessitera une modification approfondie du droit économique. Il faut remplacer le maquis impénétrable des différentes lois et de leurs amendements, décrets et ordonnances par un code qui serait le plus simple possible, compréhensible et le plus stable possible, qui donnerait aux entreprises et aux individus des certitudes sur les règles qui régissent les différentes formes d'activités économiques.

Il faut aussi simplifier et humaniser le droit social, le droit locatif, et avant tout le droit administratif : le citoyen doit être délivré de la peur des fonctionnaires comme d'une sorte de seigneurs modernes et les fonctionnaires doivent être soumis au contrôle des corps représentatifs et du public ; il est impensable, par exemple, que les députés aux comités nationaux (NDR : les comités nationaux ont remplacé les conseils municipaux de jadis ; ils existent aussi au niveau cantonal et régional) ne soient que des appendices ou des ornements de leurs appareils. Si le comité national doit être plus qu'une simple caricature de son nom, son appareil ne peut se comporter d'une manière plus autoritaire que ne le faisait jadis l'administration préfectorale.

## ● 5. Sauver l'environnement

(Ce chapitre porte sur les dangers écologiques qui pèsent sur le pays et la nécessité d'un type de développement qui prenne en compte ces problèmes).

## ● 6. Les voies vers la prospérité économique

Notre expérience a montré que le pluralisme économique est impossible sans pluralisme politique et que sans pluralisme économique l'économie du pays prend du retard et dépérit. C'est pourquoi seule une transformation du système

politique telle que nous l'envisageons peut ouvrir la voie à une réforme économique véritablement radicale qui libérerait les entreprises du joug de la bureaucratie centralisée. La sphère de l'entreprise peut être rendue créative par des leviers financiers, par un appui clairvoyant des secteurs qui ont de bonnes perspectives ; il peut l'être surtout par un retour aux principes de l'offre et de la demande, aux rapports marchands, à la concurrence et à la vérité des prix.

Nous pensons que la recherche de nouvelles formes de propriété sociale des entreprises, y compris des formes autogestionnaires, fait naturellement partie d'une telle réforme radicale de l'économie. Nous nous prononçons pour un large soutien des coopératives, nous sommes pour le pluralisme de diverses formes de propriété et de décision et pour des conditions qui permettent aux différents secteurs de l'économie et aux entreprises de rechercher les formes qui correspondent le mieux à leurs besoins spécifiques, qui permettent d'utiliser au mieux l'esprit d'entreprise et qui, partant, aboutissent à leur prospérité.

### **"Le plein rétablissement de l'entreprise privée est inéluctable"**

Nous pensons que le plein rétablissement de l'entreprise privée est inéluctable dans les domaines du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, dans une partie de l'agriculture et dans le domaine culturel. Il devrait être possible pour les paysans de donner la préférence à la possession d'une ferme familiale ou à la location à long terme des terres par une coopérative. La perspective de travailler à son propre compte amènera un bénéfice pour toute la société. Sans la participation de particuliers, de petites coopératives et de petites entreprises indépendantes, on ne peut assurer ni des services satisfaisants à la population, ni la variété des biens de consommation, ni un développement de l'invention. Tout ce domaine devra être généreusement appuyé par l'octroi de crédits à long terme, comme par des allègements fiscaux et une aide matérielle pour les débuts. C'est dans ce secteur que pourraient être créés des emplois pour ceux qui vont perdre les leurs tant en raison de la réduction indispensable d'une administration pléthorique que de par la fermeture d'entreprises non rentables. L'entrepreneur doit jouir d'un statut légal qui lui garantisse le bénéfice des fruits de son travail.

En ce qui concerne la grande industrie, il faudra la réorganiser de telle façon que le facteur de rentabilité ne soit pas subordonné à des raisons politiques, telles que la création artificielle d'emplois ou le choix des priorités dictées par des rapports économiques internationaux dénaturés. L'économie tchécoslovaque devrait s'intégrer, de façon naturelle, à l'économie mondiale, basée sur

la division internationale du travail, généralement stimulante.

## ● 7. Une vie spirituelle libre

Aucun problème de ce pays ne pourra être résolu tant qu'il ne sera pas possible d'en parler publiquement et d'écrire librement. La vie spirituelle, la culture et les *mass media* représentent le cerveau et le tissu nerveux de la société, l'instrument de sa prise de conscience ; ils focalisent sa connaissance et sa réflexion ; ils offrent un lieu où elle découvre et façonne sa consistance morale et son identité. La première condition de toutes les améliorations est donc la liberté de la culture au sens le plus large du terme. On devrait donc prioritairement supprimer toutes les formes apparentes et cachées de censure mais aussi les manipulations centrales de toutes sortes dans ce domaine. Des *mass media* indépendants, maisons d'édition et agences de presse, et autres établissements culturels doivent naître et agir en toute liberté et ce aussi bien sur une base étatique que coopérative et privée. Aucune administration centrale, pas plus que les Unions manipulées de créateurs, n'ont le droit de limiter quelque manifestation de l'esprit que ce soit ou de décider de sa qualité : seul, le public doit être juge. L'administration ne peut faire qu'une chose : créer les conditions matérielles et organisationnelles de la culture ; les Unions ne peuvent représenter que les intérêts de leurs membres en matière d'emploi, de conditions de travail ou d'intérêts sociaux ; aucune d'elles ne peut *a priori* monopoliser la création et empêcher ainsi l'émergence d'une autre Union.

Il est encore indispensable de transformer fondamentalement tout l'enseignement dont la décadence actuelle est alarmante. L'école n'est pas seulement un lieu où les jeunes se préparent aux professions dont l'économie nationale a besoin et elle ne saurait en aucun cas être le moyen d'un quelconque endoctrinement idéologique où on ne forme que des individus serviles incapables de penser par eux-mêmes. L'enseignement devrait dispenser une érudition vraiment universelle, inculquer la liberté d'esprit, ouvrir de larges horizons et aider les gens à s'orienter moralement dans le monde. C'est pourquoi le principe du plu-



ralisme idéologique et institutionnel devrait également pénétrer l'enseignement. L'inviolabilité du territoire des universités devrait être garantie, les critères politiques dans le choix des enseignants, des élèves et des étudiants ainsi que dans l'attribution de grades universitaires et scientifiques devraient être abolis ; seuls le talent, les capacités professionnelles et les valeurs humaines devraient entrer en ligne de compte.

En ce qui concerne la recherche, on devrait également rendre possible l'apparition de divers lieux de travail autonomes, d'instituts, de laboratoires de recherche appliquée, subventionnés par l'Etat ou par des entreprises, par des organisations ou des fondations. Une circulation totalement libre des personnes et des idées est depuis longtemps une évidence dans le monde scientifique et universitaire ; si elle ne peut pas naître, nous allons le payer cher.

### ● 8. La liberté religieuse

Le pluralisme spirituel signifie non seulement l'égalité et le respect mutuel de gens qui ont des croyances différentes mais aussi le droit, mutuellement respecté, de manifester leur foi en public et dans des institutions adéquates. C'est pourquoi nous appuyons pleinement l'exigence d'une séparation de l'Eglise et de l'Etat afin que les croyants jouissent chez nous des mêmes libertés que dans tous les pays civilisés.

La liberté d'action des ordres monastiques, masculins et féminins, selon leurs traditions séculaires, doit aussi être garantie. La liberté religieuse est de l'intérêt de nous tous et pas seulement de communautés partielles. Tant qu'un chrétien ne peut pas véritablement vivre en chrétien, personne d'autre y compris les athées, ne peut pleinement vivre selon ce qu'il se sent être. Le contrôle exercé par l'Etat sur les Eglises est amoral parce qu'il introduit une inégalité supplémentaire dans la société : les citoyens croyants sont soumis de plus à une loi qui ne vise pas les autres. Du point de vue historique, nous tenons pour particulièrement important le fait qu'il n'y a pas si longtemps ce soient les catholiques précisément qui se soient prononcés si massivement à la fois pour les droits des croyants, et pour les droits du citoyen.

### ● 9. Des syndicats indépendants

Les travailleurs doivent avoir le droit de créer des syndicats à partir de la base, de s'y organiser comme ils l'entendent et de manifester par leur truchement leurs véritables intérêts professionnels et sociaux. L'expérience montre clairement l'importance du droit au pluralisme dans la vie syndicale. Des syndicats dirigés par l'Etat et qui jouissent d'un monopole, même s'ils tentent de faire de leur mieux, ne peuvent être, de par leur nature, rien d'autre qu'un ins-

trument de plus du pouvoir totalitaire. Si l'Etat ne doit pas être le seul employeur de tous les travailleurs, ni l'unique représentant autorisé de leurs intérêts, il ne saurait en tout cas être les deux à la fois.

Les syndicats doivent être indépendants de l'Etat et de l'employeur ; c'est ainsi qu'ils pourront exercer leur fonction véritable, que l'économie pourra fonctionner sainement et que les problèmes sociaux latents ne continueront pas à s'aggraver.

### ● 10. Contre la militarisation de la société

*(Dans ce chapitre, les signataires demandent le droit à un service de substitution au service militaire, et que "des négociations soient amorcées sur le retrait des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie" lesquelles contribuent "à l'asymétrie des forces conventionnelles en Europe".)*

### ● 11. L'identité nationale

*(Ce chapitre rappelle que la Tchécoslovaquie est un Etat fédéral et qu'il convient d'être particulièrement attentif au respect des droits des minorités.)*

### ● 12. La Tchécoslovaquie fait partie de l'Europe.

Le cheminement de la Tchécoslovaquie vers la démocratie fait, d'après nous, partie d'un processus plus vaste qui, avec des intensités variables et sous des apparences diverses, se déroule aujourd'hui dans la plupart des pays du bloc soviétique. Les citoyens commencent à exiger leurs libertés et les gouvernements commencent à se rendre compte que le système totalitaire mène à une impasse.

Nous n'assimilons pas, bien sûr, un tel processus à une tentative de briser par la violence les liens qui, historiquement, sont nés entre nos pays ; nous souhaitons pourtant les transformer en des liens démocratiques, basés sur l'égalité et le plein respect de la volonté et des intérêts de tous les participants. Nous ne visons donc pas une déstabil-

sation, des incertitudes et des querelles, mais à surmonter tout ce qui reste de la politique impériale stalinienne. Nous voulons aussi en finir avec l'héritage de la guerre froide, avec la politique traditionnelle d'équilibre en Europe basée sur les intérêts de deux grandes puissances ou encore avec l'opinion douteuse selon laquelle l'unique chose qu'on puisse faire pour la paix, c'est de renforcer le statu quo.

Une paix durable et véritable ne peut être basée que sur la confiance réciproque de peuples qui disposent librement de leurs droits et d'Etats démocratiques. Cette confiance ne naîtra pas, bien sûr, dans les cabinets de négociateurs diplomatiques. Elle ne peut se traduire en résultats concrets qu'après être née et s'être développée dans la société européenne en tant qu'entité. (...)

### **"Prendre la voie que nous suggérons par les moyens qui leur paraîtront adéquats"**

Nous ne sommes ni des utopistes, ni des impatientes. Nous savons fort bien que la Tchécoslovaquie ne deviendra pas un Etat prospère et démocratique du jour au lendemain. Nous avons encore devant nous bien du travail, un travail difficile.

Mais on ne peut plus se permettre d'en ajourner le commencement ou d'attendre. Trop de nuages dangereux s'amassent au-dessus de la civilisation actuelle et la crise dans laquelle se trouve notre patrie est bien trop profonde pour que nous puissions nous permettre un tel luxe.

Nous invitons donc tous nos concitoyens à prendre la voie que nous suggérons par les moyens qui leur paraîtront les plus adéquats. Ils peuvent le faire non seulement en signant ce manifeste mais par n'importe quel travail concret pour la victoire de la démocratie dans notre pays. ■

**Fait à Prague,  
Brno et Bratislava ;  
Le 15 octobre 1988**

### **Les 116 premiers signataires**

Frantisek Adamek, Milan Balaban, Pavel Barsa, Rudolf Battke, Jarmila Belikova, Tomas Belka, Antonin Belohoubek, Vaclav Benda, Rudolf Bereza, Karel Binovec, Irena Boruvkova, Pavel Bratinka, Marcela Brunclikova, Jana Bucharova, Jan Camogursky, Jirina Cechova, Albert Cerny, Ivan Dejmal, Stanislav Devaty, Jiri Dienstbier, Viktor Dobal, Jan Dobrovsky, Premysl Fialka, Marketa Fialkova, Karel Freund, Eduard Geissler ml., Jaromir Giac, Stefan Gütler, Vladimir Hajny, Vaclav Havel, Ladislav Hejdanek, Ivan Hoffman, Marie Holubcova, Jirina Hrabkova, Ludvik Hradilek, Tomas Hradilek, Jana Hradilkova, Simona Hradilkova, Jozef Jablonicky, Bohumir Janat, Drahoslava Janderova, Milan Jelinek, Milan Jungmann, Petr Kabes, Jiri Kanturek, Eva Kanturkova, Bozena Komarkova, Jan Kozlik, Daniel Kroupa, Jiri Krivsky, Marie Rut Krizkova, Bohumir Kuba, Marie Kubova, Miroslav Kusy, Ivan Lamper, Jan Langos, Ales Lederer, Ladislav Lis, Jan Litomisky, Sergej Machonin, Jiri Machovsky, Vladimir Manak, Anna Marvanova, Jaroslav Meznik, Vladimir Mlynar, Dana Mrtva, Michal Mrtvy, Pavel Nauman, Martin Palous, Radim Palous, Jan Payne, Lenka Payneova, Karel Pecka, Petr Placak, Drahusa Probstova, Lenka Prochazkova, Tomas Pstross, Milos Rejcht, Jan Ruml, Jiri Ruml, Jan Schneider, Anton Selecky, Jiri Skalicky, Dusan Slavik, Karel Srp, Andrej Stankovic, Jan Sabata, Jaroslav Sabata, Frantisek Samalik, Dolores Savrdova, Jaroslav Sebesta, Milan Simecka, Jan Simsa, Jan Stern, Olga Sulcova, Jachym Topol, Jan Trefulka, Jakub Trojan, Vladimir Turek, Miroslav Tyl, Milan Uhde, Jitka Uhdeova, Vaclav Umlauf, Zdenek Urbanek, Eduard Vacek, Ludvik Vaculik, Eva Vidlarova, Tomas Vlasak, Josef Vohryzek, Alexandr Vondra, Josef Vydrar, Pavel Vydrar, Tomas Zelenka, Rudolf Zeman, Vlt Zukal, Katerina Zukalova ■

# La démocratie pour quelques-uns

## Critique du Manifeste du HOS

**(...) JE POURRAIS caractériser le Manifeste du HOS, *sine ira et studio*, comme une espèce d'amalgame intégrant et promettant presque tout et donc diffus et peu clair (ce qui ne peut qu'entraîner pour le mouvement des difficultés de croissance ou plutôt, des complications prénatales), si ses auteurs ne faisaient pas comme s'ils parlaient au nom de tous les démocrates, et donc, en mon nom (...) (1)**

Petr UHL

**D**ANS L'INTRODUCTION du Manifeste du HOS, je lis que ce mouvement "rassemble des gens auxquels l'avenir de notre patrie n'est pas indifférent, des gens prêts, dans le respect du pluralisme, à une discussion ouverte de tous les problèmes politiques et qui sont décidés à s'engager directement dans la lutte politique..." Tout ceci vaut pour moi, personne n'en a jamais douté. (...)

Voyons donc comment les auteurs du Manifeste respectent eux-mêmes le principe de pluralité.

### Un large spectre d'opinions

En 1968-1969, quand tous les critiques et adversaires du centralisme bureaucratique et du stalinisme s'exprimaient relativement librement, il existait un spectre assez large d'opinions sur la direction dans laquelle devait évoluer la société qui se libérait de l'enfermement dogmatique et de l'hégémonie bureaucratique.

A une extrémité de ce spectre, il y avait les partisans de conceptions technocratiques (de mon point de vue non-démocratiques dans leur essence) qui luttaient pour une société de production, de responsabilité et de discipline. Ils mettaient en avant la compétence, ils prônaient le pouvoir des spécialistes ou, au moins le renforcement de leur influence. Ils avaient aussi comme slogan le "dénivellement" et encore, dans les rangs.

A l'autre extrémité de ce spectre, il y avait les partisans de l'autogestion au niveau de l'ensemble de la société, qui voulaient que les producteurs eux-

mêmes prennent les décisions ou participent aux décisions concernant les moyens de production et les conditions de travail. Dans ce camp, on avait vu se développer différentes positions anti-autoritaires, avec une critique du mode de production capitaliste et de la démocratie bourgeoise, et une tentative de compréhension des problèmes du Tiers-monde.

Les deux camps s'accordaient plus ou moins à reconnaître la nécessité d'un rétablissement des rapports marchands. Pour les technocrates, c'était un impératif évident et bienvenu, pour les défenseurs de l'autogestion une perspective problématique, demandant l'élaboration de mécanismes de compensation efficaces au niveau social.

### Démocratie directe et indirecte

Dans les discussions sur le système politique, ou plutôt, sur la structure du pouvoir, les technocrates se sont exprimés pour un système de représentation, pour la démocratie indirecte. Selon le degré de maturité de leurs conceptions politiques, ou plutôt selon la tactique choisie, ils prônaient l'existence de plusieurs partis politiques ou, au moins, de plusieurs courants ou tendances à l'intérieur du Parti communiste tchécoslovaque : la fameuse "opposition" formulée par le Programme d'action du PCT d'avril 1968 (2). Des regroupements auraient dû gouverner seuls ou en coalition et rendre compte devant le Parlement (et non directement devant les travailleurs) du contrôle public, de la presse libre, etc. Les technocrates ont admis la possibilité, parfois l'opportunité ou la nécessité, d'une autogestion économique qui exprimerait les intérêts des travailleurs de l'entreprise sans toucher à la gestion opérationnelle, ni à la gestion à moyen terme, de l'entreprise, laquelle serait confiée à des spécialistes. Les adversaires du *management* économique et du système partis-Parlement ont voulu faire descendre le plus possible le pouvoir économique, non pas seulement au niveau de l'équipe directoriale, mais à celui des ouvriers et des employés et de leur organisation qu'ils auront créée eux-mêmes, pour exprimer leurs intérêts.

Dans le domaine politique, eux non plus n'ont pas pris position contre la dé-



mocratie représentative mais ils ont proposé qu'on introduise dès le début des mécanismes de démocratie directe, et ceci non seulement dans la sphère de production, comme je l'ai dit, mais également dans tous les domaines de la vie sociale. Ces mécanismes, peu importants au début, ne faisant que compléter le système démocratique représentatif (un Parlement, des organes élus), se renforceraient au fil des années, des décennies et, peut-être, des générations, limitant progressivement la domination et la manipulation des uns et des autres. Cette évolution vers les idéaux communistes ne dépend évidemment pas tant de la foi qu'auraient les gens en une doctrine "salvatrice en elle-même", mais de la situation sociale d'ensemble et de sa dynamique, surtout dans le domaine de l'économie (suppression du manque, temps libre) et de la culture (éducation, choix des valeurs, en particulier pour les générations montantes).

On a beaucoup débattu. J'entends encore les réserves émises par rapport aux utopies, réserves dues au manque de courage et à la sous-estimation de la nature et des capacités humaines, ce qui est un facteur commun du stalinisme, des courants totalitaires qui ont suivi et des conceptions technocratiques.

### Où est passée l'autogestion ?

Mais comme souvent en Bohême, les extrêmes n'ont pas été représentés. Nous n'avons pas eu d'anarchistes partisans d'une société égalitariste et libertaire (nous n'en avons toujours pas à la différence de la Pologne). Nous n'avons pas eu de technocrates qui auraient voulu arrêter, au moins pour un temps, les mécanismes démocratiques (le Parlement, les partis) et suspendre les libertés démocratiques à peine acquises. Les deux camps n'étaient même pas très bien délimités, la plupart des adver-

1) L'introduction de cet article rappelle que les signataires de l'HOS ont été convoqués par la Sécurité d'Etat, pour leurs écrits. Petr Uhl qui le fut aussi, pour "témoigner", a bien évidemment refusé de le faire, car quels que soient ses désaccords avec le HOS, "il est clair que partisans et adversaires du HOS resteront dans la même barque jusqu'à la chute de la dictature bureaucratique qui brime tout le peuple tchécoslovaque".

2) Document officiel adopté par le Comité central en avril 1968 qui donnait le cadre du 14<sup>e</sup> congrès du Parti prévu pour août 1968. Tout en faisant des concessions au mouvement démocratique qui se développait, il maintenait l'essentiel du système, dont le rôle dirigeant du parti.

saies de la domination bureaucratique occupant une position intermédiaire entre les deux points de vue que j'ai distingués (didactiquement).

Cela se reflétait aussi dans les documents de l'époque, par exemple, dans le projet de loi sur l'entreprise, dans les positions syndicales, etc.

### Des conceptions technocratiques

Néanmoins, les deux tendances décrites, la tendance autogestionnaire qui met l'accent sur le développement de la démocratie directe, et la tendance technocratique qui en reste à la démocratie indirecte, ces deux tendances existaient réellement dans la Tchécoslovaquie des années 60. Les auteurs et les signataires du Manifeste du HOS ne peuvent l'ignorer : plusieurs d'entre eux ont été des partisans déclarés de l'autogestion pour l'ensemble de la société.

Et si aujourd'hui on fait comme s'il n'existait qu'une démocratie indirecte, il ne s'agit pas d'un oubli mais d'un choix conscient. Les Enfants de Bohême veulent un roi (3), le HOS peut militer pour une démocratie indirecte, ce serait dans l'ordre des choses. Mais il faudrait qu'il élimine les idées qui ont non seulement été formulées théoriquement en 1968-1969, mais aussi concrètement réalisées : dans le mouvement étudiant, dans d'autres organisations de jeunesse, dans une partie du mouvement syndical, dans la production elle-même, de façon embryonnaire mais plus particulièrement dans la culture, partout il se manifestait une tendance à la démocratie directe, des groupes de pression (parfois efficaces) se formaient, on discutait des droits de la minorité active par rapport à la majorité non-engagée, etc.

Mais, dans le Manifeste, le principe de démocratie directe n'est mentionné qu'une fois, là où l'on réclame l'introduction de référendums pour décider de certaines questions très importantes touchant l'ensemble de la société. L'aspect "allant de soi" des formulations concernant le système politique montre que les auteurs du texte n'ont pas douté un instant qu'il n'y avait pas d'alternative au système parlementaire de partis politiques briguant le pouvoir dans le cadre d'élections (voir chapitre 3, paragraphe 6). Et ceci, alors qu'il est dit au début (chapitre 1) que "Nous ne savons pas encore comment notre pays prendra la voie de la démocratie et quelles formes prendra un jour une telle démocratie".

Le pire, évidemment, c'est qu'oubliant volontairement l'idée d'autogestion au niveau de l'ensemble de la société, et l'idée d'un développement progressif de la démocratie directe, les auteurs affirment tout tranquillement (dans l'introduction) qu'il y a assez de place dans le HOS pour tous ceux qui respectent le principe de pluralité.

Ces vingt dernières années, la pensée politique en Tchécoslovaquie s'est

très visiblement déplacée de la démocratie vers des modèles fondés sur la manipulation, d'idées démocratiques dans la production vers des conceptions technocratiques, d'une étude sensible des rapports entre les droits de l'individu et ceux de la société vers un "aller au peuple" émotionnel, évoquant la Renaissance tchèque, ainsi que vers la croyance en l'existence possible d'un Etat juste, placé au-dessus de la société. Une partie de tout cela se retrouve également dans le Manifeste du HOS.

Ce qu'il y a de triste là-dedans, c'est que beaucoup de signataires, personnes possédant une haute culture et un passé socialiste (au meilleur sens de ce mot) ont pu aussi rapidement renoncer à leurs idées et adhérer à un texte qui n'a rien à voir avec le socialisme. (En disant socialisme, je pense évidemment à un socialisme fondé sur la démocratie ; les socialismes "réels" et autres me sont étrangers comme ils sont étrangers à mes adversaires politiques du HOS).



### L'abandon de positions de gauche

En sont-ils venus là pour avoir tenu compte de l'opinion publique chez qui il y a un déplacement marqué à droite ? Ou n'ont-ils pas plutôt cédé à quelques signataires néo-conservateurs du Manifeste qui ne se seraient jamais associés à une déclaration qui aurait admis, à côté d'une démocratie représentative, ne serait-ce que la possibilité d'une démocratie directe ? Je l'ignore, mais dans un cas comme dans l'autre, le bilan n'est pas gai.

Cependant, l'abandon des positions de gauche a ses propres causes, plus profondes. Au fond, après des années de combat pour les idéaux socialistes, on ne croit plus à un avenir meilleur de l'humanité. Les horreurs du stalinisme, le marasme généralisé et la stagnation des pays du "bloc" soviétique, la relative prospérité (dont les causes plus larges

n'ont pas été étudiées) de l'Occident européen et maintenant l'orientation gorbatchévienne, avec des éléments perceptibles d'"occidentalisation", devenue le principal espoir des vétérans politiques, tout cela est si déprimant que les gens cherchent une issue dans la négation de tout ce qu'ils avaient soutenu auparavant. (...)

(Nous avons coupé ici — pour des raisons de place — un long développement de Petr Uhl expliquant pourquoi certains militants de l'opposition socialiste ne l'étaient plus et les raisons pour lesquelles il continuait de penser que seul le socialisme demeurerait l'avenir de l'humanité.)

Je sais bien que mes opinions sont quelque peu "démodées" (en français dans le texte, ndlr), mais si j'abandonnais cette vision des perspectives de l'humanité, qui ne sont certes, ni splendides ni radieuses, mais en tout cas meilleures que ce qui est, je ne pourrais plus travailler en politique ni dans le domaine des droits de l'Homme.

### La propriété des moyens de production

J'ai déjà touché au problème de la propriété et du droit de disposer des moyens de production. Il n'est pas surprenant que les propositions du Manifeste du HOS s'accordent sur ce point avec ce qui, ces derniers temps, a été introduit en Hongrie, en Pologne, et ce qui se prépare dans une plus large mesure encore en URSS et, peut-être également en Tchécoslovaquie. L'HOS recommande un pluralisme de la propriété des moyens de production. Dans le cas des moyens de production jusqu'ici "étatiques", il est pour une autogestion économique. L'autogestion a donc pénétré jusque dans le Manifeste mais évidemment uniquement sous sa forme économique (yougoslave). Le parti pris pour le mouvement coopératif (dans les services, les commerces et une partie de la production) est certainement très nécessaire dans les conditions tchécoslovaques actuelles et également comme soutien à la petite entreprise privée qui n'exploite pas un travail étranger (par exemple, l'entreprise familiale). La situation économique de notre pays est mauvaise et d'après les pronostics, elle va encore empirer. Dans ces conditions, il va de soi qu'il faut trouver des moyens qui pourraient l'assainir. Etant donné le retard sans cesse grandissant de l'économie tchécoslovaque, on propose, comme remède, une participation étrangère, y compris un apport de capital étranger, dans différentes branches de l'industrie tchécoslovaque. Je ne partage pas l'opinion qui affirme que cette restauration des rapports de production capitalistes, telle qu'elle est en train de se réaliser en Hongrie ou en URSS, telle qu'elle fait loucher Mes-

3) Mouvement de jeunes, surréaliste et pacifiste. Un des groupes à l'origine des manifestations d'août 1988.

sieurs Jakes et Adamec, ou telle que la postule l'HOS, signifierait l'abandon des "acquis du socialisme" ou des "privilèges de la classe ouvrière", ne serait-ce que parce que ces acquis et privilèges sont inexistantes, aussi bien de façon relative (en comparaison avec le prolétariat occidental) qu'absolue.

Néanmoins, le fait qu'on envisage de brader l'économie tchécoslovaque et de l'inclure dans le système économique de l'Europe occidentale, provoque une série d'interrogations inquiétantes d'ordre social et politique.

Le 29 novembre 1988, quatre groupes indépendants de la République démocratique allemande — la Bibliothèque de l'environnement, les Socialistes démocrates, le Socialisme d'en bas et Les voix contre — nous ont adressé une déclaration de solidarité avec les victimes des persécutions politiques en Tchécoslovaquie. Je m'identifie sur le fond avec la conclusion de leur déclaration que je cite ici de façon intégrale (voir encadré ci-contre).

### Un usage abusif du pluralisme

C'est un autre langage que celui du Manifeste du HOS : "... Nous sommes pour le pluralisme de différents types de propriété et de décision, et pour des conditions qui permettent aux différents secteurs de l'économie et aux entreprises (à qui dans ces "secteurs" et "entreprises" ? P.U.) de rechercher les formes qui correspondent le mieux à leurs besoins spécifiques, qui permettent d'utiliser au mieux l'esprit d'entreprise et qui, partant, aboutissent à leur prospérité" est-il déclaré dans le Manifeste de l'HOS.

Il faut dire clairement ici que l'on abuse du mot "pluralisme". L'HOS a bien entendu le droit de proposer un tel pluralisme, de même que d'autres peuvent avoir le droit, dans le cadre par exemple "d'un pluralisme des peines", de proposer leur élargissement à la bastonnade ou encore d'autres, dans le cadre du "pluralisme de la formation et de l'éducation", de militer pour des écoles privées pour ceux qui peuvent payer. On ne peut reprocher aux adversaires de la bastonnade, des écoles confessionnelles ou de l'exploitation du travail d'autrui, de manquer de démocratisation (dans la mesure où ils ne veulent pas supprimer le débat sur ces questions). On ne peut pas non plus s'en débarrasser en arguant que les systèmes pénitentiaire, éducatif et économique actuels, sont dans un tel état (et là il est possible de décrire de façon véridique les horreurs des prisons, des écoles et des usines) que les mesures proposées représenteraient une amélioration marquante. Ceci dit, il y a toujours moyen de chercher d'autres formes d'amélioration. J'aimerais, dans le présent et pour l'avenir, convaincre mes concitoyens que la limitation du pluralisme des formes de la pro-

## Déclaration des mouvements indépendants est-allemands

"(...) Ces mesures de répression démontrent la profondeur de la crise où se trouvent les dirigeants bureaucratiques de nos deux pays. Ils refusent le débat public sur les réformes démocratiques et économiques nécessaires, ils esquivent la confrontation avec l'histoire réelle, ils refusent de rendre compte aux travailleurs.

Au lieu de cela, la bureaucratie se réfugie dans l'escalade de la répression sur la scène politique intérieure et, en politique extérieure, elle essaie de se brancher sur les mécanismes de marché impérialistes en espérant résoudre ainsi les difficultés économiques. Ces tentatives vont dans le sens des intérêts du capitalisme qui essaie de pénétrer dans de nouveaux pays avec de bas salaires, des débouchés et des ressources en matières premières, gages de profit. Elles vont aussi dans le sens des intérêts de la bureaucratie qui s'efforce de maintenir ses privilèges matériels et de fonction au moins en position de gérant d'une économie dirigée désormais dans le cadre de nouveaux rapports de production, des rapports marchands.

Cependant, cela ne peut que signifier une dégradation brutale du niveau de vie dans nos pays, l'inflation et les acquis sociaux bradés. Nous n'entrevoions aucune solution dans la restauration des mécanismes économiques capitalistes. La richesse des uns signifie toujours la misère et l'oppression des autres ; de même que le niveau de vie élevé à l'Ouest est rendu possible dans une grande mesure par la misère du Tiers-monde.

Le progrès économique du pays et la valorisation de l'effort accru des travailleurs en vue d'un tel progrès ne peuvent se faire avec un gouvernement d'appareilleurs qui s'y sont cooptés, mais seulement avec un gouvernement politique des travailleurs eux-mêmes et à la condition que les droits démocratiques soient pleinement assurés. Certains milieux à l'Est et à l'Ouest se rapprochent de plus en plus dans leur effort pour maintenir leurs privilèges de pouvoir.

C'est pourquoi il ne nous reste qu'une seule voie : approfondir nos relations mutuelles et la solidarité internationale avec tous ceux qui luttent pour la réalisation de leurs droits et contre les appareils répressifs dans leur pays, que ce soit à Gdansk, Reinhausen ou en Afrique du Sud, qui luttent pour le socialisme démocratique international et le droit à l'autodétermination des peuples". ■

priété devrait être plus grande que, par exemple, la limitation du pluralisme des opinions. (Même là, il faut limiter légalement dans une certaine mesure, la propagation des opinions racistes, xénophobes ou prônant et encourageant la terreur et la brutalité, etc.). Du point de vue politique, c'est bien entendu une affaire de choix. Par exemple, le Forum démocratique hongrois qui ne compte pas dans ses rangs que des socialistes et loin de là, se prononce ainsi sur cette question : "...[il] refuse toutes formations et organisations sociales qui se fondent sur un monopole, sur la dépendance des citoyens et du peuple, sur leur oppression et leur exploitation, que ce soit au nom du capital privé ou de l'Etat totalitaire" (Cité selon LN/Le Populaire octobre 1988).

Le refus de l'entreprise fondée sur l'exploitation du travail d'autrui (c'est-à-dire quand le travailleur ne participe pas aux décisions concernant son travail, le résultat de ce travail, et les conditions de travail, mais ne fait que vendre son travail à l'employeur et, soit dit en passant, c'est ce qui se passe aujourd'hui

pour la majorité écrasante des travailleurs) peut être motivé non seulement par des convictions socialistes mais aussi par la conception contemporaine, universellement répandue, des droits de l'Homme.

### De la libre entreprise

Si le droit de libre entreprise n'est pas directement stipulé par les pactes internationaux sur les droits de l'Homme, il est pourtant possible de le déduire de l'article 17 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Il faut toutefois procéder selon le principe que l'exercice d'un droit est accompagné des limitations que prévoit la loi et qui sont indispensables entre autres, pour protéger les droits des autres.

Bien évidemment, dans une économie d'insuffisance, fondée sur les rapports monétaires et marchands, toute activité économique porte atteinte aux droits de quelqu'un d'autre, parce qu'à la base du principe de concurrence, sur lequel se fonde cette économie, il y a le combat économique, le conflit des inté-

rêts. Les idées irréalistes visant à dépasser cet état des choses par un saut radical dans une société égalitaire ont été depuis longtemps abandonnées par les socialistes qui tiennent compte désormais des atteintes aux droits des autres qui se produisent dans le mécanisme économique où il y a rétablissement (ou, plus exactement, modification) des rapports économiques capitalistes, et cherchent en même temps, à mettre en place les structures et les institutions socio-économiques où les intérêts économiques des producteurs (entreprises) associés puissent se rencontrer et où leurs conflits puissent être résolus par des compromis de nature à satisfaire également l'ensemble de la société. C'est la tâche de l'autogestion économique et sociale à laquelle tout le monde peut participer.

### L'inéluçtabilité de l'entreprise privée

Cependant, ce à quoi les socialistes ne devraient jamais renoncer, c'est à l'opposition de principe au rapport employeur/employé, dans ses aspects juridiques (le droit du travail) tel que nous le connaissons dans sa globalité à partir de l'économie capitaliste ou de la situation d'un employé ordinaire en Tchécoslovaquie contemporaine. Car le droit de libre entreprise (droit inclus dans le modèle proposé par l'HOS) ne devrait pas être fondé sur l'utilisation du travail d'autrui. L'atteinte aux droits (hypothétiques) de libre entreprise de l'employé pour favoriser ceux de l'employeur est si marquée, qu'il est indispensable de limiter, par une loi, ce droit à l'individu ou aux entreprises familiales (sous un contrôle public).

L'artisanat individuel et familial, le commerce, les services, aux côtés des coopératives où il est possible d'assurer la gestion démocratique du travail, seront pour les secteurs stagnants de l'économie tchécoslovaque, notamment dans les domaines de la petite production, du commerce, etc., un cadre suffisant pour ceux qui veulent entreprendre avec leur propre travail. Le postulat de l'HOS "le plein rétablissement de l'entreprise privée est inéluçtable dans les domaines du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, dans une partie de l'agriculture et

dans le domaine culturel" (pas seulement dans une partie de la culture, mais dans la culture tout entière !), est une des phrases les plus importantes du Manifeste. Elle démontre clairement la direction que l'HOS veut prendre. Simple paranthèse, que doit signifier la revendication d'une commercialisation complète de la culture ? Si on y était arrivé, il se serait agi d'une première mondiale, un peu comme le Cambodge de Pol Pot, mais à l'envers, parce qu'il n'y a pas un pays au monde où la culture dépende exclusivement de l'entreprise privée. Heureusement.

Mais la dernière phrase du chapitre du Manifeste intitulé "Les voies de la prospérité économique" m'a franchement coupé le souffle : "l'économie tchécoslovaque devrait s'intégrer, de façon naturelle, à l'économie mondiale, fondée sur une répartition internationale du travail avantageuse pour tous". Un ami m'a expliqué que je devais lire : "... dans l'économie mondiale qui devrait se fonder sur une répartition internationale du travail avantageuse pour tous". (4)

Si c'est cela que les auteurs avaient voulu exprimer, ils l'auraient certainement dit. Moi, je lis ce qui est imprimé. Tout au long du Manifeste, naturellement, pas un mot sur le problème Nord-Sud, sur l'exploitation et le pillage du Tiers-monde, auxquels, soit dit en passant, la Tchécoslovaquie participe aussi par le biais des prix mondiaux, même si c'est dans une mesure minime, vu sa faiblesse en capital. L'HOS voudrait, de toute évidence, augmenter la part tchécoslovaque du butin. Il n'est pas davantage fait mention des inégalités économiques à l'intérieur du "Premier monde", que ce soit entre différents pays ou à l'intérieur d'un même pays.

Que reste-t-il à dire ?

### Une plate-forme libérale-démocratique

La constatation peut-être qu'il s'agit d'une plate-forme libérale démocratique proche du Parti libéral (FDP) allemand et des libéraux anglais. D'une plate-forme se démarquant clairement de tout élément socialiste à l'exception peut-être, de la revendication de l'autogestion dans les grandes entreprises (tandis que les moyennes et les petites devraient passer dans le privé). C'est une plate-forme d'ouverture vers la droite, vers le néo-conservatisme.

C'est très certainement à cause d'eux, les néo-conservateurs, que les belles paroles sur le pluralisme syndical n'ont pas été complétées par la revendication toute simple du droit de grève, même si le Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels lui-même, introduit ce droit dans le cadre des lois des pays particuliers. Le droit de grève pourrait probablement gêner le fonctionnement des petites et moyennes entreprises privées. Et il ne s'agit pas d'un oubli, je sais bien qu'à l'époque



où le texte était en cours de rédaction, on a proposé d'inclure le droit de grève dans le Manifeste.

La proposition d'élargir les compétences du président de la République, élu au suffrage universel direct, provient également de l'équipement conceptuel de la droite. Si l'on ne prend en considération que les démocraties représentatives (indirectes), on a le choix en gros entre deux systèmes : le système présidentiel comme nous le connaissons aux Etats-Unis et dans beaucoup de pays d'Amérique latine (pour l'Europe, dans une moindre mesure, en France), et un système où le Président (ou le monarque) n'a qu'une fonction symbolique comme c'est le cas en Allemagne fédérale, dans les pays scandinaves, au Bénélux, etc. Gouverner au moyen de décisions (décrets) présidentielles, se rapproche de l'idée du Guide et cache un danger totalitaire devant lequel les néo-conservateurs ferment volontiers les yeux.

Une autre concession aux néo-conservateurs : le Manifeste ne se prononce pas contre la peine de mort, même si la Tchécoslovaquie est un des derniers pays européens où cette tache sur l'ordre juridique existe encore à la fin du XXe siècle. Le Pacte international des droits civiques et politiques fournit pourtant une bonne base pour la lutte contre la peine de mort.

Détails qui, toutefois, illustrent bien le peu de compétence des auteurs : la revendication d'une loi concernant non seulement les élections, mais aussi les organisations politiques (y compris les partis) qui permettrait "de concrétiser les moyens par lesquels différentes sortes de représentations civiques peuvent se soumettre au verdict des électeurs et peuvent participer à la gestion des affaires publiques" (notez que la sollicitation de la faveur des électeurs précède la gestion des affaires publiques).

La Tchécoslovaquie d'après-guerre a hérité sur le plan du droit, de la conception des partis politiques qui existait

4) Cette formulation est différente de celle du texte que nous avons reproduit et qui dit : "...basée sur la division internationale du travail, généralement stimulante.". Peut-être est-ce là, un amendement de l'HOS qui, tout en atténuant la phrase avec laquelle Petr Uhl polémique, ne modifie pas l'appréciation positive sur cette économie et n'invalide pas, à notre avis, l'argumentation de Petr Uhl.



entre les deux guerres et qui avait été empruntée à la France après la Première Guerre mondiale : là, les partis politiques existent tout simplement, fonctionnent, et aucune loi (sauf dissolution éventuelle) ne les contraint d'aucune manière, ne les limite et ne concrétise rien. Ce qui n'est pas interdit est autorisé, même en URSS, on arrive aujourd'hui à le comprendre. C'est une vision toute simple : les partis politiques sont un phénomène naturel et moins ils seront réglementés, mieux ça vaudra.

### Ne pas limiter l'action des partis politiques

La situation actuelle est, il vrai, un peu compliquée par la loi sur le Front national (5) datant de l'automne 68, mais réclamer de cette manière, une loi sur les partis politiques (je ne parle pas d'une loi électorale) traduit une méconnaissance du problème. En ce qui me concerne, je recommanderais qu'il y ait déjà dans la Constitution, des règles qui empêchent les partis politiques — sous forme de monopole ou de coalition — de concentrer dans leurs mains ou, plutôt dans les mains de la direction du ou des partis, tout le pouvoir politique de la société, même dans le cas où les libertés d'expression, de presse, etc., seraient assurées, et où le gouvernement serait subordonné au Parlement (où ce parti, ou cette coalition, constituerait la majorité).

Autrement, je ne voudrais limiter l'action des partis politiques par aucune loi. Je pense même que — en dehors des œuvres de charité et des fêtes foraines où ils veulent reléguer les Enfants de Bohême — ils peuvent jouer un rôle tout à fait irremplaçable et de premier plan en présentant devant toute la société diverses propositions ; ils peuvent et doivent devenir les organisateurs/animateurs de la vie politique. Bien entendu sans prétendre à l'exclusivité ou même à la prédominance : ils ne doivent en aucun cas accaparer le pouvoir, parce qu'autrement, nous tomberions de Charybde en Scylla.

Le pouvoir politique devrait être "dilué" le plus possible parmi la population et, si pour de nombreuses raisons, cela n'est pas possible à l'heure actuelle, nous devrions quand même réfléchir à un modèle de société qui aille dans le sens de cette dilution progressive du pouvoir.

Le parlementarisme bourgeois, de type "pouvoir des partis" ne le permet pas, au contraire, il aboutit à l'indifférence, à l'apathie, à la manipulation par les spécialistes et les politiciens et donc, à la stagnation politique, suivie d'une stagnation culturelle, morale et sociale.

Je trouve un peu bizarre qu'on demande que l'avocat devant le tribunal (dans les affaires criminelles) ait les mêmes droits que le Ministère public. Même s'il arrive souvent (mais pas toujours) que la pratique ne corresponde pas, le défenseur a aujourd'hui plus de droits que le Ministère public. Par exemple,

l'Avocat général est obligé de recueillir également les preuves montrant la non-culpabilité de l'accusé ou diminuant sa culpabilité, tandis qu'il est en principe interdit au défenseur de présenter au tribunal la preuve d'une culpabilité jusque-là non-prouvée.

L'avocat peut assurer la défense par tous les moyens (il peut même mentir et naturellement se taire), ce que le Procureur n'a pas le droit de faire. L'ordre des plaidoiries — le défenseur a la parole en dernier — le consentement obligatoire de la défense pour la lecture des témoignages à charge, et d'autres éléments encore, donnent l'avantage — et c'est parfaitement justifié — à la défense par rapport à l'accusation. La revendication de l'égalité de l'avocat et de l'Avocat général, traduit peut-être un certain effort de "privatisation" du procès où deux partenaires à égalité — l'Etat et l'accusé représenté par l'avocat — s'adressent à un juge impartial et indépendant (ou à une cour, un jury) pour les départager. Je pense que ce serait un pas en arrière. De plus, s'il est bon de tendre vers une plus grande indépendance des juges, le résultat ne sera jamais parfait (même s'il est possible d'arriver à une indépendance bien plus grande que ce qui existe actuellement) parce que les juges ne vivent pas dans le vide mais dans une société différenciée en classes.

S'ils expriment aujourd'hui les intérêts de "classe" de la bureaucratie, ils exprimeront aussi à l'avenir, même si c'est dans une mesure nettement moindre, les intérêts des groupes sociaux dirigeants (par exemple, les managers des grandes entreprises et les propriétaires des petites et moyennes entreprises, si les choses évoluent selon les propositions de l'HOS. Espérons que ce ne sera pas le cas).

### Une ignorance du droit pénal

C'est également une ignorance des dispositions actuelles du droit pénal et de la position de la procureure que traduit la revendication selon laquelle il faudrait — après avoir créé une juridiction administrative à qui nous transférerions une partie de l'organisation judiciaire relevant des procureures — limiter la fonction de ces procureures à la représentation de l'accusation publique dans le procès pénal. Les auteurs veulent probablement enlever au Procureur, le contrôle général de la légalité.

Je serais d'accord moi aussi, pour que l'on enlève cette fonction aux organismes d'Etat (procureures) et qu'elle soit reprise par des institutions sociales nouvellement constituées (du type du VONS, de l'ISO, etc.) mais cela n'est pas dans le Manifeste. Il n'y est pas dit non plus qui s'occuperait alors à la place des procureures, de la prévention, de la surveillance des prisons et des établissements de rééducation, etc. ; qui au-

rait le droit d'interjeter appel auprès de la Cour suprême, en cas de non-respect de la loi (dans les affaires criminelles et autres) ; il n'y est pas dit comment remplacer le contrôle de la procureure dans les litiges de droit civil, etc. Simplement, quelqu'un a écrit quelque chose sans se donner la peine de relire la Loi sur la procureure. Et pourtant, le Manifeste a été signé par au moins trois juristes.

Je ne peux pas me débarrasser de l'impression qu'avec la naissance de l'HOS, j'ai été floué : le Manifeste se donne l'apparence d'un texte de base pour une plate-forme démocratique générale où chacun pourrait trouver sa place à condition qu'en dehors de ses propres idées démocratiques, il accepte de discuter d'autres idées qui seraient, de son point de vue, disons, moins démocratiques.

### Les solutions de l'HOS

Avec ses postulats, l'HOS s'est toutefois nettement démarqué de la démocratie véritable qui suit la formation de conditions matérielles et spirituelles permettant l'épanouissement de chaque personne et par là, le développement de la société tout entière ; qui tend vers des principes démocratiques dans la production, dont les objectifs seraient la suppression de l'exploitation et la diminution de la manipulation, la transformation progressive de l'objet économique en un sujet économique ; qui met l'accent sur la libre association des producteurs comme condition de développement économique démocratique de la communauté humaine ; qui lutte, à long terme au moins, pour la libération de l'homme, par le remplacement du pouvoir des hommes sur les hommes par le pouvoir des hommes sur les choses. Au lieu de tout cela, l'HOS nous propose des solutions faciles, apparemment acceptables et éprouvées, empruntées au monde bourgeois qui plus est, sans la moindre critique ou modification.

La prétention de l'HOS de coordonner toutes les activités politiques démocratiques indépendantes, prétention qui semble découler directement du préambule du Manifeste a, au vu des circonstances, un caractère totalitaire. Et j'espère qu'une pensée politique indépendante se développera aussi en Tchécoslovaquie en dehors de l'HOS.

Beaucoup d'indices nous permettent de penser que tel est déjà le cas. ■

Prague ;  
décembre 1988

**Ce texte paraîtra Intégralement dans le prochain numéro d'Inprekor tchèque.**

5) Organisation manipulée par le PC où doivent obligatoirement adhérer toutes les associations, les organisations politiques, syndicales, culturelles, etc.

**P**ourtant, comme le note justement *Tygodnik Mazowski* (1), "lorsque il y a 101 mois, Lech Walesa signait les accords de Gdansk tout le monde en Pologne était conscient de l'importance de cet événement. Aujourd'hui Solidarité va retrouver le droit à une existence légale, mais cela ne s'accompagne pas de l'euphorie et des espoirs d'antan".

L'organe officieux de la direction Walesa explique ainsi cette situation : "Solidarité, imposée non pas par un grand soulèvement, mais par la pression de la situation économique, l'effondrement du système, les années de résistance sociale, les grèves d'il y a plusieurs mois et qui plus est, des grèves dans une vingtaine et non dans quelques centaines d'entreprises, Solidarité comme octroyée et non arrachée, n'a pas le goût de la victoire".

L'explication pourrait sembler plausible si, au soir de la séance inaugurale des débats de la table ronde, dans l'une des grandes entreprises polonaises, la mine de lignite à ciel ouvert de Belchatow, 12 000 travailleurs, soit près de 95% du personnel, n'entamaient pas une grève d'occupation, exigeant plus d'égalité de salaires (contre un accord salarial signé entre la direction et le syndicat officiel OPZZ) et 30 000 zlotys d'augmentation égale pour tous afin de compenser les effets de la hausse des prix. Leur grève faisait suite à plus de 170 mouvements grévistes enregistrés en janvier 1989 et précédait quelques 50 autres qui devaient avoir lieu dans la première moitié de février.

### Les grèves et la négociation

La grève des mineurs de Belchatow, comme des dizaines d'autres où la revendication d'une augmentation de salaires uniforme de 30 000 zlotys revenait tel un leitmotiv, est bien évidemment due avant tout à la baisse des revenus réels, enregistrée durant les derniers mois. L'inflation qui, en 1988, a atteint les 80% selon les estimations officielles, s'est encore accélérée en ce début d'année. Il serait donc illusoire de se satisfaire d'une telle explication (2).

Car l'ouverture des négociations et la proche perspective de légalisation du syndicat indépendant, la crainte de voir les négociations échouer à cause des manifestations d'impatience, et enfin l'appel de Lech Walesa à assurer six semaines de paix sociale afin de ne pas réveiller la bête qui dort, tout cela est de nature à freiner le développement spontané du mouvement gréviste. Mais à condition que les travailleurs fassent massivement confiance à la ligne mise en œuvre par leur direction et s'attendent à une possible amélioration de leur sort à l'issue de la table ronde. Or, il n'en est rien. Lech Walesa lui-même en est conscient et n'a pas manqué de le souligner lors de la réunion de la Commission exécutive nationale (KKW) de Solidarité, à la veille de l'ouverture des pourpar-

## POLOGNE

# Autour de la table ronde



**APRES 7 ANNEES DE REPRESSION et d'attaques contre le syndicat Solidarité, l'annonce faite par le pouvoir, d'une possible légalisation de celui-ci, appuyée par le début de discussions avec ses dirigeants les plus connus, suivie de la proposition de garantir aux représentants de l'opposition jusqu'à 40% des sièges dans le futur parlement polonais, pourrait être interprétée comme une victoire majeure des travailleurs polonais. Et, en effet, même si cette possibilité avait été déjà imposée dans les faits par de nombreux comités d'organisation de Solidarité, apparus timidement d'abord en 1987, puis avec force, après les vagues de grèves de mai et août dernier (malgré la persistance de certaines formes de répression), la possibilité de s'organiser légalement à visage découvert, constitue une conquête de taille.**

### Cyril SMUGA

lers : "De plus en plus de gens sont méfiants. 'Tant pis, nous n'y croyons pas', disent-ils, 'en 1980 Walesa a fait confiance et quel a été le résultat ?

Aujourd'hui c'est la même chose'. Ma réponse est simple : je n'y crois pas non plus. Et je dis, ne faites pas confiance au futé Walesa, ne faites pas confiance aux futés en général, ayez confiance en vous-mêmes, faites confiance aux structures que nous allons construire. Nous, en tant que groupe qui doit entamer 'la table', nous ouvrons des possibilités. Nous avons dit que nous le ferions et nous le faisons. (...) Donc la KKW et Lech Walesa vont gagner et si la société n'est pas prête, et ne tire pas profit de ce que nous permettons, elle n'aura qu'à s'en prendre à elle-même. (...) Ce qui importe, c'est que la société s'empare de tout ce qu'on obtiendra à cette table." (3).

### Démagogie

Ce discours, un tantinet démagogique, était une réponse aux interrogations de quelques membres de la commission, quant aux craintes soulevées à la base par l'ouverture même des négociations. Grazyna Staniszweska, l'une d'entre eux, expliquait : "Lorsque je suis partie pour venir ici on me disait : n'accepte pas qu'ils vendent Solidarité" (4). Craintes répétées sur tous les tons quelques jours plus tard, lors des meetings de Lech Walesa dans différentes grandes villes du pays.

A Lodz, le 22 février, l'assistance avait même, à plusieurs reprises, interrompu Walesa en scandant le nom d'Andrzej Slowik, dirigeant historique de Soli-

darité dans la région, ancien membre du présidium de la Commission nationale élue lors du premier Congrès du syndicat en octobre 1981, mis au ban par l'actuelle direction et opposant connu à sa ligne.

Car en ce début 1989, Solidarité apparaît comme plus divisé que jamais. Dès l'arrêt des grèves en mai, puis en août 1988, la décision de Lech Walesa avait été largement critiquée. Ainsi, au moment où la décision d'arrêter le mouvement est parvenue à Stalowa Wola, un des bastions de la grève, "il y avait quatre à cinq mille grévistes, la grève se développait, les gens ne voulaient pas sortir". (5)

Au chantier naval de Gdansk, "il est apparu qu'il [Walesa] avait stoppé les grèves sans en référer aux grévistes. Quelqu'un a posé la question : 'Est-ce une mauvaise blague ?'". (6) Dans la mine Manifest Lipcowy de Jastrzebie, siège du comité de grève inter-entreprises (MKS), "la discussion entre Lech, le MKS et le comité de grève s'est transformée en une explication orageuse (...) Il appelle à arrêter la grève. 'Nous ne sortons pas d'ici', entend-il, 'sans garan-

1) Principal hebdomadaire de Solidarité, proche des positions de Lech Walesa et de Jacek Kuron, numéro 279 du 25 janvier 1989.

2) De même qu'il est difficile de se satisfaire de celle avancée par certains partisans trop zélés de Walesa au sein de Solidarité, qui tentent de présenter les grèves actuelles comme le fruit d'une manipulation du syndicat officiel OPZZ...

3) Cité dans *Nowohucki Biuletyn Solidarnosci* (Bulletin de Solidarité de Nowa Huta), organe du Comité d'organisation de Solidarité du combinat métallurgique "Lénine", numéro 26 du 7 février 1989.

4) *Bulletin d'Information du Bureau de coordination de Solidarité à l'étranger*, numéro 211 du 22 février 1989.

5) *Tygodnik Mazowski* numéro 262 du 7 septembre 1988.

6) *Ibid.*



ties de sécurité personnelle et sans date fixée pour les négociations de nos revendications." (7).

Entre les dirigeants de Solidarité, attachés à la recherche d'un compromis qu'ils considéraient comme la seule issue possible, et les jeunes travailleurs qui furent à la pointe du combat lors des récentes vagues de grève, un fossé s'est creusé, aggravé encore par la réaction de Lech Walesa, lors de la mise en liquidation du chantier naval "Lénine" de Gdansk, en novembre dernier.

### L'insubordination

Le reporter de la presse clandestine, (8) présent sur place à ce moment-là, a décrit comme suit, l'atmosphère d'une assemblée générale d'alors : "L'intervention de Walesa était attendue dans une atmosphère tendue, car il avait annoncé auparavant sa volonté de déclarer l'état de préparation à la grève. Mais à la surprise d'une partie des travailleurs, en particulier des jeunes, le président de Solidarité a dit qu'il fallait 'encore donner quelques jours au pouvoir' et aussi qu'il attendait les réactions du pays' puis a appelé à la dispersion."

Une grève venait alors de démarrer au chantier de radoub tout proche, en solidarité avec les travailleurs de "Lénine" menacés. "Walesa a admis qu'il n'avait pas donné d'informations à ce sujet, car, avec Szablewski [président de Solidarité au chantier naval "Lénine"] il avait précédemment demandé aux grévistes de ne pas aller plus loin. Quand on lui a demandé, en ce qui concerne cette grève, s'il s'agissait d'une 'révolte de jeunes' il a répondu - 'insubordination'."

Ces tensions se sont encore aggravées lors des grèves du début 1989. A Belchatow, ce fut Alojzy Pietrzyk, un dirigeant de Solidarité participant à la table ronde, qui, "grâce à son habileté rhétorique et à la fatigue des ouvriers, a finalement réussi à obtenir leur accord pour une prime de 21 000 zlotys, c'est-à-dire moins que ce la direction avait été prête à offrir" après avoir "reçu un coup de téléphone de l'équipe de Solidarité de Varsovie, expliquant que la grève avait été provoquée par des dirigeants du parti voulant torpiller ainsi la table ronde". (9) A la suite de ce qui est apparu à beaucoup comme une trahison, Alojzy Pietrzyk n'a pas été admis dans l'entreprise par les grévistes de l'aciérie de Láznia, en Haute-Silésie, région dont il est un des représentants au sein de la direction

du syndicat. Ainsi, avant même que les débats autour de la table ronde ne soient entrés dans leur phase décisive, le régime du général Jaruzelski a obtenu une première victoire : les prises de position des dirigeants de Solidarité jettent le trouble dans le mouvement de masse, le divisent et contribuent à le désarmer.

En décidant d'entamer ces pourparlers, malgré une opposition virulente d'une partie non-négligeable du Comité central, et sans doute plus importante encore de l'appareil intermédiaire du POUP, l'équipe du premier ministre Mięczyński Rakowski et du général Jaruzelski cherche, en premier lieu, à reconstruire une légitimité du pouvoir bureaucratique en Pologne.

Dans un article publié sous forme d'éditorial dans l'hebdomadaire *Polityka*, (10) juste après les décisions prises par le Xe plénum du Comité central du POUP, un de ses membres, Zdzisław Cackowski, écrivait, "nous ne sommes pas à l'abri de la révolte sociale. (...) La majorité des gens (...) pense que le parti est nécessaire à la Pologne, mais il s'agit là plus d'une tolérance, que d'un mandat activement soutenu. Le parti n'a pas de soutien social actif. Et ce qui est pire, c'est que le parti n'a pas le soutien de la part de larges masses de ses membres, fatigués, ayant subi de lourdes expériences, peureux, habitués à des actions administratives et à ce que le pouvoir soit donné au parti une fois pour toutes. (...) Le danger de la perte du pouvoir par le parti est réel". (...)

"L'opposition est un fait et sous deux formes : l'opposition constructive, constitutionnelle, prête au dialogue, et l'opposition extrémiste, anti-système. La première est déjà légale de fait. L'opposition de la seconde espèce est dangereuse. Il y a deux conditions pour son nécessaire affaiblissement, l'amélioration de la situation socio-économique et un dialogue légal, ainsi que la collaboration avec l'opposition constructive. Cette opposition constructive est indispensable à long terme, et à la Pologne, et au parti : à court terme, elle est nécessaire comme une alternative critique permanente envers le pouvoir."

### Un projet cynique

Ainsi la légalisation de Solidarité est-elle conditionnée par l'acceptation de la part de ses dirigeants d'un projet cynique de libéralisation (les élections "démocratiques à 40%" et la mise en place d'une présidence dotée de tous les pouvoirs — Jaruzelski est candidat), et de la mise en œuvre d'une réforme économique marchande. Cette dernière doit permettre une restructuration de l'industrie au travers de la liquidation ou de la vente au capital étranger d'une série d'entreprises et du développement du secteur privé. Une loi-cadre, sur le fonctionnement de l'économie, préparée par le gouvernement, met notamment sur un pied d'égalité des entreprises privées et publiques en ce qui concerne les impôts et

l'accès aux crédits et aux biens de production, et abolit les limites sur l'emploi dans le secteur privé, tout comme celles concernant les autorisations préalables de commerce avec l'étranger.

En fait, il s'agit d'une égalité factice. Car une autre loi, portant sur le financement des entreprises publiques, prévoit que ces dernières devront payer à l'Etat un fort dividende sur leur capital. Elles subiront donc une pression fiscale encore plus lourde qu'à l'heure actuelle (65% en moyenne) et bien plus forte que le secteur privé. D'autre part, la réforme économique a également pour but de satisfaire aux exigences du Fonds monétaire international (FMI) qui, à en croire le ministre polonais des Finances, Andrzej Wroblewski, exige une baisse de 10% en moyenne du niveau de vie de la population (11).

### Quel compromis avec la nomenklatura ?

Les dirigeants de Solidarité discutent depuis plusieurs mois des limites du compromis. En novembre 1988, Jacek Kuron écrivait : "Si la liquidation de la nomenklatura devait signifier que ces gens vont tout perdre, il n'y aurait aucune chance pour que les changements démocratiques puissent avoir un caractère pacifique. Mais je pense qu'il n'est pas, ou du moins qu'il ne doit pas, en être ainsi."

"Pour être un manager il faut au moins avoir un minimum d'expérience d'organisation. Cependant, pour le moment, seuls les gens de la nomenklatura ont pu gagner une telle expérience. C'est pourquoi, contrairement à ce qui est généralement admis, je pense que beaucoup d'entre eux — dans des conditions favorables — ont une bonne chance de créer des entreprises privées et des sociétés anonymes privées, de gagner des concours et d'être élus dans le cadre de l'autogestion. (...) De même, le sommet de la nomenklatura peut — encore une fois dans les conditions favorables — garder pour longtemps une bonne partie du pouvoir politique."

"Ces conditions favorables sont celles où les réformes se feront avec la participation du POUP. Tout cela est bien évidemment lié à un grand risque du point de vue de la nomenklatura, mais l'abstention devant les réformes, et donc la poursuite de la ruine du pays, rend de plus en plus réel le danger qu'ils finissent par tout perdre." (12). Toujours en novembre, la KKW déclarait, peu après la mise en liquidation du chantier naval de Gdansk, "nous admettons que si une véritable réforme économique

7) *ibid.*

8) *Tygodnik Mazowsze*, numéro 270 du 9 novembre 1988.

9) Reportage de Christopher Bobinski, *Financial Times* du 10 février 1989.

10) Numéro 4 du 28 janvier 1989.

11) *Przegląd Wiadomości Agencyjnych* de Solidarité de Varsovie, numéro 3 du 20 janvier 1989.

12) *Tygodnik Mazowsze*, numéro 272 du 23 novembre 1988.

était entreprise, il pourrait arriver qu'on ferme les entreprises. Mais ce qui doit en décider, ce sont les lois du marché et les principes du calcul économique, et non des décisions politiques arbitraires" (13).

### Crise ouverte

De telles prises de position ont provoqué une crise ouverte au sein du syndicat. Un des animateurs du Comité ouvrier inter-entreprises de Solidarité de Varsovie écrivait : "1. Le POUP a une nomenklatura qui sait mieux — Solidarité a une nomenklatura qui sait mieux. 2. La nomenklatura du POUP a concentré entre ses mains un pouvoir politique qu'elle garde jalousement. La nomenklatura de Solidarité aussi. 3. la nomenklatura du POUP dispose d'un monopole d'information et de propagande. La nomenklatura de Solidarité est son excellent élève. (...)

Les nomenklatura du POUP et de Solidarité savent que la Pologne va vers une révolution et en ont peur par dessus tout. Car la révolution balayera les deux nomenklatura" (14). Pour sa part, le Groupe de travail de la Commission nationale de Solidarité, composé d'une trentaine de dirigeants historiques du syndicat mis sur la touche par l'aile Walesa, a, en décembre dernier, exigé une nouvelle fois la convocation de la direction statutaire de Solidarité, ce à quoi Lech Walesa a opposé un refus catégorique.

Mais ce qui est nouveau, c'est que dans deux textes issus de cette réunion, Andrzej Gwiazda, l'ancien vice-président du syndicat, d'une part, et les trois dirigeants issus de la région de Lodz, d'autre part, tentent de présenter une ligne de direction alternative pour le syndicat. Dans le document présenté par Gwiazda, on lit : "Grâce au soutien du Département d'Etat des Etats-Unis la politique d'entente et de réforme a pris la tête. Cette politique entre dans sa période de succès et de réalisation. Il doit s'agir d'une entente en vertu de laquelle le groupe est prêt à un compromis, c'est-à-dire l'opposition dite constructive, obtiendra des concessions politiques en échange de la garantie des intérêts économiques du système.

"Cela signifie l'engagement d'une partie des groupes de l'opposition à empêcher que la société ne se révolte face à la baisse de son niveau de vie, donc à l'accroissement de l'exploitation. La réforme économique, comme on peut déjà le voir, signifie la transformation des entreprises étatiques en sociétés anonymes, créées par les organisations et les personnes privées. Bien évidemment cela ne se fait pas par un rachat." En conséquence il appelle les militants de Solidarité à lutter pour des augmentations de salaire partout, à organiser des groupes syndicaux au sein des sociétés anonymes et dans le secteur privé et à "ne pas perdre du temps et de l'argent pour souligner sa présence et son impor-

tance dans des rassemblements religieux". (15).

Les dirigeants de Lodz pour leur part, écrivent qu'"aucun syndicat authentique dans le monde ne peut accepter des concessions qui signifieraient : a) la baisse du niveau de vie des travailleurs, retraités et pensionnés (...); b) l'acceptation de conditions de travail menaçant la santé et la vie des travailleurs ; c) l'acceptation du chômage, perçu comme un moyen de renforcer la discipline des travailleurs ; d) l'allongement, par quelque moyen que ce soit, de la journée de travail et la réduction du droit au repos ; e) le démontage ou la limitation du système de sécurité sociale (...). Nous déclarons que si le syndicat doit rester lui-même, il ne peut se transformer en un parti politique ni reconnaître le rôle dirigeant d'un quelconque parti".

Ces prises de position ainsi que les mouvements de grève ont conduit la direction nationale de Solidarité à mettre en avant, lors de la table ronde, certaines revendications présentées auparavant comme excessives, voire utopiques. Ainsi ont-ils exigé avec force, l'établissement, du moins pour une durée transitoire d'un an, d'une échelle mobile de salaires et la réduction du budget militaire de 20%.

### La table ronde

Expliquant que, "la condition sine qua non du succès de l'accord, et de la réalisation de ses décisions, est une large acceptation des concessions que nous devons faire", la rédaction de *Tygodnik Mazowsze* affirmait que "la question essentielle sera de limiter le plus possible le poids de l'inflation et du chômage" (que la direction de Solidarité semble prête à accepter) (16). De même, lors de la réunion de la KKW, les 20 et 21 janvier, des voix se sont élevées contre l'acceptation éventuelle d'un accord anti-grèves. Jacek Kuron : "C'est une aberration que de dire qu'il n'y aura pas de grèves. Nous pouvons dire que nous n'allons pas les initier, qu'elles sont néfastes et même que nous allons les freiner, mais c'est tout. Car la pression gréviste sera énorme." (17).

Mais si l'opposition de la base et les voix qui s'élèvent, ici ou là, pèsent sur la manière dont la direction, regroupée autour de Lech Walesa, négocie et présente son point de vue, il n'en reste pas moins que sa stratégie générale, visant à imposer une réforme économique marchande et à obtenir la légalisation du syndicat par un accord avec le pouvoir, demeure.

Une des caractéristiques de la situation actuelle, c'est aussi que les grèves restent isolées les unes des autres, même si les revendications sont souvent semblables. L'absence de coordination des luttes, qui est une tradition de la classe ouvrière polonaise depuis 1980, montre à quel point les oppositions envers la KKW restent faibles et éclatées. C'est pour lutter contre cela que

les militants du Parti socialiste polonais "Révolution Démocratique" (PPS-RD) ont pris l'initiative d'organiser un congrès national de l'opposition au pacte avec le régime.

Ils appellent : "tous ceux qui veulent former l'avenir du pays dans la lutte pour la pleine démocratie et la souveraineté et non au travers d'un nouveau pacte avec l'élite gouvernante", à coordonner et soutenir "les nouvelles vagues de protestation sociale".

Tenu le 25 février, à Jastrzebie (Haute-Silésie), ce congrès a réuni 58 délégués, représentant le Syndicat indépendant des étudiants (NZS), l'Organisation Solidarité combattante (OSW), le Comité ouvrier inter-entreprises de Solidarité (MRKS), le mouvement Paix et liberté (WiP), la Confédération de la Pologne indépendante (KPN) ainsi que des groupes de Solidarité de diverses entreprises de Haute-Silésie et de Wrocław. 120 autres délégués ont été arrêtés par la police, alors qu'ils tentaient de le rejoindre.

### L'opposition anti-système

En dehors des représentants de la KPN tous les autres congressistes ont adopté la position suivante: "Le Congrès de l'opposition anti-système est un mouvement politique qui se donne pour but l'abolition du pouvoir monopoliste du POUP et la réalisation de la démocratie politique et économique complète, y compris des élections libres. Pour cela, les militants oppositionnels regroupés au sein du Congrès voient la nécessité de soutenir politiquement et organisationnellement les mouvements sociaux qui se développent, et en particulier les grèves. (...)

"Dans la situation actuelle, il n'y a pas de raisons politiques ni économiques qui justifieraient les tentatives de convaincre les travailleurs à abandonner la lutte pour leurs intérêts. La principale cause de l'inflation n'est pas l'augmentation des salaires de misère, mais le remboursement zélé de la dette extérieure au travers des exportations. Les discussions de la table ronde n'auront notre soutien qu'à condition qu'elles ne soient pas utilisées pour freiner les protestations ouvrières. Le modèle de réforme économique anti-ouvrière, adopté par les négociateurs de la table ronde, est inacceptable et ne sert qu'à légitimer et à maintenir le pouvoir totalitaire de la République populaire de Pologne" (18).

2 mars 1989

13) *Tygodnik Mazowsze*, numéro 270 du 9 novembre 1988.

14) Article d'Edward Mizikowski dans *CDN-Glos Wolnego Robotnika*, numéro 250 du 28 novembre 1988.

15) Ces textes largement commentés dans la presse clandestine - ce qui est nouveau, car jusque là l'ostracisme envers les prises de position du Groupe de travail était de rigueur, ont été également reproduits dans *Polityka*, l'hebdomadaire officiel numéro 2 du 14 janvier 1989.

16) Numéro 279, du 25 janvier 1989.

17) *Tygodnik Mazowsze*, numéro 279.

18) Texte communiqué par téléphone par le bureau régional du PPS-RD de Wrocław.

# La nouvelle gauche polonaise

**AU DEBUT 1989 Inprecor a rencontré Jozef Pinior du PPS-RD qui a présenté l'évolution de la gauche en Pologne.**

**Joseph PINIOR**

**L**A CREATION du Parti socialiste polonais correspond à un moment particulier de l'évolution de la société polonaise et de la maturation des contradictions à l'œuvre en son sein.

La prise du pouvoir par les stalinien au sortir de la guerre était, d'une part, un moment authentiquement révolutionnaire, progressiste, dont l'expression était la liquidation des privilèges capitalistes et des survivances féodales, ce qui a conduit à une grande mobilité sociale. D'autre part, il s'agissait d'emblée d'une mise sous tutelle de la société par la *nomenklatura* appuyée par la présence politique et militaire soviétique.

Les changements anticapitalistes n'étaient pas simplement le produit d'une manipulation par en haut. Ils correspondaient aux aspirations des masses polonaises, aspirations exprimées notamment dans la résistance antinazie. De ce fait, une partie de la société a pu s'identifier avec le nouveau régime, mais comme celui-ci à démantelé la société civile, les divisions traditionnelles en termes de gauche progressiste et de droite conservatrice, ont perdu de leur pertinence. Dans une société atomisée, le seul élément d'identification, c'est la manière de se situer envers le pouvoir en place.

## L'apparition de Solidarité

C'est au travers des moments d'auto-activité ouvrière — en 1956, 1970, 1976, 1980 — que c'est constituée la conscience antibureaucratique. Cela passait par une prise de conscience de la société civile de son existence en tant que telle, séparée du pouvoir. L'apogée de cette prise de conscience se situe en 1980, lorsque apparaît Solidarité — syndicat mais aussi mouvement d'ensemble de la société contre le totalitarisme. A ce moment, le POUP perd ainsi toute légitimité et apparaît comme le parti de l'exercice du pouvoir.

Avec le coup d'Etat de décembre 1981, la bureaucratie tente de résoudre

le problème par la force. Mais très vite, elle prendra conscience qu'il lui est indispensable d'utiliser des leviers politiques pour contrôler la société. Car celle-ci a remporté deux succès historiques sur la voie de son émancipation, irréversibles à moins d'en revenir à une répression de l'ampleur de celle employée par Staline: elle a brisé le monopole de la *nomenklatura* sur l'information, et son monopole d'organisation. Alors a commencé à se structurer à nouveau une vie publique. Il est apparu que les intérêts au sein même de la société en voie d'émancipation sont différenciés. Ainsi apparaît de nouveau dans la vie politique polonaise la division droite-gauche, dont le contenu nouveau n'est pas encore définitivement déterminé.

La direction de la *nomenklatura* a pris conscience qu'elle doit procéder à des changements afin rendre l'économie plus efficace et de préserver son pouvoir. A notre avis ils tentent de renforcer leur domination politique sur les moyens de production en l'épaulant par le mécanisme classique de la capitalisation. On assiste donc à un processus d'embourgeoisement de la *nomenklatura*.

## Le partage des eaux

Ils veulent utiliser le capital dans sa forme classique pour renforcer leur pouvoir. Dans ce cadre, la bureaucratie polonaise met en avant un modèle autoritaire du développement social. Pour qu'il puisse réussir, il doit absolument bénéficier d'une légitimité. La libéralisation en cours constitue une tentative en ce sens. De ce point de vue, la dernière prise de position du plénum du comité central du POUP est caractéristique. Il y est question du pluralisme politique et syndical, mais non de démocratie politique, c'est le schéma du monarque éclairé qui octroie des concessions à son peuple.

Du côté de la société, le partage des eaux se fait selon la ligne suivante: il y a d'une part ceux qui se prononcent pour la sortie du système totalitaire vers un modèle social autoritaire et, d'autre part, ceux qui mettent en avant la revendication d'une démocratie politique radicale.

Outre la hiérarchie catholique, une partie de l'opposition couramment appelée *l'establishment oppositionnel*, accepte de légitimer la voie autoritaire. Il s'agit de conseillers intellectuels les plus influents de Solidarité et de certains dirigeants syndicaux prestigieux comme Walesa, Bujak ou Frasnyniuk. Ils pensent qu'il n'y a d'autre solution à cause des limitations géopolitiques et donc qu'il faut se satisfaire du possible. De plus ils sont persuadés que le libéralisme est le modèle économique le plus efficace et sont donc prêts à accepter sa logique sociale. Ce groupe a complètement oublié l'alternative autogestionnaire qui était si clairement affirmée lors de la période de légalité de Solidarité. Pour eux, c'est une utopie.

Une autre partie de l'opposition refuse ce modèle autoritaire et propose

un modèle d'émancipation sociale par en bas, de démocratie directe. Et c'est là que se situent de nombreuses structures d'usine de Solidarité. Elles aspirent à une structure syndicale légale mais non au prix de la soumission au pouvoir. C'est à ce niveau qu'apparaît une élémentaire prise de conscience autogestionnaire spontanée. Dans ce même courant, se situe la nouvelle gauche regroupée en premier lieu au sein de notre parti, le Parti socialiste polonais-Révolution démocratique. Y apparaissent aussi des groupes qui renaissent dans la vie politique polonaise: les anarchistes (qui en octobre ont manifesté devant le consulat américain contre l'intervention en Amérique centrale) et les pacifistes radicaux. Enfin, de ce côté-là de l'opposition, il y a aussi des groupes qui ne se déterminent pas à gauche, mais qui ont en commun avec la gauche, la revendication d'une démocratie politique radicale. C'est le cas par exemple de Solidarité combattante qui, du point de vue de son idéologie, n'est ni à gauche ni à droite et qui ne veut pas se déterminer. Mais quand on discute avec eux de ce qu'il faut faire lorsque la *nomenklatura* ferme les usines, ils répondent comme nous: "la grève active". Cela montre qu'en ce qui concerne la pratique, de tels groupes sont nos alliés.

La naissance du Parti socialiste polonais est le fruit de la prise de conscience des enjeux liés au projet de la bureaucratie. Cette prise de conscience est apparue indépendamment au sein de diverses structures de l'opposition polonaise. A l'été 1987, certaines structures de Solidarité et du mouvement Paix et liberté (WiP) de Wrocław, sont entrées en contact avec le groupe éditant le journal "Robotnik" de Varsovie. Il s'est avéré que nous partageons un jugement similaire sur la situation et nous sommes arrivés à la conclusion qu'il fallait commencer à construire une alternative de gauche pour la jeune opposition polonaise.

## Un parti de gauche indépendant

Nous avons alors le choix. Soit créer un courant gauche au sein de Solidarité, ou bien créer à l'extérieur de Solidarité une structure politique de gauche. Nous sommes parvenus à la conclusion que le second choix était le meilleur car personne ne peut avoir de monopole idéologique dans Solidarité. L'alternative de gauche ne pouvait pas s'auto-déterminer sur le terrain syndical. Nous n'avons pas abandonné pour autant le terrain de la lutte syndicale. Nous agissons au sein de Solidarité en tant que membres du syndicat pour une lutte syndicale authentique, pour que les structures syndicales soient réellement un outil de défense des travailleurs.

En tant que PPS-RD nous ne créons pas une direction anti-Walesa. C'est un processus dans Solidarité lui-même, dans lequel par nos militants, les propositions qu'ils peuvent faire, nous avons

une influence, mais ce sont les militants syndicaux, et non pas le parti, qui assument cette lutte.

Donc notre idée était claire: il fallait créer une alternative politique clairement déterminée à l'extérieur de Solidarité et au sein de celle-ci agir dans les structures d'entreprises pour un syndicat qui soit un outil réel de défense des ouvriers. Etant donné que, jusqu'ici en Pologne, il n'y avait pas eu de force clairement située, autodéterminée à gauche, nous voulions que la plate-forme de départ soit la plus large possible, c'est-à-dire qu'elle puisse englober tous ceux qui se situent à gauche, depuis les sociaux-démocrates en passant par la gauche révolutionnaire jusqu'aux anarchistes. Notre but était de constituer d'emblée un vaste regroupement à gauche. Nous n'avions pas vu qu'un regroupement politique à ce point imprécis était artificiel, qu'il devait éclater sous la pression d'intérêts divergeants en son sein. C'était une erreur.

Nous avions mis beaucoup d'espoir — il s'est avéré plus tard qu'il ne s'agissait que d'illusions — dans ce que nous appelons "la vieille gauche": le groupe lié à Jacek Kuron, Adam Michnik et Jan Jozef Lipski. Je fus longtemps très proche des positions de Kuron et il a toujours été pour moi l'auteur de la lettre ouverte au POUP. L'adhésion de Jan Jozef Lipski au projet du Parti socialiste revêtait à nos yeux une grande importance. Mais très vite, il est apparu qu'entre nous, il y avait des divergences essentielles. Cela est apparu dès la fondation du PPS en novembre 1987, dans la première déclaration politique du PPS. Il y avait dans ce texte des passages inacceptables pour le groupe de Wrocław et pour le groupe "Robotnik" de Varsovie: son caractère flou, la malheureuse affirmation que l'enseignement de Jean-Paul II nous est plus proche que le marxisme, son caractère général dont rien ne découlait en ce qui concerne l'activité du parti.

### Le problème de l'unité

Mais nous avons avalé cette couleur, car l'unité au départ avec toute la gauche nous semblait plus importante que ces divergences. Nous pensions que notre pratique déterminerait notre programme. Très vite, il est apparu que la pratique de Lipski et la nôtre vont dans deux directions opposées. Le moment de vérité, fut l'entrée en vigueur d'une forte hausse des prix le 1 février 1988. Nous avons répondu à cela par une déclaration immédiate disant que les ouvriers ont à ce moment le droit légitime de recourir à la grève. Tout le reste de l'opposition, mais aussi Lipski, considérait que les grèves sont sans intérêt. Nous ne nous sommes pas satisfaits de mots, mais avons agi pour qu'il y ait des grèves. Alors un conflit ouvert entre nous et l'establishment s'est déclaré. A ce moment Lipski a démissionné en proférant des accusations à notre encontre.

L'éclatement du PPS en février 1988 pouvait sonner le glas des tentatives de



créer une gauche politique en Pologne. Car non seulement Lipski et ses amis nous ont quitté, mais dans la confusion, un certain nombre de groupes socialistes régionaux ont adopté une position attentiste, ne comprenant pas les enjeux du débat et refusant de se joindre à l'une des deux parties.

La situation pouvait paraître désespérée, mais il y a eu le mois de mai et les grèves. Et il est apparu que le courant radical du PPS est dans les entreprises et dans les grèves. Ce qui décidait de la situation en Pologne c'était une nouvelle fois les usines et les rues, et non les radios occidentales. Alors nous sommes arrivés à la conclusion qu'il serait plus sain d'avoir en Pologne deux partis socialistes et nous souhaitons au parti de Lipski de réussir sur le terrain qu'il s'est choisi. Pour nous, le seul fait qu'ils emploient des références socialistes est déjà important dans une société où elles ont été totalement compromises par les staliniens.

Notre idéologie et notre programme sont issus de notre activité syndicale, autogestionnaire, antimilitariste, dans la contre-culture. A notre avis, les courants politiques qui sont caractéristiques de la réalité occidentale — social-démocratie, trotskisme, socialisme, anarchisme — sont d'une certaine façon intraduisibles dans la langue de notre réalité. Si à l'Est apparaît une véritable alternative de gauche, elle devra se remplir d'un contenu nouveau. Ce contenu sera certainement imprégné de ce que la pensée de gauche représente en Occident. Mais il devra avant tout être le fruit de l'expérience des luttes menées ici contre le pouvoir de la *nomenklatura*.

En 1988, le PPS-RD était en première ligne des luttes ouvrières. Après les grèves, nous n'avons pas joué à la table ronde, nous avons organisé les grandes manifestations de rue à Wrocław et à Varsovie. Bien évidemment nous avons recherché l'unité d'action avec d'autres, à Wrocław avec Solidarité combattante et à Varsovie avec le MRKS (Comité ouvrier inter-entreprises de Solidarité). L'initiative est venue de nous, les autres nous ont rejoints. Les manifestations du 13 décembre ont démontré que nos appels à la société trouvent un écho de masse: 15 000 personnes dans les rues de Wrocław, c'est un fait social.

Notre pratique nous a permis d'élaborer une plate-forme, que nous avons intitulée Révolution démocratique. Nous sommes parfaitement conscients de caractère insuffisant de nos références, mais nous tenons beaucoup à ce que notre programme soit en voie de formation, qu'il puisse intégrer notre expérience au fur et à mesure que nous en gagnons. C'est pourquoi dans notre parti il y a des fractions programmatiques. C'est par exemple le cas du *Courant de la gauche révolutionnaire* (NLR) qui se revendique du trotskisme classique. Le second groupe, dominant actuellement dans le parti, s'est appelé *La nouvelle gauche*, Wrocław est son point fort. Le groupe suivant — je ne sais comment l'appeler — se détermine en fonction de l'histoire du Parti socialiste polonais d'avant la guerre, qui a toujours été très à gauche et qui a écrit de très belles pages de l'histoire du mouvement ouvrier.

Son dirigeant historique Puzak est mort dans les prisons staliniennes et ce parti n'a jamais plié devant le stalinisme. Les jeunes gens qui se réclament de cette tradition sont très attachés à la préservation de ces symboles, mais ce ne sont pas des sociaux-démocrates, car ils ne veulent pas d'entente avec la *nomenklatura*. Dans ce sens, tout le sépare de Lipski. Enfin, il y a dans le parti des tendances, qui prennent pour point de départ la contre-culture, des tendances anarchisantes etc.

### Une alternative naturelle

Actuellement, le PPS-RD est de tous les groupes socialistes le mieux implanté à l'échelle nationale. Nos groupes agissent dans les départements de Cracovie, Gdansk, Katowice, Lublin, Plock, Przemysl, Szczecin, Varsovie et Wrocław, où nous sommes les plus forts.

Si l'establishment oppositionnel continue à légitimer le processus d'embourgeoisement de la *nomenklatura*, tôt ou tard la société polonaise va chercher une alternative au sein de l'opposition. Alors l'opposition de gauche pourra être cette alternative naturelle, car tous ceux qui ne se laisseront pas duper vont se révolter à la fois contre la *nomenklatura* et contre l'establishment oppositionnel qui la légitime. Nous travaillons au développement d'une telle alternative. Bien évidemment, nous sommes très faibles. La majorité de la société fait confiance à Waleśa et aux évêques. Dans notre camp, il y a avant tout la jeunesse, les jeunes ouvriers, les étudiants, les lycéens. ■

Février 1989



# LE PPS-RD dans les entreprises...

**CZESLAW BOROWCZYK est un ouvrier de l'usine métallurgique Dolmel de Wrocław, licencié à cause de son activité syndicale. Dirigeant national du PPS-RD, il est aussi le porte-parole du comité d'organisation de Solidarité de Dolmel.**

**Jacek SUCHOROWSKI, ouvrier à la fonderie Hutmen de Wrocław, y anime le comité de Solidarité. Il est un des dirigeants du PPS-RD à Wrocław.**

**Milka TYSZKIEWICZ est l'une des animatrices du mouvement de contre-culture surréaliste "Alternative orange". Dirigeante nationale du PPS-RD, elle rédige le bulletin du PPS-RD de Wrocław, *Nowa Lewica* ("La nouvelle gauche").**

## ■ INPRECOR : Quelle est l'attitude du PPS-RD envers Solidarité ?

— **Czeslaw BOROWCZYK** : Nous avons décidé de consacrer l'essentiel de nos forces au développement des structures de Solidarité dans les entreprises. Nous assurons la diffusion des bulletins syndicaux d'entreprises devant les portes des usines et nous collaborons à leur rédaction. A Wrocław, nous participons ainsi à la construction des structures de Solidarité des entreprises à Dolmel, Hutmen, Polar, Hemitec, Pilmex et Hydral.

— **Jacek SUCHOROWSKI** : Aujourd'hui le conflit entre les directions syndicales régionales et nationales et les structures d'entreprises prend de l'ampleur. Les directions ont de fait cessé d'agir, elles attendent la table ronde. Les gens dans les boîtes sont fatigués de cette attente. Les ouvriers doivent se serrer la ceinture alors qu'ils se heurtent à chaque pas au gaspillage. Les jeunes y sont particulièrement sensibles. Ils aspirent à d'autres choix sociaux, d'autres choix d'investissement. Par exemple, une réduction des dépenses d'armement pour développer la construction des logements. Ils sont hostiles à la réforme économique, car ils voient à quoi elle conduit dans l'entreprise : baisse des revenus réels des travailleurs et délabrement de la production (il n'y a même plus d'outils pour travailler !). La grève apparaît donc comme la seule issue tant que ce processus d'appauvrissement des entreprises et des travailleurs eux-mêmes ne sera pas stoppé. Pour imposer des changements, il faut recourir à la grève et non pas à la négociation à froid.

Ces derniers jours, dans notre entreprise, toutes les structures clandestines et publiques ont protesté ensemble, à propos des salaires, en s'adressant au directeur et au Conseil d'auto-

gestion. Si la direction n'accepte pas nos revendications, nous commencerons une action: d'abord le refus de faire des heures supplémentaires, puis la grève. Nous savons que le Conseil d'autogestion nous soutiendra, car le conflit est entre le directeur et l'ensemble des travailleurs. Et malheureusement, nous savons aussi déjà que la direction régionale de Solidarité, autour de Wladyslaw Frasyuniuk, ne nous soutiendra pas.

## ■ Si les dirigeants de Solidarité acceptent une auto-limitation du syndicat, en échange de sa légalisation, quelle sera l'attitude des structures syndicales d'entreprises ?

— **Czeslaw BOROWCZYK** : Les structures syndicales publiques vont certainement utiliser ce cadre légal, fut-il réduit, mais sans avoir l'intention d'en respecter les limites, en particulier en ce qui concerne le droit de grève. De plus, presque partout, les structures syndicales sont dédoublées: il en existe des publiques et des clandestines. Ces dernières continueront à fonctionner comme aujourd'hui, car les gens se souviennent que face à l'adversaire, il ne faut surtout pas abattre toutes nos cartes.

— **Milka TYSZKIEWICZ** : Les structures de l'autogestion agissent légalement sur la base d'une loi datant de 1981, qui constituait, de fait, un compromis entre les revendications des masses et les projets du pouvoir d'alors. Donc, compte tenu de la situation actuelle, c'est plutôt une bonne loi. Au début de l'année, a eu lieu, à Wrocław, la seconde rencontre nationale des structures de l'autogestion. 215 délégués y ont participé. Elle était entièrement consacrée à la question des réformes politiques nécessaires. Au travers du débat par la gestion, ils sont ainsi arrivés à

la conclusion qu'il fallait changer le système politique. Dès que Solidarité devra se plier aux contraintes du respect de cette légalité-là, il sera placé dans la même situation, ce qui ne sera pas sans effets sur la conscience des militants de base.

— **Jacek SUCHOROWSKI** : Lorsque Walesa va signer l'accord avec le gouvernement, Solidarité va se diviser entre ceux qui sont déjà fatigués et aspirent avant tout à une certaine stabilisation, et ceux — les jeunes en premier lieu — qui n'accepteront pas l'intégration. Je ne pense pas que le syndicat dans l'entreprise puisse accepter ce qui va à l'encontre de ses intérêts.

## ■ Comment cela se fait-il qu'aujourd'hui, vous êtes en conflit ouvert avec vos anciens camarades de combat, comme Wladyslaw Frasyuniuk par exemple ?

— **Czeslaw BOROWCZYK** : Pendant longtemps, et jusqu'en 1987, j'ai été très proche de Frasyuniuk. C'est au moment de la création de la direction régionale publique (RKW) que nos routes se sont séparées. On m'a proposé d'en faire partie. Je considérais qu'une direction ne pouvait être nommée d'en haut, qu'elle devait être composée de délégués d'entreprises. Au moment où la structure d'entreprise de Dolmel avait adopté une attitude différente de celle de Walesa, sur le pacte anti-crise, la RKW a censuré le journal. Ils ont transformé la résolution de la commission clandestine d'entreprise en un soutien sans faille à Walesa. Donc la commission d'entreprise a décidé de devenir autonome. Ce sont de telles attitudes qui conduisent de plus en plus de militants de base de Solidarité à exiger la ré-élection des responsables syndicaux. C'est le seul moyen de préserver l'unité. Après avoir refusé la tenue de telles élections, sous des prétextes fallacieux, certaines directions régionales ont dû céder. Mais à Varsovie et à Wrocław, l'establishment a déjà préparé des listes de ceux qui devront être élus et de ceux dont il faut empêcher l'élection. C'est, en quelque sorte, la répétition de ce que nous connaissons depuis plus de 40 ans dans la vie politique polonaise.

— **Milka TYSZKIEWICZ** : A Varsovie, l'establishment syndical a présenté un projet d'organisation pour l'élection de la direction syndicale. Ce projet limitait les mandats des structures d'entreprises à 50% et distribuait le reste des autres mandats aux structures centrales (presse, information, direction sortante etc.), à l'Eglise et même à l'Association industrielle, qui est un regroupement d'anciens opposants, tentés par la création d'entreprises et l'accumulation de capital et qui n'a donc rien de commun avec le syndicalisme. ■

Janvier 1989